

Les fins d'empire : A Mexico, les tambours se sont tus



# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14782 - 7 F

VENDREDI 7 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUME

## Alors que les « casques bleus » n'excluent pas de devoir évacuer Sarajevo L'ONU est saisie du sort des prisonniers dans les camps de Bosnie

« Purification ethnique »

La guerre qui fait rage depuis plus d'un an dans l'ex-Yugoslavie franchit sans doute aujourd'hui un pas de plus vers l'atroce. Le fait que le Comité international de la Croix-Rouge se voit refuser l'accès aux camps de détention tenus par les Serbes en Bosnie donne une idée de ce qui peut s'y passer quotidiennement. Un pas de plus, car n'oublions pas que les combats qui ont mis aux prises pendant plusieurs mois en Croatie les milices serbes soutenues ouvertement par l'armée fédérale aux forces croates ont eu également leur lot de massacres et de sauvages exécutions sommaires, viols, tortures...

Vukovar n'est plus qu'un amas de ruines, mais que sont devenus ses dizaines de milliers d'habitants et de prisonniers évacués, pour la plupart, vers la Serbie? Belgrade a installé une partie de « ses » réfugiés en Voïvodine, cette province dont l'autonomie a été supprimée par M. Milosevic et où vit une forte minorité hongroise (20 %). L'objectif paraît clair : recomposer ethniquement la région, la « serbifier ».

En Bosnie-Herzégovine, se déroule apparemment une autre phase du processus de « purification ethnique » : cher à cette « doctrine » académique des sciences et des arts de Belgrade qui, dès 1988, dressait les grandes lignes de la « Grande Serbie » et défendait l'idée d'un Etat serbe rassemblant tous les Serbes vivant dans ce qui était encore la Fédération yougoslave. La Bosnie était une mosaïque de Croates, de Musulmans (sclaves islamisés) et de Serbes.

A présent, ces derniers occupent environ deux tiers du territoire de la République et ont systématiquement dévasté, encore, et d'une façon sinistre, la « purification ». Une fois les villages conquis, d'une façon brutale, les populations sont regroupées dans des centres de migrations, classées selon leur origine ethnique et classées ensuite, dans des conditions que l'on peut imaginer, hors des zones sous contrôle des milices serbes. Dans certains quartiers de Sarajevo, des familles musulmanes sont expulsées et contraintes à signer un « document » par lequel elles s'engagent à abandonner leurs logements et à ne jamais y revenir. Sinon, on leur promet tout simplement deux balles dans la tête.

VOILA la manière choisie par qui ont l'aplomb de nier toute implication dans la guerre en Bosnie et tout désir d'expansionnisme, pour parvenir à leurs fins : une Serbie élargie et, si possible, ethniquement homogène. Certes, les Serbes ne sont pas les seuls responsables des atrocités. Des exactions sont commises de part et d'autre - sur leur territoire, les Croates ont mis la main sur toutes les propriétés serbes et grâce à leur alliance avec les Musulmans contrôlent fermement une partie de la Bosnie, - mais Belgrade n'impressionne plus personne en essayant de jouer les victimes et les martyrs.

Compte tenu des risques de plus en plus grands d'embrasement du conflit, au Kosovo par exemple et donc immédiatement à l'Albanie voisine, l'ONU, les Etats-Unis et l'Europe devraient se rendre compte qu'une nouvelle guerre balkanique a peut-être commencé. Entre 1939 et 1944, elle avait fait plusieurs millions de morts.

Les Etats-Unis ont demandé, mercredi 5 août, la convocation, la semaine prochaine, d'une réunion extraordinaire de la Commission des droits de l'homme sur la situation en Bosnie-Herzégovine. L'ambassadeur de cette République auprès de l'ONU, M. Sacirbey, avait communiqué la même jour une liste de 105 camps de détention, contrôlés par les Serbes, et où seraient regroupés près de 120 000 civils et prisonniers de guerre. M. Mitterrand a réagi en disant que tous ces lieux de détention soient accessibles et contrôlés. Devant l'aggravation de la situation, la FORPRONU n'exclut pas d'être obligée d'évacuer Sarajevo.

### Le devoir de savoir

par Jacques Lesoume



A tout homme, tout chef d'Etat, toute nation, Auschwitz a laissé ce message : ne jamais tolérer la possibilité de massacre d'une population, quelle qu'elle soit, dès lors que l'on a la moindre possibilité d'intervention. Or, depuis qu'il y a suspicion d'extermination dans les camps contrôlés par les Serbes, la crise yougoslave a changé de nature. Elle ne relève plus seulement du conflit ethnique accompagné de crimes de guerre, elle glisse vers le génocide. Dès lors, il faut faire ouvrir les camps, de gré ou de force, en prendre le contrôle et annoncer à M. Milosevic, à ses séides et aux officiers serbes qu'ils seront individuellement tenus pour responsables de leurs actes et jugés pour crimes contre l'humanité. Si l'action peut

être menée au nom des Nations unies ou de telle ou telle organisation internationale, tant mieux. Mais si un accord immédiat est impossible, la France a le devoir de tenter, même seule, de faire la lumière sur la réalité des faits. M. Mitterrand, qui a consacré une partie de sa vie à la défense des droits de l'homme, qui a envoyé des « casques bleus » français en Yougoslavie, qui a récemment fait le déplacement de Sarajevo dans les conditions que l'on sait, a l'obligation d'agir pour sauver des vivants et montrer que le leçon d'Auschwitz ne sert pas seulement à nourrir des débats - au demeurant fort utiles - sur le comportement des générations précédentes.

Lire nos Informations page 3

### La campagne radiotélévisée pour le référendum

Le conseil des ministres a fixé, mercredi 5 août, les modalités d'organisation de la campagne officielle pour le référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht, qui aura lieu du 7 au 19 septembre. Elle sera ouverte aux partis politiques représentés au Parlement, qui se répartiront deux heures d'antenne à la radio et à la télévision au profit de leurs élus, ainsi qu'aux formations ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés à une élection nationale depuis 1988, qui disposeront chacune de cinq minutes. Les Verts et le Front national, bénéficiaires, avec Génération Ecologie, de cette disposition, ont néanmoins protesté contre l'inégalité de traitement entre les grands et les petits partis.

Lire nos Informations page 8

## Quarante-huit secondes olympiques

Sur 400 mètres, la Guadeloupéenne Marie-José Péric a apporté à la France une huitième médaille d'or aux Jeux de Barcelone

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Elle n'a jamais eu la notion du temps. Elle se faisait toujours attendre, désirer. Elle traînait son indolence, son inconstance. Et encore une fois, au cours de la finale du 400 mètres, Marie-José Péric ne semblait pas être là où on l'attendait, en tête. A l'entrée de la dernière ligne droite, elle était en retrait sur la plus dangereuse de ses adversaires. En retard, comme au temps où l'adolescente douée s'échappait les cours, oubliait les entraînements, manquait les rendez-vous. Mais les longues flammes appartenant à une époque révolue, les années où elle se regardait vivre nonchalamment. A l'entrée de la dernière

ligne droite, elle ne se voyait plus spectatrice d'une course qui pouvait lui échapper. « J'étais venue gagner cette finale, et j'étais en train de regarder les autres me dépasser. Je me suis dit qu'il fallait que j'accélère. »

Marie-José Péric a donc allongé un peu plus ses interminables foulées. Elle a rattrapé puis dépassé Bryszgina, l'Ukrainienne, aussi nouvelle qu'elle est défilée. Ses joues se gonflaient comme celles d'un trompettiste. Jusqu'à ce qu'une fois la ligne franchie sa bouche s'ouvre grande d'épuisement et esquisse peu à peu un sourire.

Marie-José Péric était exacte au rendez-vous d'une finale que l'on donnait comme d'avance.

Elle était à l'heure d'un nouveau record de France, un passage inédit sous les 49 secondes qui lui accordait la sixième performance mondiale de tous les temps. La plus fantasque de ses vedettes venait d'offrir à l'athlétisme français la plus attendue de ses victoires, vingt-quatre ans après la surprise Colette Besson. Cette médaille d'or valait bien la peine de déchirer quelques clichés. La championne, qui terminait invainciblement ses arrivées sur le flanc, a enfin réussi le tour d'honneur que son corps lui a toujours refusé après l'effort.

JÉRÔME FENOGLIO

Lire la suite page 8 et les articles de nos envoyés spéciaux pages 8 et 9

### Les risques de l'assurance-chômage

Les solutions pour résoudre les difficultés de l'UNEDIC comportent des risques qui n'ont pas été mesurés : elles pourraient pénaliser les plus démunis.

Lire page 17 l'article d'ALAIN LEBEAUCHE

### Réfugiés irakiens en Arabie saoudite

Un an et demi après la fin de la guerre du Golfe, trente mille « hôtes du roi Fahd » attendent toujours d'être fixés sur leur sort.

Lire page 5 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

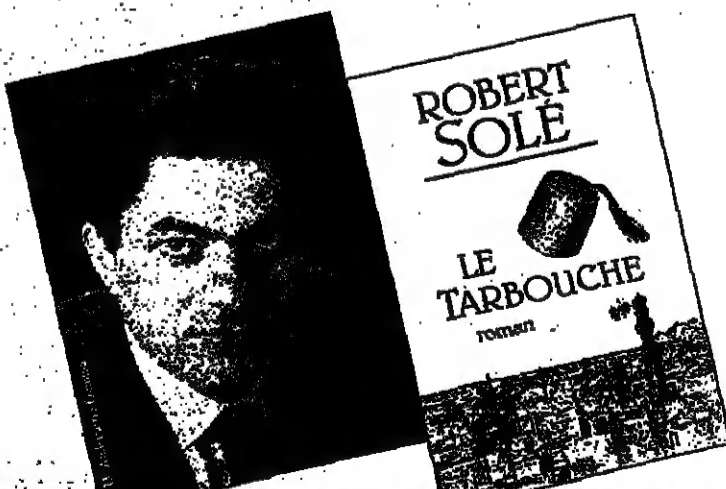
### LIVRES

« Le passé du Portugal est-il à venir ? » Les flèches perdues de Jean Genet. « Rencontres imaginaires : le vertige de Virginia Woolf. »

Pages 11 à 15

Le sommaire complet se trouve page 22

## Robert Solé



EDITIONS DU SEUIL

## Dans les entrailles de Chaillot

Les Arts étonnants proposent une stupéfiante expérience théâtrale

par Olivier Schmitt

Voilà un objet des plus curieux qui associe artistes, performers, scientifiques et spectateurs dans une aventure sensorielle sans précédent. Paris Quartier d'été et Chaillot reçoivent pour quelques jours encore les Arts étonnants, « manifestation d'installations-performances » imaginée par Michel Reilhac, directeur de l'American Center, pour l'école d'art du Fresnoy à Tourcoing l'automne dernier. Tout le théâtre a été investi pour l'occasion. Au pied de l'interminable escalier qui mène au foyer, l'Anglais Stephen Taylor Woodrow a installé ses « Living Paintings », trois tableaux bleu, brun et rouge dont le personnage central est un performer vivant suspendu dans la

« toile » par un harnais. Ces trois hommes, qui portent de lourds vêtements peints dans la même couleur que les tableaux, ne parlent pas mais communiquent avec les visiteurs par le regard et le geste, demandant à l'un ou l'autre une cigarette, une bière, le journal qu'il tient sous le bras ou son sac. Bizarre.

Plus loin, dans une grande salle qui donne sur les bassins du Trocadéro, le même Woodrow a reconstitué une salle d'hôpital qu'il a baptisée « Going Bye Byes » ; un mouchoir en quelque sorte. Quelques lits s'alignent de part et d'autre d'un chemin central, des lits tirés au cordeau ou défaits, abandonnés.

Lire la suite page 16

M0147 - 0807-D - 7,00 F



A L'ETRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,60 DM; Autriche, 26 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



# LES FINS D'EMPIRES

13 août 1521 : les combats ont cessé à Tenochtitlán. La capitale des Aztèques n'est plus qu'un champier, et les conquistadors de Cortés bâtiront Mexico sur ses ruines. La domination indienne n'avait rien d'impérial, les vainqueurs écarquillaient les yeux, les épidémies feront le reste : l'occidentalisation du monde commence à Mexico.

Par SERGE GRUZINSKI

Des siècles durant, les Indiens de Mexico gardèrent le souvenir du sinistre été 1521. La grande cité de Mexico-Tenochtitlán s'était rendue aux Espagnols. L'agglomération qui se dressait au milieu du lac, pareille à la Venise italienne, n'était plus qu'un amas de ruines jonchées de cadavres et d'agonisants, inondées par des pluies torrentielles. Le lac était encombré de corps aux yeux exorbités et au regard perdu, qui exhalaient une odeur insoutenable. Un cloaque nauséabond avait remplacé la cité impériale qui naguère se voulait le centre du monde et qui avait été l'une des villes les plus peuplées du globe.

Les événements les plus imprévus s'étaient succédé à un rythme d'enfer. En avril 1519, Hernan Cortés et ses conquistadors débarquaient sur les plages du golfe du Mexique, non loin de ce qui deviendrait le port de Veracruz. Les envahisseurs ignoraient pratiquement tout de Mexico et de ses habitants. Deux années plus tard, la ville de Mexico-Tenochtitlán tombait aux mains des Européens et de leurs alliés indigènes. Des millions d'hommes, des sociétés riches et policées qui n'avaient jusque-là entretenu aucun contact avec l'Europe seraient projetés dans l'orbite espagnole et deviendraient pour des siècles des satellites du monde occidental. Comment comprendre ce subit effacement qui se reproduisit une dizaine d'années plus tard avec les Incas des Andes ?

L'énigme continue de nous fasciner, sans doute par ce qu'elle réveille en nous de délectation morbide face aux grandes catastrophes politiques et sociales de l'histoire. Mais elle pose également la question de l'expansion de l'Occident et de la destruction de sociétés extra-européennes. Pour tenter de saisir ce qui advint en août 1521, il n'est peut-être pas inutile de « redimensionner » l'événement en revenant sur une poignée de clichés, et notamment sur la notion d'« empire aztèque ».

Ceux que nous dénomons abusivement les Aztèques portaient les noms de Tenochca, Mexica ou même Mexicains dans la variante hispanisée retenue par les conquistadors et les chroniqueurs espagnols. Le terme empire est plus trompeur encore. Il évoque des armées et des infrastructures puissantes, des économies intégrées, une législation uniforme. Rien de semblable dans la domination qu'exerçaient les Mexica. Ceux-ci étaient à l'origine une bande de nomades qui avaient erré sur le haut plateau mexicain et s'étaient frottés aux peuples policés de la région avant d'occuper un îlot marécageux, sur l'un des lacs de la vallée de Mexico. Mexico-Tenochtitlán n'était encore qu'une obscure bourgade. Les nomades se firent sédentaires et mirent leurs épées d'obsidienne au service des puissants des alentours. Vers 1428, secourant la tutelle de la cité d'Azcapotzalco, ils conclurent avec deux villes voisines une « triple alliance » qui étendit son emprise sur la vallée de Mexico, avant de couvrir le Mexique central en poussant des avancées vers le Pacifique, les rivages du Golfe et les terres chaudes du Guatemala.

La domination mexica souffrait d'être récente, privée de la légitimité et du prestige que confère le temps immémorial. Adversaires ou satellites, les Indiens du Mexique étaient convaincus que, tôt ou tard, d'autres les supplanteraient. Leur conception cyclique du temps et des choses leur interdisait de voir l'avenir autrement. L'infrastructure militaire de la triple alliance était légère, la coalition n'avait ni l'habitude ni les moyens d'entretenir des garnisons dans les contrées conquises. Le lien majeur qu'elle maintenait avec ses satellites prenait la forme d'un tribut versé à date fixe.

Des obstacles techniques limitaient le rayon d'action et la rapidité d'intervention des Mexica. Les Indiens connaissaient la roue mais ne l'employaient pas. Pour convoier le tribut ou faire circuler les armées et leur ravitaillement, des centaines de porteurs, les *tamemes*, étaient indispensables. La célérité et l'efficacité des communications dépendaient donc entièrement des équipes qui se relayaient de bourgade en bourgade pour assurer la progression des convois, des caravanes ou des armées. Par ailleurs, les peuples du Mexique ignoraient l'écriture alphabétique et utilisaient des systèmes de glyphes et d'images qui peuvent nous paraître, à tort, rudimentaires face aux exigences de la

gestion d'un empire. Ils permettaient pourtant de fixer des informations variées et sophistiquées, mais ils étaient dépourvus de la maniabilité des quipus andins ou des alphabets européens. Enfin, le pays était un mosaïque de langues, de cultures et de sociétés traversées d'intérêts contradictoires et qui supportaient mal les prétentions exorbitantes des cités de la vallée et le triomphalisme de la capitale mexica.

De là à imaginer que Hernan Cortés n'aurait eu qu'à surgir pour que le château de cartes mexica s'écroulât, il n'y a qu'un pas. C'est la vision que nous souffre après coup le dénouement des événements. Mais elle ne tient pas, pas plus que celle qui détecterait chez les Indiens les signes d'une insurmontable infériorité. Le cours des choses fut étonnamment plus complexe.

N'allons pas croire non plus que Hernan Cortés, cet obscur hidalgo d'Estrémadure, ait eu en tête, une fois touchées les côtes mexi-

blants et situations fausses se dénouèrent tragiquement. Comme ils en avaient l'habitude, les Espagnols massacrèrent préventivement une partie de la noblesse mexica. Il s'ensuivit un soulèvement général dans lequel Moctezuma perdit la vie. Les Espagnols durent abandonner la ville en juin 1520. Cette retraite pitoyable et sanglante aurait pu signifier la fin de la conquête et le départ des Européens. Ce ne fut que le premier acte d'une guerre qui se solda par la prise de Mexico et la progressive occupation du Mexique.

Les Espagnols étaient tenaces. Ils comptaient parmi les Indiens des alliés sans cesse plus nombreux et plus enthousiastes, déterminés à balayer la domination de Mexico-Tenochtitlán. Malentendu ou mauvais calcul, l'intervention étrangère pouvait apparaître comme transitoire, le temps d'écraser les Mexica. Il semblait aller de soi que les envahisseurs repartiraient vers leurs bases lointaines, une fois chargés de butin, quitte à leur promettre un

dans les sierras mexicaines des royaumes mirifiques. D'autres, éternels déracinés, songeaient déjà à gagner des cieux plus prometteurs.

Pendant ce temps, la désorientation la plus complète gagnait les populations indigènes. La guerre et ses destructions avaient désorganisé le ravitaillement de Mexico. Les masses étaient affamées. Celles qui participaient à la reconstruction de la ville étaient soumises à des tâches et à des rythmes de travail aberrants. Hommes et femmes étaient déconcertés par le comportement imprévu et imprévisible des étrangers qui les avaient envahis. Ils ignoraient tout de l'Europe et de l'empire - celui de Charles Quint - dont leurs vainqueurs se disaient les émissaires. Les Européens allaient-ils se contenter de razzier les richesses avant de repartir vers d'autres horizons ? Voudraient-ils se substituer aux anciens maîtres ou se contenteraient-ils de diriger le pays par l'entremise de leurs alliés indigènes ?

Ces incertitudes qui travaillaient les



Hernan Cortés à Huiztilan. Extrait du Codex Azcatlan.

## 16. - A Mexico, les tambours se sont tus

caines, de détruire un empire et d'en fonder un autre. Comme ce fut le cas une dizaine d'années plus tard pour Francisco Pizarro, Cortés n'avait pas la moindre idée des cultures et des puissances qu'il allait affronter. Ce n'est qu'au fur et à mesure qu'il s'enfonça à l'intérieur du pays en direction de Mexico-Tenochtitlán, qu'il se familiarisa avec la carte politique mexicaine. Il tenta alors de se faire des alliés et de les manipuler, quand il n'était pas lui-même victime de leurs propres intrigues.

Ses rapports avec Moctezuma furent nimbés d'ambiguïtés. Le maître de Mexico comprenait mal les intentions des envahisseurs, dont les comportements ne correspondaient à rien d'habituel ou de connu : étaient-ce des agresseurs venus lui arracher son trône, ou bien des visiteurs de passage, ou encore des ambassadeurs ? Par ailleurs, les circonstances liaient les mains de Moctezuma. Cortés s'avança sur Mexico au moment où les Indiens s'apprêtaient à récolter le maïs qui assurait la subsistance des cités de la vallée. Fallait-il lever une armée contre les étrangers quitte à se priver du maïs nourricier ou courir le risque d'une rencontre en accueillant les visiteurs au milieu des sanctuaires des ancêtres ? Moctezuma opta pour la rencontre.

Cortés était également dans une situation singulièrement embarrassante. Comme ses compagnons, il avait été stupéfait par la richesse et la splendeur de Mexico-Tenochtitlán. Mais les conditions douteuses dans lesquelles il avait quitté sa base de Cuba entachaient son expédition d'un voile d'illégitimité. D'où la nécessité de jouer sur plusieurs tableaux à la fois et de présenter à son souverain, l'empereur Charles Quint, la soumission de la triple alliance comme une opération sans bavure. Ses lettres devaient donc magnifier la réalité mexicaine pour mieux justifier l'intervention du conquistador et transmettre l'image d'un Moctezuma acceptant de plein gré la suzeraineté de l'empereur. Or cette version qui consacrait d'un trait de plume la fin du Mexique indien dissimulait une réalité autrement confuse et truffée de malentendus. Chaque fois, par exemple, que Moctezuma prétendait affirmer sa supériorité en comblant de présents ses hôtes européens, ceux-ci interprétaient sa générosité comme une marque d'allégeance. Très vite le souverain mexica se retrouva à la merci des Espagnols, qui en firent leur otage, tout en le laissant exercer ses fonctions. Les envahisseurs se doutaient-ils qu'en touchant à la personne de Moctezuma ils ruinaient son aura quasi divine et minaient les fondements de la domination mexica ? Ambiguïtés, faux-sem-

tribut régulier. Les Espagnols retirèrent leur force. Avec leurs alliés indigènes ils soumièrent la ville à un blocus. Après plusieurs semaines d'un siège mouvementé au cours duquel le sort faillit se retourner contre les Espagnols, la ville finit par tomber. Les tambours indiens se turent subitement, et un silence de plomb s'abattit sur les survivants. Fut-ce la fin d'un monde ? Les témoins indigènes dont les écrits et les chants nous sont miraculeusement parvenus l'ont ainsi ressenti :

*Ce triste et lamentable sort nous plongea dans l'angoisse, Et des dards brisés gisent sur les chemins. Les cheveux sont éparpillés, les maisons ont leurs toits défoncés et leurs murs rougis. Dans les rues, sur les places grouillent les vers tandis que sur les murs dégoûlissent les cervelles...*

Mais peut-on confondre la chute de Mexico avec la chute du Mexique ? Le pays ne devint pas espagnol du jour au lendemain. Ce serait prêter une efficacité invraisemblable à une poignée de conquérants, quelques centaines, puis quelques milliers, face à vingt millions d'Indiens, peut-être davantage. Ni les chevaux, ni la supériorité de l'armement européen - les canons et les arquebuses, - ni l'habileté manœuvrière des envahisseurs, dont certains s'étaient battus en Italie, ni même le machiavélisme de Cortés ne suffirent à expliquer la défaite mexica. Pas plus qu'ils ne rendent compte de l'effondrement du Mexique indigène.

Les Indiens apprirent très vite à trouver des parades aux armes, aux bateaux et aux chevaux des Européens, comme ils s'ingénierent à exploiter les dissensions du camp adverse. Les Espagnols étaient d'ailleurs les derniers à s'imaginer que les jeux étaient faits en 1521. Durant au moins encore dix années, les Européens du Mexique vécurent sur le pied de guerre, dans la hantise d'un soulèvement indigène et d'un retournement de la situation.

L'irruption des Européens engendra une situation chaotique en juxtaposant deux sociétés éclatées : des envahisseurs, minorité à dominante européenne, instable, quotidienne, plongée dans l'inconnu et dans l'inédit ; des vaincus qui survivaient dans des ensembles politiquement mutilés, déclinés par la guerre et les maladies. Dans cette phase transitoire, deux mondes en état de choc se faisaient face. Les Espagnols n'avaient qu'une idée fort approximative du Mexique indigène qui les cernait. Beaucoup avaient l'impression d'évoluer au milieu d'un monde musulman avec ses ulémas et ses mosquées, pas si éloigné somme toute du royaume de Grenade tombé en 1492 aux mains des chrétiens. Certains espéraient découvrir

anciennes classes dirigeantes traversaient également le groupe des conquistadors : à qui revenait le pouvoir effectif ? A Cortés et à ses lieutenants ? Aux représentants patentés de la couronne ? Une atmosphère de guerre civile régnait sur le pays sans que d'ailleurs les Indiens en aient profité pour chasser les intrus.

Au Mexique préhispanique avait succédé un univers démembré, hybride, instable à l'extrême, agité de perpétuelles turbulences. Imaginons seulement le sentiment de vide que répandit l'abandon des cérémonies indigènes dont le retour régulier avait jusque-là matérialisé l'écoulement du temps et donné un sens à la vie. Interdits par les Espagnols, impraticables faute de ressources et d'officiants, les grands rituels cessèrent d'être observés bien avant que les fêtes chrétiennes pussent réellement s'imposer et les remplacer. Entre ces deux façons de vivre le temps s'écoula une brèche où se perdirent bien des Indiens.

Pire encore : des épidémies venues d'Europe frappèrent des populations dépourvues de système immunitaire de défense, fauchant les hommes, les femmes, les enfants ; elles dégarèrent les armées et emportèrent les princes - Cuicahuac, le successeur de Moctezuma, mourut de la variole après quelques semaines de règne, - elles brisèrent la chaîne des générations en désagrégeant les familles. Des maux inexplicables qui souvent précédaient le passage des Espagnols répandirent la terreur et le désarroi. En un siècle, la population indienne du Mexique faillit être rayée de la carte, s'effondrant de quelque vingt millions à 750 000 âmes. Même approximativement, ces chiffres proclament moins la chute d'un empire que l'effacement d'une humanité.

Ce sont les ravages incommensurables provoqués par les épidémies qui empêchèrent le Mexique indigène de repousser l'Occident et de se fermer sur lui-même, comme ce fut le cas du Japon quelques dizaines d'années plus tard. Si les survivants devaient manifester une extraordinaire aptitude à reproduire les techniques et les modes de vie occidentaux, ils le firent sous une domination coloniale, condamnés à articuler ce qui leur restait d'héritage ancien avec des emprunts à l'Europe et à l'Afrique. Le Mexique avait fait place à la Nouvelle-Espagne.

### POUR EN SAVOIR PLUS

- *Aztec*, d'Inga Clendinnen, Cambridge University Press, 1991.
- *Histoire du Nouveau Monde*, de Carmen Bernard et L. De la découverte à la conquête, de Serge Gruzinski, Fayard, 1991.
- *La Colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol (XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle)*, de Serge Gruzinski, Gallimard, 1988.



Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

# La Bosnie publie une liste des camps de détention installés par les Serbes

Les pressions diplomatiques se sont accentuées, mercredi 5 août, pour obtenir l'ouverture des camps de prisonniers en Bosnie aux inspections internationales, après la déclaration faite en ce sens la veille par le Conseil de sécurité des Nations unies, personne n'évoquant cependant à ce stade les moyens de contrainte à mettre en œuvre pour y parvenir. Les États-Unis ont demandé une réunion extraordinaire à Genève de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la situation en Bosnie (voir ci-contre).

A New-York, l'ambassadeur de Bosnie aux Nations unies, Muhamed Sacirbey, a fait circuler une liste de cent cinq camps installés par les Serbes. Selon ce document, établi sur la base de « données qui ont été recueillies au 26 juillet 1992 par différents organes et institutions d'Etat », au moins 97.000 personnes sont détenues dans quatre-vingt-quatre camps et prisons sous contrôle serbe en Bosnie-Herzégovine ; les autorités de Sarajevo affirment que 17.100 détenus au moins auraient été tués dans ces camps.

Le document indique l'emplacement des camps ou des prisons et pour chacun le nombre actuel de détenus, ainsi que le nombre de prisonniers tués. Il s'agit pour la plupart d'entre eux de femmes, d'enfants et de vieillards, a affirmé M. Sacirbey.

Le document comprend également une liste de onze « camps de concentration et de prisons » situés sur le territoire de la Serbie et du Monténégro, où un total de 22.710 Bosniaques seraient détenus.

Les autorités bosniaques avaient toutefois annoncé mercredi à Sarajevo le chiffre de 30.000 civils détenus dans quatre-vingt-seize camps serbes dans les trois Républiques, c'est-à-dire un nombre trois fois inférieur à celui présenté aux Nations unies.

De leur côté, les Serbes de Bosnie affirment que 42.000 Serbes sont actuellement détenus dans vingt et un camps et vingt-deux prisons en Bosnie, et que plus de 6.000 détenus civils ont été tués.

Ces données ne sont pas vérifiées, mais le soupçon quant aux exactions qui pourraient avoir été commises

est suffisamment fort pour que la communauté internationale exige l'accès aux camps. L'administration américaine sur laquelle s'exerce de fortes pressions, en pleine campagne électorale, a pris la première des initiatives diplomatiques (voir l'article de Dominique Digne). La position de Washington quant à l'éventualité d'une intervention militaire dans la région n'a toutefois pas varié.

A Paris, M. Mitterrand a réaffirmé mercredi au conseil des ministres un contrôle des camps de prisonniers. « Il faut manifester une exigence forte. Tout camp humanitaire doit être protégé. Tout camp doit être visité, contrôlé et ouvert », a-t-il déclaré. M. Roland Dumas est lui aussi intervenu pour rappeler que « la France a condamné en premier et sans réserves les transferts de population et la théorie de la purification ethnique qui sont pour partie à l'origine des camps de concentration dont l'existence est signalée de différents côtés ». « La France, a-t-il ajouté, entend exiger que toute la vérité soit faite sur ces camps et le comportement de ceux qui en sont responsables. Elle

est prête à participer à ces investigations avec la communauté internationale et à prendre toute disposition qui permettra de mettre fin à cette situation » (nos dernières éditions du 6 août).

A Londres, M. Thatcher a lancé un appel pour « la livraison immédiate d'armes et le soutien militaire au peuple et aux forces armées » de Bosnie-Herzégovine. « Les Bosniaques ont besoin d'armes dans les jours qui viennent, sous peine d'une catastrophe encore plus grande », a déclaré Lady Thatcher dans un communiqué publié par son secrétariat à Londres.

« Ce n'est pas une guerre civile, mais une guerre d'agression communiste. Chaque fois que nous disons que nous n'aurons pas recours à la force, nous encourageons l'agresseur », déclare l'ancien premier ministre, qui ajoute : « Ce qui se passe en Bosnie rappelle les pires crimes nazis. Les sanctions sont sans effet. Le commerce et les livraisons d'armes arrivent toujours en Serbie. » - (AFP, AP, Reuters)

Alors que les bombardements se poursuivent

## Les « casques bleus » menacent de quitter Sarajevo

Les Casques bleus de l'ONU déployés à Sarajevo ont menacé, mercredi 5 août, par la voix de leur porte-parole, de quitter la capitale bosniaque où les combats d'artillerie entre les forces serbes qui assiègent la ville et les troupes gouvernementales bosniaques se sont poursuivies. Pour une

« Ces derniers jours, nous avons eu un tel et six blessés graves. Cela ne peut pas durer indéfiniment. Si les violences se poursuivent à ce niveau, cela remettra gravement en cause notre mission », a déclaré mercredi à la presse le porte-parole des unités de l'ONU déployées à Sarajevo, le général Mik Magnusson. Il a cependant ajouté : « Mais nous ne sommes pas des lâches, nous voulons continuer. » Le général avait d'abord estimé qu'« il arrive un moment où il faut regarder les choses en face » et qu'il croyait que « ce moment était venu ».

seconde journée, la ville a été privée d'eau alors que le pont aérien humanitaire reste suspendu en raison des combats. Le secrétaire général de l'ONU a demandé aux instances européennes de « préciser » le rôle qu'elles entendent jouer pour contrôler les armes lourdes dans la République.

Préoccupés par la corvée d'eau, depuis que la plus grande partie de leur ville n'est plus approvisionnée en raison de l'arrêt de deux stations de pompage dans une commune voisine (fermées par les Serbes, selon certaines sources ; endommagées par les combats, selon d'autres), les plus de 300.000 assiégés de Sarajevo ont accueilli la suspension du pont aérien avec indifférence. D'autant plus que l'aide humanitaire n'était distribuée que tous les dix ou quinze jours. « Tant qu'on risque d'être tué en faisant la queue, mourir le ventre vide ou plein ne fait guère de différence », commentait ainsi une ménagère serbe de Sarajevo.

Dans une lettre adressée à la CSCE, dont l'AFP s'est procuré mercredi une copie, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, a estimé que « les pays européens étaient particulièrement bien placés pour une action urgente » en Bosnie-Herzégovine. Il ajoute qu'il a interrogé tous les États pour savoir quel appui ils étaient prêts à fournir « individuellement ou collectivement » pour superviser le retrait des armes lourdes en Bosnie. Le secrétaire général avait protesté, le mois dernier, contre la décision prise par la Communauté européenne sans qu'il ait été consulté, de confier à l'ONU le contrôle des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. - (AFP, Reuters, AP)

## La Russie aurait reconnu la Macédoine

Après avoir appelé la Communauté européenne à faire de même, la Russie a officiellement reconnu l'indépendance de l'ex-République yougoslave de Macédoine, ont affirmé, mercredi 5 août, l'agence Tass et l'agence officielle macédoienne. En visite, la veille, dans la Bulgarie voisine, le président Eltsine avait déclaré que la Russie « doit reconnaître l'indépendance » de cette République, menacée par une extension de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, parce qu'« ainsi, « beaucoup moins de sang sera versé ».

Selon ces agences, le vice-ministre russe des affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine, a remis une lettre, signée par M. Boris Eltsine, reconnaissant l'indépendance de la Macédoine au président de cette République, M. Kiro Gligorov. « C'est un grand jour dans l'histoire des relations entre la Fédération de Russie et la Macédoine », aurait

déclaré le vice-ministre russe, cité par Tass. Alors que la reconnaissance de la Macédoine est bloquée, notamment au sein de la CER, par l'opposition de la Grèce, qui estime que le nom de Macédoine lui appartient, la Russie deviendrait ainsi la première grande puissance à reconnaître cette République et le septième pays à le faire, après la Bulgarie voisine, la Turquie, la Slovaquie, la Croatie, les Philippines et la Libanie.

Depuis la décision du président russe, une vive polémique oppose Moscou à Athènes. La Grèce a jugé « inacceptables » les déclarations de M. Eltsine. Le ministre russe des affaires étrangères a estimé, mercredi, que ces propos étaient « hâtifs et irréfléchis ». « Personne ne peut s'adresser sur un ton pareil à la Russie, d'autant moins qu'il s'agit d'une déclaration du président russe », précise le communiqué du ministre. - (AFP, Reuters)

Dans un article adressé au New York Times

## M. Baker appelle la Chambre des représentants à voter l'aide à l'ex-URSS

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a pris sa plume pour tenter de convaincre la Chambre des représentants de voter l'aide américaine aux pays de la Communauté des États indépendants (CEI), dans le cadre d'un projet de loi que le Sénat a déjà adopté. Dans un article publié mercredi 5 août par le New York Times, sous le titre « Ce que l'Amérique doit à l'ex-Union soviétique », M. Baker écrit que les États-Unis, déjà appelés à prendre le « leadership international » au moment de la première et de la seconde guerre mondiale, sont aujourd'hui invités à travailler « pour une paix démocratique avec

la Russie, l'Ukraine et les autres États nouvellement indépendants de l'ancienne Union soviétique ». M. Baker rappelle que le projet de loi comprend notamment les aides au développement de l'arsenal stratégique des quatre Républiques nucléaires de la CEI et à la transition vers l'économie de marché. Il affirme qu'il n'est pas une « aumône » mais « un investissement pour la sécurité de l'Amérique ». Il souligne enfin que les États-Unis ne fournissent qu'une part de l'effort international, environ 5 milliards de dollars sur un total de 24 promis par les pays occidentaux. - (AFP)

Le FMI débloquent milliard de dollars en faveur de la Russie. Réuni mercredi 5 août, le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a décidé l'octroi d'un crédit de 1 milliard de dollars en faveur de la Russie. Ce prêt, annoncé début juillet au moment de la réunion à Munich des représentants des sept principaux pays industrialisés (G7), constitue la première tranche d'un crédit de confirmation (stand-by)

de 4,5 milliards de dollars. Il s'intègre aux 24 milliards de dollars proposés par le G7 pour venir en aide à la Russie. Le crédit a pour condition la mise en œuvre par le gouvernement russe d'un programme de transformations économiques. Les tranches ultérieures ne seront donc débloquées qu'au terme de négociations, qui commenceront à l'automne, entre les spécialistes du Fonds et les responsables économiques de la Russie.

## Aux États-Unis Démocrates et républicains multiplient les appels en faveur d'une intervention

WASHINGTON de notre envoyé spécial

M. Bill Clinton, en campagne dans l'Illinois, a exhorté mercredi 5 août le président Bush à « faire ce qu'il faut » pour arrêter les massacres des populations civiles en Bosnie. « Nous aurons peut-être à faire usage de la force militaire contre les Serbes », a affirmé le candidat démocrate à la Maison Blanche. M. Clinton a comparé les atrocités commises par les Serbes contre les Bosniaques musulmans à celles perpétrées par les nazis contre les juifs pendant la seconde guerre mondiale. « L'histoire nous a appris qu'on ne peut pas rester assis sans rien faire et regarder ce qui se passe lorsqu'un peuple est exterminé en masse. Nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer ce qui semble être l'élimination systématique et délibérée d'êtres humains en raison de leur origine ethnique », a affirmé M. Clinton.

Le candidat démocrate avait déjà proposé fin juillet de bombarder l'aéroport de Sarajevo. Il s'est alors attiré les foudres de la Maison Blanche. M. Martin Fitzwater, porte-parole de M. Bush, l'avait accusé de se comporter en « irresponsable » et lui avait suggéré de « relire ses dossiers ». Un thème inlassablement repris par l'état-major de campagne de M. Bush est en effet que le candidat sortant dispose de l'expérience en politique étrangère alors que M. Clinton n'est qu'un ignorant, voire un apprenti sorcier.

Mais l'appel à l'action vient aussi désormais du camp républicain. Ainsi, des sénateurs républicains, aux côtés de démocrates, ont parrainé

mercredi une résolution invitant M. Bush à demander au Conseil de sécurité d'autoriser, si nécessaire, le recours à la force pour permettre la distribution de l'aide humanitaire et l'envoi d'observateurs internationaux dans les camps de détention.

### Pas d'opération « Tempête des Balkans »

Le président ne semble pas pour autant enclin à changer d'attitude et à envoyer des soldats américains dans la région. Pressé de questions à ce sujet, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a invité les journalistes à relire l'entretien que M. Bush a accordé mardi au quotidien USA Today. Le président y affirme qu'il « n'a pas étudié » cette possibilité, sauf pour des opérations humanitaires limitées. Pour M. Bush, un déploiement massif de troupes américaines dans la région n'est pas envisagé. L'ex-Yougoslavie n'est pas le Golfe. « Avant d'engager les forces américaines dans une bataille, je veux connaître le début, l'objectif, les moyens de l'atteindre et la fin », dit M. George Bush.

Les sénateurs ne demandent pas davantage l'envoi d'un contingent américain au sol contre les forces serbes. Ils proposent que l'US Air Force procède, si nécessaire aux côtés d'autres pays et après avoir obtenu le feu vert du Conseil de sécurité, à des bombardements aériens limités. L'idée est surtout d'inciter M. Bush à obtenir le soutien de ces autres pays. « Nous ne réclamons pas une opération « Tempête des Balkans », commente un des parrains de la résolution, M. Joseph Lieberman, sénateur

## La commission des droits de l'homme de l'ONU pourrait se réunir à Genève

GENÈVE de notre correspondant

M. Antoine Bianca, sous-secrétaire général des Nations unies pour les droits de l'homme, a été saisi, le 5 août, de la lettre suivante, signée de M. Morris Abram, ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU à Genève : « Mon gouvernement souhaite appeler votre attention sur la situation alarmante des droits de l'homme dans l'ancienne Yougoslavie. Des rapports parvenus sur les camps d'internement soulèvent de vives inquiétudes quant à d'éventuelles violations massives de ces droits. On y mentionne qu'à la suite de rafles, des personnes ont été victimes d'exécutions sommaires et arbitraires (...). Qui plus est, des organisations internationales d'une grande autorité sont entravées dans leurs efforts pour tenter d'accéder à des lieux où des atrocités ont été signalées. Le gouvernement des États-Unis juge, par conséquent, indispensable que la commission des droits de l'homme de l'ONU s'engage dans un examen à haut niveau de cette situation... »

Pour qu'une telle réunion, prévue en principe pour la semaine prochaine, puisse se tenir, il faut que la moitié des membres de la commission des droits de l'homme, soit vingt-sept représentants gouvernementaux, en soient d'accord (1). Cela semble acquis : la Communauté européenne y sera favorable, les pays arabes et autres États musulmans souhaitent qu'on vole au secours des Musulmans de Bosnie persécutés.

ISABELLE VICHNIAC

(1) La commission des droits de l'homme de l'ONU rassemble des représentants des gouvernements, contrairement à la sous-commission des droits de l'homme, qui réunit des experts en principe indépendants, actuellement en session à Genève.

## AMÉRIQUES

Malgré le retour du Québec à la table des négociations

## Le débat constitutionnel continue de s'enliser au Canada

Réunis pour la première fois au complet depuis l'échec, il y a deux ans, de l'accord du lac Meech, qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada, les premiers ministres des dix provinces canadiennes et le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, n'ont pas réussi, mardi 4 août, à relancer un processus de négociation susceptible de dissoudre la province francophone de tenir, d'ici au 28 octobre, le référendum prévu sur sa souveraineté.

MONTREAL correspondance

Le chef du gouvernement québécois, M. Robert Bourassa, qui revenait à la table des négociations pour la première fois depuis deux ans, a consenti à participer à une seconde « rencontre de discussions informelles » le 10 août. D'entrée, M. Bourassa, qui souhaite tenir un référendum sur une réforme de la fédération canadienne plutôt que sur la souveraineté du Québec, avait averti ses collègues anglophones qu'un « fossé important » restait à combler.

Après l'échec de l'accord du lac Meech, M. Bourassa avait juré que « jamais plus » on ne le reprendrait à

rendu au lac Harrington, M. Bourassa a justifié sa décision de participer à une seconde réunion en estimant de son devoir de prendre « tous les moyens légitimes pour éviter l'écroulement de la fédération canadienne ». Les premiers ministres anglophones ont cependant manifesté d'évidentes réticences à ouvrir leur entente du 7 juillet, délicate compromis qu'ils avaient eux-mêmes mis quatre mois à obtenir. Plusieurs d'entre eux, notamment ceux de l'Alberta et de Terre-Neuve, tiennent fermement au principe de l'égalité absolue des dix provinces, au sein du nouveau Sénat notamment, un principe qui, selon M. Bourassa, escamote la dualité linguistique canadienne, « essence du pays ».

Quant au grand chef Ovide Mercredi, président de l'Assemblée des premières nations, qui représente 500.000 Amérindiens à travers le pays, il a fait mardi le pied de grue à l'entrée de la résidence du lac Harrington pour manifester son mécontentement de n'avoir pas été invité à déjeûner ministériel. Il menace d'organiser des manifestations si cette « mise à l'écart » persiste. Bref, l'écheveau constitutionnel canadien reste passablement inextricable à un mois de la date limite du 9 septembre, fixée par la loi québécoise pour le dépôt de la question référendaire.

Accusé de « trahison » par les forces « souverainistes » pour s'être

CATHERINE LECONTE



## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : alors que M. De Klerk se félicitait de la discipline de l'ANC

### Soixante-dix mille Noirs ont manifesté devant la présidence

Après deux jours de grève générale, la semaine d'action lancée par l'alliance entre le Congrès national africain (ANC), le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU) et le Parti communiste (SACP), s'est poursuivie, mercredi 5 août, par d'imposantes manifestations populaires dans les plus grandes villes du pays. Quinze mille personnes ont défilé dans les rues du Cap, tandis que soixante-dix mille manifestants ont traversé Pretoria, avant de se rendre, sous la direction de M. Nelson Mandela, au siège de la présidence de la République.

PRETORIA

de notre correspondant

Dans le centre de Pretoria, hermétiquement bouclé par de nombreux policiers en uniforme et en treillis, les employés blancs, interloqués, observent de leurs bureaux la foule qui grossit. Combinaisons bleues et casques jaunes, des dizaines d'ouvriers observent, du haut d'un immeuble en construction, les quelque soixante-dix mille militants du Congrès national africain (ANC) qui s'apprêtent à marcher sur Union Building, le siège de la présidence de la République. Jamais dans l'histoire de la capitale administrative du pays autant de Noirs

n'avaient été rassemblés. Il n'y a pas si longtemps, ils n'auraient pas eu le droit - sans autorisation spéciale - de se rassembler.

Mais l'occasion est trop belle pour que l'imaginaire des *townships* (cités noires) ne s'approprie pas, l'espace d'une matinée, les chaussées de Pretoria. Un prisonnier symbolique traîne ses chaînes, un homme-orchestre arbore un montage de portraits de M. Mandela soudés sur son casque de métal, en actionnant bruyamment une sirène. Plus loin, un faux soldat armé d'un faux fusil, feint un combat imaginaire, à la grande joie des équipes de télévision.

Quand le cortège piaffait s'ébranle enfin, c'est au pas de gymnastique que les manifestants parcourent Church Avenue, l'une des grandes artères de Pretoria menant vers Union Building, un imposant bâtiment de style colonial qui domine la ville.

#### « Sur la voie de la démocratie »

Des milliers de personnes sont massées le long du parcours. Toutes veulent voir le camarade Nelson, « Madiba », comme on appelle affectueusement M. Mandela au sein de la communauté noire.

D'importantes forces de sécurité sont discrètement déployées dans les rues adjacentes et dans les jardins de la présidence. Deux hélicoptères jaunes et bleus - couleurs de la police - tournent dans un ciel transparent d'hiver austral. Les fonctionnaires du

gouvernement sont aux balcons, lorsque les premiers manifestants investissent les pelouses de Union Building. Au pied d'un monumental escalier, un large podium dressé en début de journée attend la hiérarchie de l'ANC. Un mâit métallique est érigé à la hâte. Dès l'arrivée du « président Mandela », alors que la foule entonne l'hymne national des mouvements de libération, *Nkosi Sikelele Afrika*, les couleurs noir, vert et or de l'ANC sont hissées sous le regard incrédule de dizaines de policiers blancs armés jusqu'aux dents.

#### Le dialogue a repris

« De Klerk doit partir ! De Klerk doit partir ! », repart alors à l'unisson la foule compacte, sous les fenêtres du président de la République. En survol de sport bleu marine, M. Mandela s'approche enfin du micro. Un amoncellement de haut-parleurs projette vers le bas de la colline ses premiers mots dont l'écho revient aussitôt, répété par les grands immeubles alentour. « Nous sommes venus pour mettre l'Afrique du Sud sur la voie de la paix et de la démocratie. Si le gouvernement répond dans le même esprit, notre action aura été la meilleure chose qui pouvait arriver pour le processus de négociations », estime le président de l'ANC après avoir félicité les militants de son organisation pour leur conduite « exemplaire » pendant les quarante-huit heures de grève générale.

M. Nelson Mandela a réaffirmé sa

volonté de reprendre les négociations dès que le gouvernement de Frederik De Klerk aura fait un geste en répondant aux exigences de l'ANC. Sur ce point, il n'y a rien de changé. Mais le fossé qui séparait l'ANC et le gouvernement depuis deux mois s'est partiellement comblé. M. De Klerk, en sortant, mercredi, d'une réunion du Conseil des ministres s'est réjoui de la disponibilité de M. Mandela. Il s'est également félicité de la façon pacifique dont l'ANC avait réussi à organiser ses manifestations. Le chef de l'Etat a révélé qu'en fait le dialogue était rétabli entre son gouvernement et l'ANC, dont des représentants se sont rencontrés « à plusieurs reprises au cours des cinq derniers jours ». Et il a laissé entendre que la reprise des négociations officielles n'était plus maintenant qu'une question de temps.

Sans concertation préalable, il est évident que jamais l'ANC n'aurait pu occuper pendant plusieurs heures le parc de la présidence de la République. Un accord était donc intervenu à ce sujet entre les deux principaux acteurs de la scène politique sud-africaine. M. De Klerk a cependant fait remarquer aux quelques journalistes qui l'attendaient sur son porche, que M. Mandela n'avait pas besoin de s'exprimer dans les jardins de la présidence pour être entendu. « La porte de mon bureau, où il est venu souvent, s'est précisée, lui est toujours grande ouverte ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

### Baidoa, ville-mouroir de Somalie

Suite de la première page

La gorge se serre devant ces hordes faméliques, qui guettent, anéanties, un peu de compassion. Hébétés, des enfants au visage purulent expriment une douleur muette. La fin de leur martyre est proche mais leurs forces les ont abandonnées ; ils refusent jusqu'au riz que leurs mères leur tendent de leurs doigts décharnés.

Trente mille personnes peut-être s'entassent à Baidoa, un tiers du plus qu'elle n'en abrite d'ordinaire. Leur tragédie est à la mesure de leur relative prospérité d'antan. Cette région de la Somalie, le Bay, était, avant la guerre civile qui ravage le pays depuis dix-neuf mois, un grenier à sorgho et un carrefour d'échanges. Les districts alentour ne manquent pas d'eau. Il y en a, en tout cas, plus qu'ailleurs en Somalie. Mais les violences du mois d'avril - l'époque des semis - ont bouleversé ce fragile équilibre. Prix de court, les paysans ont d'abord puisé dans leurs réserves. Puis il a fallu tuer le bétail, tout leur capital. Le lait a alors manqué et bientôt la viande ; la famine s'installe.

Mourir ou fuir, abandonner le terre de leurs aïeux qui les a vus naître et loin de laquelle ils meurent quand même, faute des secours espérés. La guerre qui rôde partout est moins cruelle ; au moins, la mort ne tarde

pas ; l'agonie lente leur est épargnée. Il y a des génocides par omission. La Somalie meurt de l'indifférence de l'Occident, de sa timidité à lui venir en aide. La Somalie meurt aussi de sa propre folie. La région de Baidoa est aux mains des *Rehabs*, une sous-clan rallié à l'Armée de libération somalienne, au sein de laquelle l'homme fort du pays, le général Mohamed Farah Aidid, tente de fédérer les clans du Centre et du Sud. Il a reçu, mercredi 5 août, à Baidoa, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, accompagné de M. Mohamed Sehnoun, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Somalie. Le général s'oppose obstinément à une intervention internationale « musclée », comme les Etats-Unis en brandissent la menace si le pays ne sort pas de cette spirale suicidaire. Énergique sous ses cheveux grisonnants, il parle d'élections libres et de démocratie, vante les mérites de l'économie de marché et remercie pour l'aide humanitaire.

Mais sa détermination est intacte : il veut le pouvoir sans partage. Principal artisan de la chute du président Siyad Barre qu'il a définitivement chassé du pays au mois de mai, après vingt-deux ans de règne dictatorial (le « tyran » est réfugié au Nigeria), il n'entend pas s'arrêter là. Vêtu d'une tenue civile, avec un stick au pommeau d'argent, il bat la mesure



d'une herange saluée par les yoyous enthousiastes et stridents d'un groupe de femmes encadrées de ses partisans en armes. Son ennemi intime est le président par intérim, M. Ali Medhi Mohamed, enclavé dans son réduit des quartiers nord de Mogadiscio, la capitale. Un allié d'hier, dans lequel il découvrait aujourd'hui un autre Siyad Barre, le repousseur absolu pour tous les Somaliens.

Cette menace imaginaire habille d'arguments présentables sa détermination à aller jusqu'au bout de ce conflit interminable. La chute du président Medhi - s'il tombe un jour - ne mettra pas fin pour autant à la guerre civile. D'autres ennemis observent les événements, prêts à en

découdre : les dissidents du Nord, en particulier, qui ont constitué un Etat indépendant sous le nom de République du Somaliland. Cette guerre risque de durer longtemps encore, au prix de nouvelles victimes.

Les agonisants de Baidoa paient cher cet aveuglement. La ville manque de tout, même si un avion, affrété par la France et venu de Djibouti, a commencé, mercredi, à acheminer des tonnes de vivres. Il faut tenter de sauver des enfants et de soigner les blessés, victimes d'affrontements sporadiques, qui encombrant l'hôpital. Il faudrait davantage d'aide internationale. Il faudrait que les paysans puissent retourner sur leurs terres avant les prochaines semailles. Il faudrait la paix.

BERTRAND LE GENDRE

## A TRAVERS LE MONDE

### AFGHANISTAN

M. Hekmatyar menace d'interdire tout mouvement aérien à Kaboul

Des dizaines de roquettes tirées par les partisans du chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar ont fait trente-sept morts à Kaboul, dans la nuit du mardi 4 au mercredi 5 août, rapporte l'AFP. Les victimes ont été relevées dans des quartiers proches de l'aéroport. Celui-ci est visé par le Hezb-Allah du fait qu'il est tenu par les miliciens ouzbeks du général Rashid Dostom, naguère allié de l'ex-président communiste Najibullah. M. Hekmatyar exige leur départ de Kaboul, contre le serment du président Rabbani et du ministre de la défense, le général Massoud. Le 2 août déjà, treize personnes avaient été tuées et une centaine blessées lors d'une vague de tirs contre l'aéroport. Le chef du Hezb, qui a son quartier général

à une trentaine de kilomètres de Kaboul, a menacé d'empêcher tout mouvement aérien autour de la capitale à partir de jeudi. M. Hekmatyar, qui dispose, entre autres, de missiles sol-air américains Stinger, estime que l'aéroport est utilisé pour des actions militaires contre ses troupes. La confusion est rendue extrême par le fait que le premier ministre, M. Abdul Sebar Farid, désigné en vertu d'un accord passé entre les factions moudjahidines fin avril, est membre du Hezb.

### ALGÉRIE

La FIS propose au pouvoir de « dialoguer » pour « sauver l'Algérie »

Dans sa Lettre hebdomadaire, clandestine et transmise à l'AFP, le Front islamique du salut (FIS) dissous offre une dernière chance au pouvoir pour ouvrir un « dialogue sincère » et « sauver l'Al-

gérie ». « Il est encore temps, si est encore permis d'espérer », écrit le FIS. L'Algérie peut être sauvée par des milliers de détenus et déportés enfin relâchés, par nos cheikhs libérés, par les blessures pansées, par la parole redonnée au peuple. Les auteurs soulignent qu'ils ne pourront pas indéfiniment « contenir les flots de la colère de tout un peuple ».

Ces déclarations viennent en écho des propositions faites par plusieurs partis d'opposition, dont le Front des forces socialistes (FFS) de M. Ali Ahmed, demandant l'ouverture d'un dialogue de réconciliation nationale entre toutes les formations politiques représentatives. Le Haut Comité d'Etat (HCE), présidence collégiale, avait récemment défini cinq critères conditionnant la reprise d'un tel dialogue, parmi lesquels la renonciation à l'égard des « crimes perpétrés contre l'Etat et ses agents », « le respect des libertés fondamentales, individuelles et collectives » et « la promotion d'une démocratie pluraliste ». - (AFP)

### ÉTATS-UNIS

L'armée américaine ne comptera plus que 92 000 hommes en Europe en 1995

Le quartier général de l'armée américaine en Europe (USAREUR) a fait savoir, mercredi 5 août, à Heidelberg (Allemagne) que le Pentagone comptait réduire à 92 000 hommes ses effectifs en Europe d'ici à 1995. En janvier, Washington indiquait encore que l'objectif des réductions était de parvenir au chiffre de 150 000 hommes en 1995. Un rapport présenté devant une commission du Sénat avait toutefois conclu, le 11 juin, à la nécessité de réduire les forces à une fourchette de 75 000 à 100 000 hommes ces trois prochaines années. Selon l'USAREUR, 116 unités, soit 12 000 hommes, qui, à quelques exceptions près, sont stationnées en Allemagne, seront retirées entre octobre 1992 et septembre 1993. - (AFP)

ZAÏRE : à l'occasion de l'éventuel changement de nom du pays

### Epreuve de force entre le président Mobutu et la Conférence nationale

La confusion régnait, jeudi 6 août à Kinshasa, quant au sort de la Conférence nationale chargée d'organiser la transition vers un régime démocratique. Ses travaux ont été suspendus mardi, à la suite de la décision des députés de changer le nom et les emblèmes du Zaïre (le Monde du 6 août). Selon la télévision, le gouvernement a décidé mercredi de créer une commission constitutionnelle en lieu et place de la Conférence nationale.

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Dans le minuscule atelier Chez Tantié Deliza, cela fait presque trois mois que le poste de télévision et les machines à coudre « travaillent » ensemble. Les débats de la Conférence nationale souveraine (CNS) sont devenus le feuilleton préféré des Kinois (habitants de la capitale).

Parmi les quelque deux mille huit cents députés qui siègent quotidiennement au Palais du Peuple, les « poissons-pilotes » du régime ont été vite repérés. « Il y a des dinosaures là-dedans, mais il y a aussi des gens sérieux. On fait le tri », s'exclame un jeune chômeur avec philosophie. Mardi 4 août, en milieu d'après-midi, chacun, dans les faubourgs, croyait encore dur comme fer que « d'ici à la fin de la semaine » la CNS, portuse de tous les espoirs de changement, aurait désigné un « gouvernement de transition ».

#### La torche et le léopard aux oubliettes ?

Selon le scénario devenu-désormais un classique dans nombre de pays africains sortis de l'ère du monopartisme, le pays serait ensuite allé aux urnes pour l'adoption, par référendum, d'une nouvelle Constitution, suivie d'élections générales. On allait presque tranquillement, en somme, tourner la page de vingt-huit ans de « régime Mobutu » et entrer en douceur, ou du moins sans douleurs supplémentaires, dans la troisième République. C'était compter sans la vigilance du maréchal-président. Vers 17 heures, le « feuilleton télévisé » de la CNS était interrompu. Et moins d'une heure plus tard, quelques escouades de la garde civile faisaient leur apparition dans les rues « chaudes » de la capitale. Pour les Kinois, le signal était clair. Une fois de plus, le grain de sable présidentiel avait arrêté la machine.

A l'origine de ce nouveau « court-circuit » politique, la décision des députés de la CNS de débaptiser le Zaïre en Congo et de renouer avec les attributs de la première République (hymne national, drapeau, etc.). De quoi blesser l'orgueil du chef de l'Etat. Tous les efforts pour « zairianiser » le pays seraient donc balayés ? La torche et

le léopard, emblèmes de la deuxième République, seraient jetés aux oubliettes ? Et le fleuve Zaïre, que le yacht présidentiel n'a cessé d'arpercer depuis un quart de siècle, devrait perdre son nom et retrouver celui d'antan, fleuve Congo, celui « d'avant le maréchal » ?

Dans un communiqué très bref diffusé mardi soir, le locataire du yacht *Kamanyola* accusait aussitôt la CNS d'avoir outrepassé ses fonctions. Celles-ci, a rappelé le président, se limitent à l'élaboration d'un projet de Constitution, qui doit être soumis à un « référendum populaire », et non pas adopté à la va-vite par une poignée de citoyens dont la légitimité n'a pas été sanctionnée par les urnes. Bien qu'émanant d'un ancien putschiste à l'autoritarisme légendaire, l'argument a du poids.

A la lecture des quelque cent trente articles qui composent « l'acte de la Conférence nationale souveraine », on peut néanmoins s'étonner que la colère présidentielle ait porté sur une question aussi strictement symbolique. D'autres dispositions infligent plus dangereuses pour l'avenir du chef de l'Etat devraient en effet être adoptées par la CNS sans susciter de réactions publiques. Ainsi l'article 71 stipule-t-il que le futur premier ministre sera « élu » par la Conférence et « investi » par le président « dans les quarante-huit heures ». L'avis de M. Mobutu ne vient donc qu'au second rang. Et encore faudrait-il qu'il vienne vite ! Car, « passé ce délai, le premier ministre entre en fonctions ».

Certes, des assurances ont été données au chef de l'Etat. A l'issue de « négociations » avec les principaux partis et certaines « composantes » de la CNS, un « compromis politique global sur la transition » a été conclu le 30 juillet. Ce texte, que les milieux diplomatiques estiment capital, prévoit le maintien de M. Mobutu à la tête des forces armées et sa mise « à l'abri de ce qui peut entamer son prestige et sa crédibilité pendant la période de transition » - c'est-à-dire d'éventuels procès pour « crimes de sang » ou « crimes économiques ».

Ces assurances sont bien faibles au regard des prérogatives dont on souhaite priver le « Guide » du Zaïre. La prise de position du gouvernement, diffusée mercredi soir à la télévision, n'a donc pas vraiment de quoi surprendre. Mais en accusant la Conférence nationale d'avoir « violé la Constitution », « failli à sa mission » et « brisé tous les espoirs », le régime prend un double risque.

CATHERINE SIMON

à COTE-D'IVOIRE : plus de deux mille trois cents prisonniers assassinés. - La télévision a annoncé, mercredi 5 août, que le président Félix Houphouët-Boigny a signé à Paris, où il effectue un séjour privé, un décret ordonnant la libération de 2 382 détenus, soit près d'un cinquième des 13 500 prisonniers de Côte-d'Ivoire. Cette grâce présidentielle, qui concerne des délinquants condamnés au maximum à un an de prison, intervient après une violente diatribe des dirigeants de l'opposition, libérés la semaine dernière, contre les conditions de détention. - (Reuters)

à MOZAMBIQUE : rencontre à Rome entre le président Chissano et le chef de la RENAMO. - Les entretiens entre le président du Mozambique, M. Joaquim Chissano et M. Afonso Dhlakama, chef de la Renamo, mouvement d'opposition armée au gouvernement de Maputo, ont commencé, le 5 août, à Rome, en présence de M. Robert Mugabe, président du Zimbabwe, et de M. Tiny Rowland, président-directeur général du groupe britannique Lonrho, société qui possède de gros intérêts en Afrique orien-

tales et australes. Les discussions sont destinées à mettre fin à une guerre civile qui, en seize ans de combats, a fait un million de morts et plusieurs millions de sans-abri. Ces premières négociations pourraient s'interrompre vendredi 7 août pour se poursuivre dans une capitale africaine. - (AFP, Reuters)

à NAMIBIE : une aide annuelle par la Norvège après l'achat d'un avion pour le président. - La Norvège a annulé une aide d'urgence à la Namibie destinée à lutter contre la sécheresse après l'achat par ce pays d'un avion d'une valeur de 29 millions de dollars (145 millions de francs français) destiné au président Sam Nujoma. Le coût de l'avion, un Falcon 900 B de douze places de fabrication française, représente près du double de l'aide accordée par la Norvège à la Namibie en 1991. Le ministre norvégien de l'aide, au développement, M. Grete Faremo, a qualifié cet achat « d'acte irréversible, particulièrement au moment où la Namibie souffre gravement de la sécheresse ». - (AFP)



## PROCHE-ORIENT

### ARABIE SAOUDITE

## Trente mille « hôtes » irakiens très bien traités

RYAD.

de notre envoyée spéciale

Intéressés civils pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), réfugiés politiques pour le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et hôtes du roi Fahd pour l'Arabie saoudite, un an et demi après la fin de la guerre du Golfe, quelque trente mille irakiens attendent toujours dans deux camps d'être fixés sur leur sort. Si, à Al-Taiyba, 270 kilomètres au nord-est de Ryad, onze mille soldats, anciens prisonniers de guerre, vivent isolés dans des tentes de 200 personnes, à Rafah, c'est une véritable petite ville de toile qui s'est développée, à 7 kilomètres seulement de la frontière irakienne. Là sont rassemblés les officiers et nombre de familles chiites ayant fui la répression des troupes du président Saddam Hussein en mars 1991.

Pour ces milliers d'irakiens qui imaginent leur exil aussi temporaire que le maintien de M. Saddam Hussein au pouvoir, le temps s'est arrêté aux barbelés de camp qui, pour être confortables, à Rafah spécialement, n'en sont pas moins une prison dorée. Si le CICR distribue une fois par mois les messages des familles et se charge des rapatriements volontaires, pour le HCR — qui intervient pour la pre-

mière fois en Arabie saoudite — cette affaire constitue, selon le responsable de l'organisation pour le Proche-Orient, M. Abdel Mawla al-Solh, « l'une des plus importantes opérations de réinstallation » en cours. « En deux mois, nous avons entendu plus de trois mille chefs de famille pour voir où ils pourraient être acceptés, et notre objectif est d'enregistrer tout le monde le plus rapidement possible ».

L'Arabie saoudite refusant de les intégrer localement, c'est vers les pays voisins, et la communauté internationale que s'est tournée le HCR. Mais celle-ci ne se bouscule pas pour accueillir ces réfugiés, au niveau d'éducation très inégal, même si, à Rafah, on trouve des enseignants, des médecins, des avocats, des ingénieurs et même des artistes. Au niveau régional, l'Iran a offert de prendre cinq mille personnes cette année, la Syrie en ayant pris deux cents. Ce sont, pour l'instant, les États-Unis qui se montrent les plus ouverts, avec mille personnes d'ici au mois de septembre, le HCR espérant qu'un nouveau quota sera décidé après.

### Confort mais liberté limitée

Des délégations finlandaises et norvégiennes sont déjà venues sur place et devraient être suivies par des Danois et des Suédois, les pays scandinaves s'étant engagés

à recevoir environ six cents à sept cents réfugiés. Le Canada pourrait aussi se montrer intéressé. « Si chaque pays respecte ses promesses, huit mille personnes environ devraient avoir quitté l'Arabie saoudite d'ici à la fin de l'année », dit-on au HCR.

En attendant, les Saoudiens construisent près du camp de Rafah une ville en dur, qui devrait être prête à la fin de l'été, avec maisons individuelles, hôpital, écoles, où vont être regroupés tous les réfugiés. Déjà, mis à part l'isolement et le manque de perspective, ces « hôtes » du roi sont des réfugiés privilégiés, qui reçoivent par personne, y compris les enfants, un salaire mensuel de 56 dollars et une allocation semestrielle pour les vêtements de 210 dollars par personne. « Ce que l'Arabie saoudite a payé pour les réfugiés irakiens pendant un an et demi représente 30 % du budget annuel du HCR, qui a dix-huit millions de dollars », affirme M. Karim Azzam, responsable pour le HCR du camp de Rafah.

Tentes avec air conditionné et chauffage, téléphones à demi-tarif, nourriture gratuite et scolarisation de 3500 enfants par des instituteurs réfugiés payés par Ryad, on est loin de la Somalie ou du Kenya. Comme le dit M. al-Solh, « nous sommes totalement satisfaits de l'assistance du gouvernement

saoudien, qui ne nous demande rien financièrement ».

La proximité de la frontière irakienne n'est pas toutefois sans poser quelques problèmes à l'armée saoudienne, chargée de la sécurité du camp, dans la mesure où, selon les témoignages, les infiltrations sont nombreuses dans cette région désertique aux postes frontalières espacés. « Vers un voisin, des irakiens arrivent à pénétrer dans le camp le nuit, porteurs de messages », par exemple, affirme un réfugié, qui souligne aussi les problèmes créés par la présence dans le camp de presque toutes les tendances politiques irakiennes. L'Arabie saoudite a refusé la demande de certains réfugiés de recevoir un entraînement paramilitaire. Le vrai problème demeure cependant, pour ces réfugiés, la liberté, seules trois cents personnes par jour étant autorisées à sortir. Ce qui revient, pour chacun, à faire une fois tous les deux ou trois mois une visite accompagnée à Rafah, située à vingt-cinq kilomètres du camp, et, chaque semaine, pour ceux qui le désirent, un aller-retour en avion à La Mecque pour le petit pèlerinage. On comprend mieux, dans ces conditions, que périodiquement des irakiens à la recherche d'un visa pour n'importe où errent dans la quartier diplomatique de Ryad.

FRANÇOISE CHIPAUX

ISRAËL : avant le départ de M. Rabin pour les États-Unis

## Le gouvernement suspend la colonisation « privée » en Cisjordanie et à Gaza

A quelques heures du départ du premier ministre, M. Itzhak Rabin, pour les États-Unis — qui souhaitent l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza —, le gouvernement a ordonné, mercredi 5 août, de suspendre la construction privée pour les Israéliens dans les territoires occupés. Cette mesure vise à empêcher les colons de construire sur des terres domaniales. Le ministre de l'habitat, M. Benjamin Ben Eliezer, a décidé « de geler toute allocation de terrains dans les territoires (occupés) jusqu'à examen approfondi de l'ampleur des attributions de terrains appartenant à l'État ».

Selon la radio d'Etat, cette décision, qui concerne des centaines d'unités de logement, a été prise en coordination avec les autorités militaires chargées de l'administration de ces territoires. Un porte-parole de l'armée a toutefois indiqué, mercredi soir, qu'aucun commandant n'avait encore signé d'ordre de suspension de la construction privée.

Cette mesure, qui intervient alors que les colons cherchent à rassembler des fonds privés aux

États-Unis pour pallier les réductions du financement par le gouvernement israélien, est « cruelle », a aussitôt commenté le porte-parole du conseil des implantations juives.

Par ailleurs, l'un des principaux responsables palestiniens des territoires occupés, M. Fayçal Hussein, n'a pas exclu, dans des déclarations publiées mercredi par le quotidien Haaretz, la formation, à terme, d'une confédération jordanienne-palestinoise. Il est toutefois « indispensable » de prévoir une « étape intermédiaire » d'une décennie, au cours de laquelle un État palestinien existerait, a dit M. Hussein.

L'idée d'une telle confédération a aussitôt été rejetée par un membre de la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël, M. Saeb Oricat, cependant qu'à Tunis, le chef du département de l'information de l'OLP, M. Yasser Abed Rabbo, se bornait à dire que l'objectif prioritaire des Palestiniens était aujourd'hui « l'autodétermination du peuple palestinien et le retrait total d'Israël des territoires occupés ». — (AFP)

### EN BREF

■ ALBANIE : le Parti démocratique demande l'arrestation de M. Ramiz Alia. — Le président du Parti démocratique (au pouvoir en Albanie), M. Eduard Selami, a demandé l'arrestation de l'ancien président communiste, M. Ramiz Alia, a indiqué mercredi 5 août, la télévision. Le président Alia, qui avait démissionné en avril dernier, « flâne librement dans les rues de Tirana alors qu'il devrait être emprisonné », a déclaré M. Selami. — (AFP)

■ CAMBODGE : la Chine demande à M. Pol Pot d'assumer son opposition au processus de paix. — Le vice-ministre chinois des affaires étrangères, M. Xu Duxin, a quitté Bangkok, mercredi 5 août, après y avoir rencontré le chef des Khmers rouges, M. Pol Pot, et son adjoint M. Ieng Sary. Selon des sources bien informées, M. Xu a incité M. Pol Pot à adopter une attitude plus souple à l'égard du processus de paix des Nations unies au Cambodge, auquel les Khmers rouges s'opposent, bien qu'ils aient signé les accords de Paris en octobre dernier. — (AFP)

■ CHINE : Wang Ruowang est arrivé aux États-Unis. — Libéré après trois ans de résidence surveil-

lée, l'écrivain dissident Wang Ruowang est arrivé, mercredi 5 août, aux États-Unis en compagnie de sa femme. « A sa descente d'avion, il a déclaré : « Je viens juste de sortir de la cage ». D'autre part, selon le New-York Times, un autre dissident s'est condamné, à huis-clos, mercredi à quatre ans de prison pour divulgation de secrets d'Etat. M. Gao Shun était l'adjoint de M. Bao Tong, récemment condamné pour « activités contre-révolutionnaires ».

■ INDE : quinze membres des forces de sécurité tués en Assam. — Au moins quinze membres des forces de sécurité, dont un officier de police, ont été tués dans une embuscade tendue, mercredi 5 août, par des rebelles d'extrême gauche dans l'Etat d'Assam, au nord-est de l'Inde. Les insurgés appartenant au Conseil national socialiste du Nagaland (NSCN, interdit), ont déclaré des officiels. L'attaque a eu lieu à la frontière du Nagaland, petit État montagneux coincé entre la vallée du Brahmapoutre et la Birmanie, à environ 400 kilomètres à l'est de Gauhati, la principale ville de l'Assam. — (AFP)

■ INDONÉSIE : les séparatistes papous dénoient le « génocide ». —

Les représentants du Front des peuples de Papouasie occidentale (Irian Jaya) et du gouvernement en exil de la République des Moluques ont dénoncé, mercredi 5 août, devant la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève, la « politique de génocide » menée par les autorités indonésiennes. Les Papous condamnent le peuplement de leur territoire par des non-Papous, une politique de limitation des naissances jugée discriminatoire, et la concession de larges zones à des multinationales pour l'exploitation des forêts, des mines et des ressources pétrolières, bouleversant les habitudes de vie des populations indigènes. — (AFP)

■ IRAK : assassinat de l'épouse et de la fille de diplomates russes. — Deux Azerbaïdjanais, l'épouse et la fille de deux diplomates de l'ambassade de Russie à Bagdad, ont été assassinées dans la capitale irakienne, a-t-on appris, mercredi 5 août, des sources diplomatiques. La femme du second secrétaire de l'ambassade et la fille de l'attaché commercial ont été tuées au domicile de ce dernier par un ou plusieurs hommes armés. Des bijoux et environ 2 000 dollars ont été dérobés, a-t-on ajouté de même source. — (Reuters)

■ JAPON : arrestation de six militants de Greenpeace manifestant contre le transport de plutonium. — Six militants de Greenpeace, qui avaient manifesté dans le port de Yokohama, mercredi 5 août, contre le prochain voyage du cargo Akatsuki-Maru, qui doit charger en France du plutonium, ont été arrêtés. D'autre part, le maire de Hiroshima a demandé jeudi, lors des cérémonies de commémoration du bombardement atomique de la ville en 1945, l'élimination de toutes les armes de destruction massive. — (AP, AFP)

■ TURQUIE : nouvel attentat contre un journaliste. — Le correspondant du journal turc pro-kurde Ozgur Gundem, M. Burhan Karadeniz a été grièvement blessé par balles, à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), a annoncé mercredi 5 août l'institut international de la presse. Deux journalistes du même quotidien, Hafiz Akdemir et Yahya Orhan, avaient été récemment assassinés, et plusieurs autres ont été attaqués et blessés. Cinq gardes civils ont également trouvé la mort dans une attaque des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la province de Bitlis (est de la Turquie). — (AFP, Reuters)

## ASIE

Grâce à deux organisations humanitaires

## De jeunes Birmanes forcées de se prostituer en Thaïlande ont été libérées

GENÈVE

de notre correspondant

Deux organisations humanitaires ayant leur siège en Suisse, le Comité international de la dignité de l'enfant (CIDE) et l'Association François-Xavier Bagnoud, ont réussi, avec le concours de bonnes volontés thaïlandaises, à libérer 153 jeunes femmes, birmanes, forcées de se prostituer dans des bordels sordides du port de Ranong, au sud-ouest de la Thaïlande.

Ces organisations avaient été alertées par des témoignages selon lesquels les prostituées étaient sous-alimentées et battues, et celles qui tombaient malades mises à mort. Chargé par le CIDE de procéder à une enquête discrète — la police locale étant souvent complice — le journaliste suisse Philippe Nicolet en a exposé l'essentiel lors d'une conférence de presse.

Des agents recruteurs à la solde de proxénètes thaïlandais se rendent en Birmanie et proposent aux jeunes filles, dont certaines ont moins de quatorze ans, un emploi en ville. La victime, avec ou sans l'accord des parents, est vendue au patron d'un bordel thaïlandais, qui percevra la quasi-totalité de l'argent des passes.

L'établissement est généralement clandestin et souvent entouré de barbelés.

Les clients — exclusivement du cru — qui sont conscients du danger du sida sont prêts à payer jusqu'à cinquante fois le prix d'une passe pour s'offrir une puce, ce qui plait aux pensionnaires sont virgins à leur arrivée. Cette crainte du sida a créé une demande de « virgins de semaine » : il s'agit de filles qui n'ont été soumises qu'à deux ou trois clients et qui ne sont ensuite proposées qu'une fois par mois. Quand Philippe Nicolet a demandé à un client comment il distinguait celles-ci des professionnelles, il répondit : « C'est facile : dès que tu la touches, elle a la chair de poule ».

Le CIDE a pris contact avec M<sup>me</sup> Saisuree Chutikul, ministre thaïlandaise de la condition féminine, qui a assuré qu'elle allait tout mettre en œuvre pour libérer les victimes birmanes. Grâce à ses informations, le colonel Bancho, spécialisé dans la libération d'enfants maltraités et de prostituées de force, une unité spéciale venue de la capitale a, sans avertir la police locale, libéré les 153 Birmanes.

ISABELLE VICHNIAC

**“Plus solide que Dumas.  
Un livre à emporter cet  
été. Et à garder.”**

Frédéric de Towarnicki  
Le Figaro-Littéraire

# Pierre GRIMAL MÉMOIRES D'AGRIPPINE

**“La passion du pouvoir,  
enjeu suprême, au prix de  
tous les crimes, dans un  
décor d'oracles et de signes  
prémonitoires, est le fil  
conducteur de ces extraor-  
dinaires Mémoires d'Agrip-  
pine, l'une des figures clefs  
de l'histoire de Rome.”**

**Sa vie durant, elle tra-  
vaillera inlassablement à  
la conquête d'un pouvoir  
qu'elle ne peut exercer elle-  
même et qui la tuera inexo-  
rablement un jour.**

**Voilà planté le décor  
d'une période sinistre de  
l'Empire et des temps néro-  
niens dans laquelle Pierre  
Grimal nous fait entrer par  
la voie d'un “récit” d'Agrip-  
pine, comme Marguerite  
Yourcenar, d'une plume  
délibérément romanesque,  
nous fit découvrir l'univers  
de l'empereur Hadrien.”**

Frédéric de Towarnicki  
Le Figaro-Littéraire

Editions de Fallois  
PARIS



# POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

## Les écologistes et le Front national auront accès à la campagne officielle

Le conseil des ministres, réuni mercredi 5 août au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand, a adopté les quatre décrets relatifs à l'organisation du référendum du 20 septembre sur la ratification du traité de Maastricht, à la durée et aux règles de la campagne, au vote des Français établis hors de France et à l'application de ces dispositions aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon. La campagne officielle aura lieu du 7 au 19 septembre. Elle sera ouverte aux partis représentés au Parlement et à ceux qui ont obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés à une élection générale depuis 1988, en l'occurrence les Verts, Génération Écologie et le Front national (nos dernières éditions du 6 août).

Le gouvernement savait que parmi les quatre décrets sur l'organisation du référendum, adoptés mercredi 5 août au conseil des ministres, celui qui porte sur la campagne électorale était sous haute surveillance. Présentant les modalités de cette campagne, le porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, a donc souligné qu'elle respectait « trois impératifs » : « le droit », puisque les règles établies sont conformes aux recommandations du Conseil constitutionnel et du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), « les traditions de la V<sup>e</sup> République », qui s'appuient sur le pluralisme des partis et des groupements politiques, et « l'économie des moyens de campagne » voulue par la loi du 15 jan-



vier 1990 sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

La campagne officielle s'ouvrira le lundi 7 septembre à zéro heure et se terminera le 19 septembre à minuit. Pour y participer, les partis ou groupements politiques devront adresser une demande avant le mardi 25 août et remplir les conditions suivantes : être représentés par un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale ou au Sénat, ou avoir rassemblé au moins 5 % des suffrages à un tour de l'une des consultations générales organisées au cours de cette législature. Cette disposition autorise donc le Front national, les Verts et Génération Écologie à participer à la campagne officielle.

Le décret précise également les temps d'antenne audiovisuelle qui seront attribués aux formations : conformément aux précédents référendums organisés sous la V<sup>e</sup> République, les organisations représentées au Parlement se partageront deux heures de télévision et deux heures de radio, réparties à la proportionnelle des groupes. La répartition du temps de parole, à l'intérieur de chaque groupe parlementaire, relève de la responsabilité de son président. L'UDF et le PS ont déjà fait savoir qu'ils n'ac-

corderont pas de temps de parole à ceux qui, minoritaires au sein de leur formation, prônent le « non » au référendum. MM. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée, et Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire-de-Belfort.

Le RPR, qui prône la liberté de vote au référendum, devrait en revanche partager son temps d'antenne entre « tenants du oui » et « tenants du non », comme l'a indiqué M. Alain Juppé, secrétaire général du mouvement. MM. Charles Pasqua, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, et Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, fondateurs du Rassemblement pour le « non » au référendum, pourront donc défendre leur point de vue à la télévision et à la radio au nom du mouvement gaulliste.

Les formations non représentées au Parlement bénéficieront, elles, d'une durée d'émission de cinq minutes chacune à la télévision et à la radio. Autre sujet sensible, la campagne commerciale. Là encore, le gouvernement faisait l'objet de suspicion, depuis la polémique suscitée par les spots télévisés signés du Service d'information et de diffusion (SID) de Matignon, jugés trop favorables au « oui », qui avait conduit le pré-

mier ministre, M. Pierre Bérégovoy, à renoncer à leur diffusion. Le décret adopté mercredi précise que la campagne commerciale par voie d'affichage et de presse est autorisée jusqu'au 31 août à minuit. « Il n'y a donc aucune restriction. Toute action nouvelle peut être engagée », a souligné M. Malvy, répondant ainsi à ceux qui, comme MM. Pasqua et Séguin, avaient exprimé des craintes sur les délais d'affichage commercial.

Gage de sa bonne foi, le gouvernement a décidé pour sa part de cesser « sa campagne par voie d'affiches et de presse dès le 10 août ». Une précaution de plus pour convaincre ses adversaires que le seul enjeu du référendum est bien l'Union européenne.

P. R.-D.

### La question posée aux électeurs

En vertu du décret du président de la République publié le 2 juillet au Journal officiel (le Monde du 3 juillet), les électeurs auront à répondre, le 20 septembre, par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne ? »

Le texte du projet de loi comporte un article unique ainsi libellé : « Est autorisée la ratification du traité sur l'Union européenne conclu entre le Royaume de Belgique, le Royaume du Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République d'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Portugal, le Royaume des Pays-Bas et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signé à Maastricht le 7 février 1992 et dont le texte est annexé à la présente loi. »

## Protestation des Verts, du FN et des communistes

Les partis politiques non représentés par un groupe parlementaire, qui disposeront de cinq minutes à la télévision et à la radio, ont vivement critiqué, mercredi 5 août, l'organisation de la campagne pour le référendum. « La bande des quatre - RPR, UDF, PS, PCF - affirme M. Didier Anger, porte-parole des Verts, dans un communiqué, continue de monopoliser les médias audiovisuels et maintient ses privilèges. Cette décision du conseil des ministres est d'autant plus injuste qu'il s'agit du référendum sur l'Union européenne et que les Verts forment un groupe plus important que le RPR au Parlement européen. Il ne doit pas y avoir de partis politiques « plus égaux » que d'autres. »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, dans un communiqué : « L'organisation du débat officiel pour Maastricht est scandaleuse, ce qui n'étonnera personne. En n'accordant au Front national, principale formation à soutenir le « non », pas plus de cinq minutes de télévision, le gouvernement viole brutalement le droit des Français à une information juste et démocratique. Le Front national, principale victime de ce procédé totalitaire, appelle les électeurs français à se mobiliser pour rejeter le traité de Maastricht, véritable procédure d'assassinat de la France, et pour mettre en échec en même temps les politiques corrompues et cyniques qui sont au pouvoir. »

Le Parti communiste, qui est représenté au Parlement par vingt-six députés (dont un apparenté) et quinze sénateurs, proteste également contre les modalités de la campagne. L'Humanité, organe central du PCF, écrit, jeudi 6 août : « On ne peut que déplorer la volonté du pouvoir de mesurer le temps d'expression des groupes en fonction du nombre de leurs élus. (...) La démocratie voudrait que le temps attribué aux partisans du « non » soit égal à celui attribué aux partisans du « oui ». En ne procédant pas de la sorte, le pouvoir permet à l'ensemble des tenants de la ratification de s'octroyer la part du lion. »

En visite en Nouvelle-Calédonie

## M. Rocard juge que l'application des accords de Matignon « va dans le bon sens »

A l'issue d'une visite privée de trois jours en Nouvelle-Calédonie, M. Michel Rocard a souligné, jeudi 6 août, à Nouméa, que les accords de Matignon, signés le 26 juin et le 20 août 1988 entre le RPR et le FLNKS, sous l'égide de l'ancien premier ministre, « sont passés de l'abstrait au concret ». Il a ajouté que ses visites dans les provinces du Nord et les Îles Loyauté lui ont permis de voir que « beaucoup de choses ont été construites, de nombreux projets sont en cours de réalisation et des emplois ont été créés ». « Tout cela va dans le bon sens », a-t-il conclu.

D'autre part, M. Rocard a estimé que le premier ministre de Nouvelle-Calédonie, M. Jim Bolger, qui avait récemment critiqué une éventuelle reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique sud, « avait perdu une occasion de se rendre compte que les essais nucléaires sont un problème mondial que l'on ne peut pas traiter unilatéralement ». « Il a précisé, avant d'ajouter : « Je

souhaite que la France ne soit pas la seule à donner l'exemple et je ne considère pas que cet effort est voué à l'échec. »

M. Bolger ayant affirmé qu'une reprise des essais serait perçue par les États de la région comme « l'expression de l'arrogance d'une puissance égoïste », M. Rocard lui a répondu : « Il est clair que la France souhaite se débarrasser des essais nucléaires, et s'il y a un constat qu'il faut, c'est l'exercice sur la République française d'une pression unilatérale pour qu'elle soit seule à interrompre ses essais en quittant le club nucléaire, tous en s'arrangeant à ce que les autres y restent, je parlerai volontiers de l'arrogance non pas de la Nouvelle-Calédonie, qui est un pays charmant, très civilisé, et que j'aime beaucoup, mais peut-être de celle de M. Bolger. »

L'ancien premier ministre, qui s'était rendu auparavant en Chine, au Japon, à Hongkong, à Taïwan et en Australie, a quitté Nouméa jeudi 6 août, avant d'ajouter : « Je

La polémique sur l'autoroute A 16

## Les Verts du Nord-Pas-de-Calais répondent à M. Brice Lalonde

Nous avons reçu de MM. Dominique Planchet et Daniel Ludwikowski, respectivement président et secrétaire des Verts du Nord-Pas-de-Calais, la réponse suivante au point de vue de M. Brice Lalonde, « Le Nord, les Verts et l'autoroute », publié dans le Monde du 4 août.

M. Lalonde découvre que les autoroutes ne sont pas une panacée et qu'il vaudrait mieux favoriser le transport de marchandises par rail. Il prétend donner des leçons aux Verts du Nord-Pas-de-Calais et soumettre des devoirs de vacances à la présidence Verte du conseil régional. Il révèle une fois de plus ses indéniables qualités d'historien, et repousse les limites du cynisme et de l'opportunisme en politique.

Car que faisait M. Lalonde entre 1988 et 1992 ? Il participait au gouvernement socialiste qui a lancé et amplifié le programme autoroutier, lequel prévoyait, entre autres, l'A 16 Amiens-Boulogne ! Il était censé s'occuper alors d'environnement, mais, si on avait pu admettre sa docilité au pouvoir socialiste, on ne l'aurait pas beaucoup vu défendre les milieux naturels de la Somme et du Pas-de-Calais menacés par ce projet.

Que faisait M. Lalonde au printemps dernier ? Il critiquait les Verts sur leur position contre les projets autoroutiers régionaux. Que font dans la région Nord-Pas-de-Calais les responsables du mouvement politique que préside M. Lalonde ? Le porte-parole régional de Génération Écologie rappelle le 16 juillet que les élus de ce mouvement n'avaient « jamais été hostiles à l'A 16 ».

Les Verts, quant à eux, et contrairement aux affirmations de M. Lalonde, n'ont pas changé de position. Ils ont affirmé à plusieurs reprises, depuis la signature de la déclaration d'utilité publique, qu'ils continuaient le combat contre cette autoroute, et que la décision du ministre des transports remettait en

cause les relations entre Verts et PS à l'occasion du conseil régional.

Rappelons que, si Marie-Christine Blandin avait déclaré ne pas vouloir se coucher devant les bulldozers si l'État imposait cette autoroute, c'était parce que ce n'est pas le rôle d'une présidente du conseil régional et que la construction d'une autoroute n'est pas de la compétence de la région. Cela ne met en rien en cause sa détermination ni celle des Verts contre les projets d'autoroutes dans la région Nord-Pas-de-Calais.

Les Verts et les défenseurs de l'environnement ont attendu le président de Génération Écologie sur le terrain. Ils l'attendent toujours. En politique, il faut aussi agir.

□ Morselle : M. Rausch est candidat aux élections sénatoriales. — M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, sera candidat aux élections sénatoriales du 27 septembre, en Morselle, à la tête d'une liste se situant « à l'écart des partis traditionnels », précise-t-il dans un entretien publié par l'« Essi républicain » du 5 août. Se disant « usé par plusieurs années trépidantes », le maire centriste de Metz n'écartera pas l'hypothèse, en cas d'élection, de quitter le gouvernement où il est entré comme ministre d'ouverture, en juin 1988, abandonnant du même coup le siège de sénateur qu'il détenait depuis 1974.

□ Suicide du maire de Drillingen (Bas-Rhin). — M. Jean Leitz, maire de Drillingen (Bas-Rhin), a mis fin à ses jours, mercredi 5 août à l'âge de soixante-cinq ans, sans laisser d'écrit permettant d'expliquer son geste. PDG des établissements Sotrelants (constructions métalliques et matières plastiques), il était maire depuis 1977. Il avait été conseiller général (apparenté UDF) du canton de Drillingen de 1982 à 1988.

### Les précédents

Selon un document publié mercredi 5 août par les services du premier ministre, les modalités de répartition des temps de parole dans les campagnes audiovisuelles depuis 1958 à l'occasion des précédents référendums ont été les suivantes :

- 28 septembre 1958 (adoption de la Constitution) : cinq minutes par parti et par association nationale dont l'objet vise à l'organisation ou à la réforme des institutions.
- 8 janvier 1961 (autodétermination de l'Algérie) : dix minutes à la radio et huit minutes à la télévision par parti représenté par un groupe à l'Assemblée nationale ou au Sénat.
- 8 avril 1962 (accords d'Évian) : mêmes modalités qu'en janvier 1961.
- 16 juin 1968 (annonces par le général de Gaulle d'un référendum sur la « rénovation universitaire, sociale et économique ») : deux heures à la télévision et à la radio réparties entre les partis et groupements politiques au prorata de leur nombre de députés.

- 27 avril 1969 (création des régions et réforme du Sénat) : une heure pour les partis de la majorité, une heure pour les autres partis, à la télévision et à la radio, réparties par accord entre les présidents des groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat ou, à défaut, par le bureau de l'Assemblée nationale.
- 23 avril 1972 (élargissement de la Communauté économique européenne) : mêmes modalités qu'en avril 1969.
- 6 novembre 1988 (Nouvelle-Calédonie) : deux heures à la télévision et deux heures à la radio, réparties entre les partis représentés par un groupe parlementaire au prorata de leur nombre de députés et de sénateurs, cinq minutes étant en outre réservées, à la télévision et à la radio, à chacun des partis non représentés au Parlement mais ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de juin 1988 et à chacune des principales familles politiques de la Nouvelle-Calédonie.

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaur, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2657

PRINTED IN FRANCE

Imprimé par « Le Monde » 12, r. M. Guéroux 94852 IVRY Cedex

### Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaur, président  
Michel Crou, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arna 75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-62-72-73  
Téléc. : 40-62-72-73  
Tél. : 40-62-72-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de M. Jean et M. Jeanne Rausch

### Le Monde

#### TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE ou 36-15 - Types LM

#### ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

### BULLETIN D'ABONNEMENT

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Tél. : 261.311 F

#### ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Thé	FRANCE	SUISSE-ITALIE-UK	ALGERIE
3 mois	400 F	575 F	700 F
6 mois	800 F	1 125 F	1 350 F
1 an	1 600 F	2 250 F	2 700 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse déconseillés ou préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

PP. Paris 1992



## La fin du procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

### « Un événement qui nous échappe à tous »

M. Xavier Charvet et François Morette ont plaidé, mercredi 5 août, la relaxe du docteur Michel Garretta. Ainaï a pris fin le procès des responsables de la transfusion sanguine alors que 256 hémophiles sont déjà morts du sida et 1 200 autres contaminés. La 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris rendra son jugement le 23 octobre.

« Nous sommes venus livrer bataille ! » Au premier jour du procès, la phrase avait claqué dans le prétoire. Agressive comme une déclaration de guerre, arrogante comme un défi de la douleur des hémophiles entassés au fond de la salle. M. François Morette, l'un des conseillers du docteur Michel Garretta, avait brusquement électrisé l'atmosphère.

Sept semaines plus tard — au terme d'un procès dont nul ne peut sérieusement prétendre qu'il n'a pas apporté un nombre considérable d'informations et d'éclairages sur le drame de la contamination des hémophiles, — il revenait à M. Xavier Charvet, autre conseiller de l'ancien directeur général du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), de mieux s'expliquer.

#### « Un visage livré aux crachats »

« Nous sommes venus pour livrer bataille », s'était lancé. Non pas comme on a pu le croire contre les soixante-deux perles civiles qui souffrent mais contre la conspiration du silence du monde médical. Contre ces médecins spécialistes de l'hé-

philie qui se cachent et n'osent pas parler. Contre les six autres patrons de centres de fractionnement qui se sont tus, se taisent et se tairont. Contre le mensonge, celui de l'Etat, celui de ceux qui le servent.

Cette fois, M. Charvet avait trouvé le ton. Et durant deux heures, plaçant la relaxe de son client contre lequel le ministère public a requis quatre ans d'emprisonnement et 500 000 francs d'amende, les maxims prévus par la loi de 1905 sur les fraudes, il s'efforçait de bousculer une accusation solide. Devant lui, tassé sur le banc des prévenus, le docteur Garretta l'écoutait, les yeux clos, hochant parfois la tête.

Car l'avocat s'indigna en premier lieu de la pression de l'opinion publique et des médias qui ont condamné son client avant que le jugement soit rendu : « Ce procès est la conséquence d'un mensonge social, le produit d'une société lâche qui fuit sa responsabilité », s'est exclamé l'avocat. Les excès d'indignité ne sont pas acceptables. Partout il a été désigné sous presse à la vindicte populaire comme un assassin. Son nom — car il n'a plus de prénom — a été traîné dans la boue. Son visage a été affiché à la une et livré aux crachats. Mais la vérité n'est pas un événement, surtout pas dans cette enceinte.

Restait l'essentiel. Essayer de convaincre, d'ébranler. M. Charvet s'est d'abord appliqué à contester le fondement juridique des poursuites contre son client. « Certaines parties civiles l'ont dit, la loi de 1905 n'est pas adaptée, a-t-il relevé. La sang n'est pas assimilable à des yaourts, des pots de moutarde

ou des boissons gazeuses. Les concentrés de facteurs VIII et IX, ce ne sont pas des objets mobiliers, cessibles tels que définis par ce texte. Ce ne sont pas des marchandises ! »

#### La conspiration du silence

Alors, reprenant comme un leitmotiv la formule : « Dure est la loi, douce est le loi, mais c'est la loi », M. Charvet expliquait que les dérivés « sont hors commerce » et que le fondement juridique de l'accusation ne se justifierait que dans le cas où ces dérivés auraient été volontairement « falsifiés ». « Pour qu'il y ait infraction, il faut une intention frauduleuse, et celle-ci n'a pas été prouvée », il ajouta que la justice, en application de l'article 8 de la même loi, ne pouvait poursuivre son client en vertu d'autres textes. « Vous devez relaxer le docteur Garretta, dit-il au tribunal. La loi est inapplicable en l'espèce. »

M. Charvet développa alors le thème de prédilection de la défense : aux côtés de l'ancien directeur général du CNTS, combien savaient, combien n'ont rien dit ? Des médecins prescripteurs aux experts, des directeurs d'administration centrale aux conseillers ministériels, combien furent-ils à fermer les yeux ? « Tous », a répondu l'avocat. Et notamment l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), « la police de la santé », la Commission consultative de la transfusion sanguine, la Direction générale de la santé, le Laboratoire national de la santé et tant d'autres instances.

« Tous ! » Les uns et les autres dissimulés, selon M. Charvet,

« derrière les fameuses moustaches du docteur Garretta qui n'est quand même qu'un bouc émissaire ». Car pour l'avocat, le « patron » de la transfusion sanguine en France n'a jamais été l'ancien directeur du CNTS, mais le professeur Jacques Ducos, directeur de la Société nationale de la transfusion sanguine, qui s'alarmait seulement fin juin 1985 à propos de la contamination par le virus du sida des concentrés non chauffés : « C'était lui qui conseillait les ministres. »

M. Charvet se tourna alors vers le substitut du procureur de la République, M. Michèle Bernard-Raguin : « Je me demande si ce n'est pas le tribunal que l'on cherche à tromper. Un marionnettiste peut manipuler une, deux, trois personnes, mais pas dix, pas cent ! » Et l'avocat choisit cet instant pour livrer aux juges ce qu'il considérait comme la clé du drame de la contamination des hémophiles : « A l'époque, tous les scientifiques pensaient que 10 % seulement des séropositifs contractaient un sida. Certains croient que le risque mortifère est de 3 % à 5 %. C'est le même que celui de l'hépatite non A non B. L'ensemble des scientifiques et des médecins a complètement sous-estimé la dangerosité de la séropositivité et du sida. Voilà l'explication... la légitimité du silence. »

M. Charvet fit donc le procès des absents et de la science prise en défaut. Et pour la première fois, en son nom et au nom de son client, il eut quelques mots pour les victimes, pour « tous ceux qui souffrent » broyés par un scandale que personne ne nie plus. « Nous avons compris leur révolte, assura-t-il.

Oui, c'est insupportable, inacceptable. Mais le docteur Garretta n'était pas le prescripteur. Il n'était pas au bout du fil. Il ne signait pas d'ordonnances. »

En revanche, la défense du docteur Garretta évita, avec une virtuosité certaine, de répondre aux charges de l'accusation : pourquoi l'ancien directeur du CNTS n'a-t-il pas pris la décision de retirer de la vente, dès avril 1985, des produits sanguins qu'il avait contaminés ? Et l'on se rappelait son aveu, le 8 juillet : « J'ai commis une erreur, je l'assumerai. » Pourquoi ne décida-t-il pas d'importer massivement des produits chauffés, donc inactivés, alors qu'il était détenteur du monopole en France de l'importation ? « Je n'ai pas su le faire ! (...) Je n'ai pas pris ma décision par indifférence. Je l'ai prise parce que je pensais que c'était la moins mauvaise solution, le meilleur compromis. »

#### La demande de vengeance sociale

M. Charvet plaça au plus près de la vérité de son client : « Notre société veut un coupable, c'est lui. Je sais que ce n'est pas un procès ordinaire. Nous sommes les figurants d'une sorte de procès politique, mais sans hommes politiques. C'est un procès de notre époque. Les ministres se retournent contre leurs conseillers, les conseillers contre les fonctionnaires. M. Duflo reconnaît sa responsabilité mais n'est pas poursuivi. M. Hervé savait et n'est pas inquiété. M. Fabius s'incline devant les victimes mais aurait mieux fait de réfléchir et d'indemniser avant ! »

M. François Morette prit la

parole en dernier. Ce fut pour critiquer l'enquête du lieutenant-colonel Recordon — dont les débats ont pourtant permis d'apprécier la qualité —, l'instruction et le ministère public. Ce fut encore pour « livrer bataille ». Ce fut pour s'étonner d'une étrange « liturgie judiciaire où l'on voit des témoins venir prêter serment de dire la vérité et mentir comme des arracheurs de dents ». « Le tribunal le sait, il n'en pense pas moins, il remercie le témoin et on continue », a résumé l'avocat.

M. Morette signifiait de la sorte que le procès n'avait pas à ses yeux rempli sa fonction : la recherche de la vérité. « Les ministres, c'était particulièrement visible, avaient répété. Et tous les autres ont menti pour sauver leur peau ! » Encore ne faut-il pas oublier tous les acteurs qui ne furent pas entendus par le juge d'instruction, tous ceux qui trouveront le moyen de se défilier lors du procès.

La fonction des quatre prévenus jugés depuis le 22 juin était dès lors limpide, selon M. Morette. Dépassés par un procès trop grand pour eux, accablés par une demande de vengeance sociale, ils furent désignés coupables et responsables pour éviter ce désagrément à des personnalités responsables mais pas coupables...

Et M. Morette s'est exclamé non sans amertume : « Quelques têtes ont été jetées au public pour qu'il se calme, pour qu'il oublie. Vous voulez leur faire supporter le poids d'un événement qui nous échappe à tous. »

LAURENT GRELSAMER

## Un entretien avec M. Laurent Cathala

« Il faut éviter que le grand âge devienne un facteur de déchirement social » nous déclare le secrétaire d'Etat aux personnes âgées



La France compte un million de personnes âgées de plus de quatre-vingt-cinq ans. D'ici à l'an 2015, ce chiffre devrait doubler et il faut s'attendre à une augmentation du nombre des personnes dépendantes. Les professionnels, les responsables d'associations et les élus s'inquiètent de la charge financière qui devrait en découler et réclament des mesures adaptées.

M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, a fait de ce dossier l'une de ses priorités. Un an après la publication du rapport de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, dit rapport Boulard (le Monde du 6 juillet 1991), et de celui du commissaire général du Plan, dit rapport Schoplin (le Monde daté 22-23 septembre), sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes, M. Cathala, dans un entretien au Monde, fait part de ses propositions, et déclare qu'il faut éviter que le grand âge devienne un facteur de déchirement social.

« Quel est l'objectif de votre politique de prise en charge des personnes âgées dépendantes ? »

« Il est de permettre aux personnes âgées de choisir, malgré leur dépendance, entre le maintien à domicile et l'accueil en établissement et d'y assurer la meilleure qualité de vie possible. Mais ce choix n'est possible que si la solvabilité est assurée. Aussi, nous proposons d'instaurer une prestation « dépendance » qui pourrait être allouée, en espèces ou en nature, et utilisée indifféremment pour des services à domicile ou pour un séjour en établissement.

« Parallèlement à la création de cette prestation, il serait prévu de coordonner les actions des différents organismes occupant des personnes dépendantes, mais aussi d'améliorer la prise en charge des soins par les caisses d'assurance-ma-

ladie, à domicile comme en établissement, et d'assurer plus de clarté sur les services proposés par les établissements. Autrement dit, c'est une réforme d'ensemble du dispositif actuel qui est envisagée. »

« Peut-on avoir une idée du montant de cette prestation que vous appelez de vos vœux ? »

« Il serait souhaitable qu'elle soit modulable suivant les conditions de ressources de la personne, son état de dépendance, les services de proximité dont elle peut bénéficier et même de son environnement. Le problème de la prise en charge se pose en effet différemment en milieu rural et en milieu urbain. »

« Son montant maximum devrait se situer à environ 4 000 F, ce qui assurerait, avec le Fonds national de solidarité, un revenu minimum de 7 000 F. Cela correspond à la partie des frais d'hébergement qui reste, en moyenne, à la charge de la personne ou de sa famille. Faute pour répondre à des besoins spécifiques, cette prestation, ou allocation « autonomie-dépendance », devra être souple. »

#### Une allocation pour 350 000 personnes

« Qui évaluerait les besoins et déciderait de l'aide à apporter ? »

« Une équipe technique, cantonale ou intercommunale, composée de travailleurs sociaux et de techniciens, évaluerait, à partir d'une grille de référence nationale, l'état de dépendance de la personne et proposerait une prestation en nature (téléalarme, portage de repas, aide ménagère...) et — ou — en espèces. »

« Mais c'est à une commission ou à un office départemental, placé sous la responsabilité du conseil général, qu'appartiendrait la décision de l'octroi et la coordination des actions des différents intervenants. Cet office rassemblerait tous les partenaires, des représentants des caisses, des associations, du département, comme ceux de l'Etat. La contribution de chacun des « finan-

ceurs » pourrait faire l'objet de contrats. »

« Mais comment serait financée cette allocation « autonomie-dépendance » ? »

« Départements et Etat devraient contribuer au financement de cette mesure. Une partie des ressources devrait venir des économies réalisées sur l'aide sociale aux personnes âgées. Mais surtout l'allocation « autonomie-dépendance » se substituerait à l'allocation compensatrice, créée pour les personnes handicapées, que les départements versent, ou devraient verser, aux personnes âgées dépendantes. Actuellement, 120 000 personnes de plus de soixante ans bénéficient d'une allocation compensatrice dont le montant moyen atteint 2 500 F par mois. La nouvelle allocation devrait concerner environ 350 000 personnes de plus de soixante-cinq ans et nécessiterait un complément de ressources de 4,9 milliards de francs. »

## Les victimes de la catastrophe de Furiani réclament une « vraie justice »

AJACCIO

de notre correspondant

Dernière des banderoles en langues corse et française — « Tous unis pour une vraie justice » et « Aux quinze morts et à toutes les victimes de la tragédie de Furiani », — près de cinq cents personnes se sont rendues en silence, mercredi 5 août, du palais de justice à la préfecture de Bastia, à l'appel du collectif des victimes du drame. Au directeur de cabinet du préfet qui a reçu une délégation, les manifestants ont posé une série de questions, « afin que certains points d'ombre soient éclairés et que toutes les familles des victimes puissent comprendre nettement les dispositions des pouvoirs publics ». Le représentant du préfet a distribué un document récapitulant les actions de l'Etat, mais la délégation s'est retirée « déçue et amère ».

Les représentants des victimes de Furiani ont aussi évoqué le problème du stade qui vient d'être acquis par le district vainqueur de Bastia pour 1 million de francs et sera remis aux

normes réglementaires grâce à une subvention de 1,8 million de francs de la collectivité de Corse, du conseil général de Haute-Corse et de la ville de Bastia. Il s'agit de permettre au Sporting Club de Bastia de retrouver un terrain, alors qu'il est contraint, à partir du début du championnat vendredi 7 août, à jouer sur le terrain d'Ajaccio pendant au moins deux mois. Le collectif trouve « indéfendable toute cette publicité donnée et la recherche de fonds sur l'intention d'achat du stade, et que si, malheureusement, cela se produit, on puisse prétendre, profaner et faire la fête dans

ce stade où tant de sang s'est répandu ». Il s'est adressé le 23 juillet au procureur général près la cour d'appel de Bastia afin de connaître les modalités d'acquisition du stade et en précisant qu'il avait l'intention d'en faire « un lieu de souvenir à la mémoire des victimes du 5 mai 1992 ». Le président du district, M. Jean Zuccarelli, s'est déclaré surpris de cette démarche, mais il a ajouté qu'il était prêt à recevoir une délégation pour examiner les conditions dans lesquelles une stèle du souvenir serait érigée sur place.

PAUL SILVANI

Le 5 mai 1992, José Touré s'était rebellé en état d'ivresse alors que trois policiers cherchaient à l'interpeller à la suite de plaintes de passants. En 1988, le footballeur avait déjà été condamné à six mois de prison avec sursis à Bordeaux pour délit de fuite après un accident de la circulation. Il devait signer un contrat de joueur promotionnel avec le FC Tours.

sonnes âgées dépendantes. En dix ans, le nombre des personnes bénéficiant de l'aide ménagère est passé de 380 000 à 600 000 environ, les places de soins infirmiers à domicile se sont multipliées, passant de 3 000 à 44 000. Et si l'on comptait, en 1981, 46 000 places de long séjour, il en existe aujourd'hui 70 000. De même les places en section de cure médicale dans les maisons de retraite ou les foyers-logements s'élevaient à 111 500, contre 12 200 il y a dix ans.

« L'humanisation des hospices se poursuit. Enfin, nous souhaitons que les établissements veillent à travailler dans la transparence en faisant clairement connaître la nature des services qu'ils proposent et en faisant une large place aux familles, aux personnes âgées, et aux associations dans les conseils d'établissement. »

« Peut-on fixer un calendrier pour toutes ces mesures ? »

« Aujourd'hui, la question d'une meilleure prise en charge de la dépendance est clairement posée. Il faut éviter que le grand âge soit perçu négativement et devienne un facteur de déchirement social. Il me semble préférable d'apporter, dès maintenant, une réponse globale, concertée et étalée dans le temps, plutôt que de le faire demain dans la précipitation et à un coût qui sera supérieur pour la collectivité. Il est donc souhaitable que le dispositif d'ensemble soit débattu avec tous les partenaires après avoir fait, dans les meilleurs délais, l'objet d'une discussion interministérielle. »

Propos recueillis par CHRISTIANE CHOMBEAU



## Une autre époque

C'était aussi un mercredi. Il y a très longtemps, presque un quart de siècle. Cette année-là les filles portaient des mini-jupes et dansaient le jark dans les boîtes de nuit. Martin Luther King et Robert Kennedy étaient assassinés, la France s'était découverte un héros qui allait devenir mythique, Jean-Claude Killy, mais pour tromper son ennui, elle avait rêvé s'échapper du cercle quotidien «météo-boulot-dodo». Cette année-là Marie-Josée Pérec naissait à la Guadeloupe. C'était en 1968 et les Jeux de la dix-neuvième olympiade avaient été inaugurés à Mexico le 12 octobre, dix jours après que l'armée eut tiré sur des étudiants en train de manifester sur la place des Trois-Culturas. On se demandait quel mauvais tour l'altitude de la capitale mexicaine allait jouer aux organismes des athlètes. On s'inquiétait de la nervosité des athlètes noirs américains. On supputait les chances de médaille de Roger Bambuck et on n'attendait pas de performance particulière de Colette Besson. On se demandait même pourquoi la sprinteuse du Bordeaux Étudiants Club avait été sélectionnée sur 400 mètres.

Elle détenait le 29<sup>e</sup> temps mondial de l'année sur le tour de piste. Mais sa crinière brune et ses longues jambes avaient tapé dans l'œil d'Antoine Blondin. Pour l'auteur d'*Un singe en hiver*, elle était «Cendrillon allée au bal». Mercredi 16 octobre, Colette Besson était la concurrente la moins huppée de la finale du 400 mètres. Installée au couloir n° 5, elle était tout sauf favorite. D'ailleurs, à la sortie du second virage, elle était en position. Son retard était manifestement insurmontable à combler. Dans un stade surchauffé et médusé, elle le combla pourtant : elle cassait sur le fil en même temps que la favorite britannique Lillian Board. Pour départager la Française et l'Anglaise, les juges durent recourir à la photo finish. Elle avait gagné. Pour 52 secondes de suspense inoubliable, cette resplendissante jeune femme allait devenir une vedette. Elle remportait la première médaille d'or féminine française en athlétisme depuis Micheline Ostermeyer en 1948 à Londres. Sa photo allait faire la une de tous les magazines. Le directeur technique de la Fédération d'athlétisme lui offrit le champagne dans un gobelet en carton. Après elle fit sa victoire dans un restaurant avec son entraîneur Yves Durand Saint-Omer qui avait fait le voyage de Mexico à ses frais et qui payait l'addition.

Colette Besson venait de faire révolutionner de la distance. Elle s'était préparée en altitude en cultivant à la fois sa résistance et sa vitesse. La suite de sa carrière devait être marquée par un titre européen doublé d'un record du monde. Jusqu'à ce qu'elle se retire de la compétition en 1972, elle ne devait pas avoir le droit de porter autre chose que le short blanc et le maillot bleu sans manche officiel. Le plus gros bénéfice qu'elle retira de sa carrière de coureuse fut onze louis d'or que lui offrirent les organisateurs du meeting de Zürich. C'était une autre époque.

A. G.

La Française Marie-Josée Pérec a gagné la médaille d'or du 400 mètres féminin, mercredi 5 août, en établissant un nouveau record de France en 48 s 83. L'Américain Quincy Watts a dominé le 400 mètres masculin, en améliorant son record olympique en 43 s 50. Le Kenyan William Tanui a remporté le 800 mètres. Au cours des demi-finales du 200 mètres, l'Américain Mike Marsh a frôlé le record du monde d'un centième en 19 s 73. L'Allemand Paul Meier était en tête du décatathlon, mercredi 5 août après les cinq épreuves de la première journée. Le Français Christian Piazat, champion d'Europe en titre, qui souffrait d'une douleur à la rotule, a abandonné.

Le bras levé aussitôt la ligne d'arrivée franchie, il avait salué les premiers spectateurs qui s'installaient dans les gradins du stade olympique. Tandis que ses adversaires regagnaient la pénombre des

coulisses, il s'était attardé sur la piste, ôtant le haut de son bustier pour faire admirer ses muscles saillant sous la peau dorée. Il était 9 heures, mercredi 5 août. «Narcisse» Piazat venait de remporter la première série du 100 mètres du décatathlon en 10 s 70, soit 2 centièmes de mieux que lorsqu'il avait établi son record de France. Dans ce lumineux matin catalan peut-être s'imaginait-il déjà champion olympique, jeudi vers 22 heures.

Les forfaits de Dan O'Brien, le champion du monde en titre écarté des sélections américaines pour un péché d'orgueil au saut à la perche, et de l'Allemand Christian Schenk, champion olympique à Séoul, avaient assés les ambitions des candidats à l'Olympe des Jeux.

Entraînant les spectateurs dans leur cheminement herculéen, ces disciples de Coubertin, initiateur du décatathlon (1), ne ratent pas, tous les quatre ans, l'occasion qui leur est offerte de présenter en une vaste fresque de dix tableaux la plus parfaite illustration de la devise olympique «Citius, altius, fortius» (plus vite, plus haut, plus fort). Ce théâtre, où les premiers rôles ne sont pas distribués mais

doivent se conquérir, est une porte ouverte à toutes les ambitions, illusoires ou justifiées, à la succession des Jim Thorpe, Bob Mathias, Rafer Johnson, Bruce Jenner ou Daley Thompson qui ont tous symbolisé en leur temps l'athlète parfait des Jeux.

Christian Piazat pouvait-il être celui-là ? Si on se réfère aux magazines qui ont publié les photos de son corps d'Apollon couvert de poudre d'or, le Français n'aurait pas déparé dans la galerie des champions du décatathlon. En l'absence de l'indomptable Dan O'Brien, son titre de champion d'Europe et son record national de 8 574 points lui permettaient de figurer au rang des prétendants si la victoire finale se jouait autour des 8 600 points. À la veille d'entrer en piste, il affirmait : «Mon principal adversaire, c'est mon genou.»

Tracassé depuis plusieurs semaines par une chondrite (inflammation du cartilage) à la rotule du genou gauche, Christian Piazat avait pu poursuivre son entraînement pour les courses et les lancers, mais avait dû renoncer aux sauts. L'influx économisé pou-

vait-il compenser les imperfections techniques ? «Si on mettait une ampoule sur moi, elle s'éclaircirait tellement je suis plein d'énergie. C'est à moi à la transformer en performance», disait-il encore. C'était compter sans le doute, ce cancer de l'esprit qui rend vulnérables les organismes les plus endurcis.

La deuxième épreuve, le saut en longueur, allait marquer le début du calvaire pour Christian Piazat. Il ne pouvait franchir que 7,21 mètres. Loin de son record personnel de 7,90 mètres, l'Apollon au genou fragile réalisait déjà qu'il ne pourrait pas lutter contre les deux hommes de fer du concours, l'Allemand Paul Meier et le Tchèque Robert Zmelik, ni même contre le surprenant Espagnol Antonio Fenealver, transpercé par les encouragements du public.

Après ses échecs retentissants aux Jeux de Séoul et aux derniers championnats du monde de Tokyo, le champion d'Europe ne pouvait décemment pas abandonner un concours à peine commencé. Mais sur la piste personne n'était prêt à l'encourager dans cette épreuve supplémentaire qui lui était im-

sée. Ses déclarations maladroites sur nombre de ses adversaires l'ont depuis longtemps exclu de la «famille» du décatathlon. Christian Piazat faisait de plus en plus figure de loup blessé tenu à l'écart de la meute.

Après avoir traité son bled sur l'aire du poids, il plaçait ses derniers efforts dans le saut en hauteur, la discipline de ses débuts dans l'athlétisme (2,15 mètres en junior première année). Le genou bandé, il devait échouer à 2,03 mètres. Tandis que l'Américain Arto Long et le Français William Mott, revenus parmi l'élite après sa cinquième place aux Jeux de Los Angeles et une suspension pour dopage, n'en finissaient pas de s'encourager pour sauter respectivement 2,18 mètres et 2,12 mètres, Christian Piazat, pantin désarticulé broyé physiquement et moralement, quittait le concours et le stade par la petite porte, annonçant même une possible retraite.

GÉRARD ALBOUY

(1) Dans l'Antiquité, les Grecs ne désignaient que le pentathlon.

ATHLÉTISME : abandon de Christian Piazat dans le décatathlon

## Comme un loup blessé

400 mètres messieurs

## Quincy Watts, le fils prodige

L'Amérique, c'est certain, va raffoler de Quincy Watts. Elle va sans doute oublier la plus vite l'étendue de son talent d'athlète. Et tout juste remarquer que son chronomètre de 43 s 50 en finale du 400 mètres est la deuxième meilleure performance mondiale dans la saga chronométrique du tour de piste. Mais elle va aimer ce type à l'histoire parfois cruelle, son enfance un rien sordide et tout ce que sa vie emprunte au rêve américain.

Quincy Watts, vingt-deux ans, 86 kilos dépourvus de toute graisse, un visage bien lisse et des sourires discrets qu'il offre sans retenue, a laissé ses souvenirs lui dessiner une légende. A peine scéché de ses efforts du 400 mètres, il a été d'une voix douce les bribes de sa vie. La presse américaine a noté chaque détail. Ses lecteurs, aujourd'hui, en tremblent d'émotion. Avant de se convaincre que les États-Unis sont décidément un bien fabuleux pays, le seul sans doute qui puisse donner naissance à une telle romance.

Le début ? Banal. Et affreusement classique. Quincy Watts pousse son premier cri dans le vacarme d'un quartier glauque de Detroit. Il grandit comme il peut, dans la rue, au milieu des voitures de cette ville que l'habitude a fini par surnommer «Motor City», de peur d'oublier tout ce qu'elle doit aux usines de General Motors. Enfance pauvre. Benêtue noire. L'anxiété, la peur, la drogue. «Mes copains en prison et se la refaient en cachette. Mais moi, dit-il aujourd'hui d'un air touchant de sincérité, je n'y ai jamais goûté.»

Le départ de son père du foyer familial, un ouïssant soir d'été, souligne le trait du gamin noir privé d'avenir et d'illusions avant même de saisir le sens de ces deux mots. Quincy Watts comprend jeune que la vie n'est pas ce qu'on en dit. Il s'en souvient encore : «J'étais un gamin difficile. Je

me battais tout le temps, je n'étais pas la classe. À l'école, on me trouvait souvent un deuxième étage quand les cours se passaient au troisième. J'étais un sale gosse, le genre de mêmes qui s'amuse en cachette à torturer les chats. Pour ma mère, ce n'était pas facile. Elle avait deux boulots, pas vraiment beaucoup d'argent et ne trouvait jamais le temps de s'occuper de moi.»

À quatorze ans, il s'est déjà fermé les portes de toutes les écoles de Detroit. Et poussé sa mère à un tel épuisement qu'elle se résout un jour à se séparer de lui. «Elle m'a envoyé chez mon père, en Californie.» Là, le gamin turbulent fait brutalement connaissance avec l'autorité paternelle. Il pleure mais ne rompt pas. Et retourne souvent à Detroit, en cachette, un ou deux dollars en poche et son baluchon sur le dos.

### Un destin qui lui échappe

Le fils résiste. Le père insiste. Et se met un jour en tête que le sport pourrait bien envelopper le remuant Quincy de ses valeurs les plus nobles. Son goût le conduit d'abord vers les terrains de basket. Puis les hasards de la vie le posent un jour sur une piste d'athlétisme. Un premier entraîneur le juge bien bâti. Puis un autre a l'idée de le guider vers le sprint. Le gamin s'en amuse et se réjouit de voir que la vie, bizarrement, l'a pourvu de quelques dons.

Il s'essaye au 100 mètres, puis se plaît sur 200 mètres. À dix-sept ans, il a déjà cette distance en 20 s 50. Pas mal, jugent les experts. Mais quatre années plus tard, son record n'a pas bougé d'un pouce. Il est temps, se dit alors Jim Bush,

son entraîneur, d'éprouver son talent à l'effort douloureux du tour de piste. Son premier 400 mètres l'épuise et le martyrise. «C'était l'horreur», se souvient Quincy Watts. Mais le temps est correct : 47 s 7. Et l'allure élégante. Non sommes en mars 1991.

La suite échappe à la raison et précipite l'athlète vers un destin qui lui échappe encore. Au mois de juin, Quincy Watts se glisse à la troisième place des sélections américaines pour les championnats du monde. Il s'en avoue surpris. Et comprend mal ce qui lui arrive lorsqu'un dirigeant de la Fédération américaine d'athlétisme (TACC) lui offre d'un air ravi son billet pour Tokyo, la ville hôte du Mondial 91.

Au Japon, il sent ses muscles le trahir sous la chaleur des premiers entraînements. «Je voyais bien que je n'étais pas en forme, dit-il. Alors, j'ai décidé de laisser à un autre coureur ma place sur 400 mètres. Et j'ai choisi de consacrer toute mon énergie sur le seul relais 4x400 mètres.» Exagère-t-il ? Il l'explique aujourd'hui d'un discours éloquent de sagesse, à dix années-lumière de son image de sale gosse torturé par la vie : «Le sport ne doit pas rendre égoïste. Quand on se sent en mauvaise forme, il faut savoir s'effacer et donner sa chance à un coureur plus performant. À Tokyo, j'ai pensé à l'Amérique avant de songer à moi-même.»

À Barcelone, Quincy Watts a si prestement avalé son tour de piste qu'il a eu bien du mal, en conférence de presse, à convaincre l'assistance de son inexpérience. «Je ne fais du 400 mètres que depuis dix-huit mois», a insisté l'athlète. Mais de tout cela, l'Amérique n'a que faire. Elle raffole de Quincy. Peu importe ses temps, son profil de coureur ou le poids de ses foudres.

ALAIN MERCIER

## Quarante-huit secondes olympiques

Suite de la première page

Une promenade alanguie, certes, plutôt qu'un vrai triomphe. L'athlète traînait derrière elle l'inépuisable drapage, sans avoir la force de le brandir. Elle souriait faiblement, comme pour s'excuser de ne pas être capable de sauter de joie.

Cette seule nouveauté aurait suffi à le souligner : de sa semaine olympique, Marie-Josée Pérec ne rapportera pas seulement un trophée doré. À Barcelone, elle a achevé sa mue. Il reste encore un peu de gamine capotée dans ses manières, dans ces yeux qu'elle continue à rouler malicieusement, enfin en accord avec son talent. Longtemps la jeune femme a semblé subir ce long corps, qu'elle détestait dans son enfance et qui la condamnait à un acte fatigant : courir, et vite. Pour se venger de ce don qu'elle n'avait pas choisi — «Je rêvais de devenir basketballeuse», expliquait-elle encore mercredi soir — elle lui a refusé les moyens de s'épanouir. Elle oubliait de faire ses gammes sur le tartan, détruisait ses programmes de préparation à force de grosses matinées, désespérait un à un ses entraîneurs.

### La rencontre avec Jacques Piansenta

Sa rencontre avec Jacques Piansenta, il y a deux ans, l'avait assés. L'athlète avait enfin décidé de composer avec ses qualités innées, d'en faire les instruments de sa réussite. «Un matin je me suis réveillée en me disant qu'il fallait bosser, confiait-elle. Je devais faire quelque chose de ma vie» (Le Monde du 29 août 1991). Elle s'est pliée aux horaires rigides de l'entraîneur, hermétique à ses

caprices, à la discipline d'un groupe d'athlètes de haut niveau. Pourtant à Tokyo, où elle a remporté le championnat du monde l'an dernier, point d'orgue d'une série de performances remarquables, la Française semblait encore subir ses courses comme des calvaires. Lorsqu'elle les racontait, Marie-Josée Pérec évoquait que la souffrance, la peur à tordre le ventre. L'athlète gagnait, mais sa tête ne semblait pas encore tout à fait décidée à payer le prix imposé par le corps.

Mercredi soir, elle n'a pas parlé d'angoisse, ni de douleur. Seul restait le souvenir de cette dernière ligne droite, «splendide» quand tant d'autres, même victorieuses, avaient tourné au cauchemar. «Pour la première fois de ma vie, expliquait-elle, je n'ai pas eu peur. J'étais tellement certaine de gagner.» Grâce à sa médaille d'or, Marie-Josée Pérec semblait pleinement reconquise avec son sport, avec cette distance qu'elle associait souvent à une longue impression de se sentir mourir. Mieux, elle s'était approprié le 400 mètres. «Le temps de cette finale est la meilleure performance mondiale, clamait-elle. Celui établi par la recordwoman du monde, comment s'appelait-elle déjà ? ne compte pas. Je n'ai pas eu besoin de préparation biologique comme elle. J'ai réussi une performance propre et saine». Le corps de Marie-Josée Pérec était devenu sa fierté, ses qualités n'étaient plus un fardeau. L'athlète avait atteint la plénitude de ses capacités, et elle ne tolérât pas que l'on nuance son triomphe par les exploits chimériques de l'ex-Allemande de l'Est Maria Koch.

Même son retard à l'entrée de la ligne droite fautive, après tout, ne cachait qu'une habile mise en scène. Marie-Josée Pérec n'avait fait



qu'interpréter parfaitement le scénario écrit à l'avance par un autre. Jacques Piansenta avait tout deviné que l'absence de plusieurs de ses rivaux ne laisserait pas son athlète isolée sur la piste de Barcelone. «Je me suis vite rendu compte que Brygenna cachait son jeu, expliquait l'entraîneur. J'ai donc demandé à Marie-Josée de ne pas se fatiguer, en coupant son effort pendant les premières courses, et de ne pas partir trop vite en finale, pour garder des forces pour la fin. Il valait mieux qu'elle se repose derrière l'Ukrainienne à la fin de la première virage et qu'elle l'ait en point de mire. Tout devait se terminer à l'arme blanche dans la ligne droite.»

### Une grande gigue

Pour voir triompher son athlète, l'entraîneur ne se sera pas contenté d'écrire son rôle à l'avance. Il l'aura aussi poussée à partager clairement son emploi du temps, à ne pas mêler les victoires et les occa-

sions de les faire fructifier. Qui aurait pensé cet hiver, à la voir prendre des cours de stylisme, jouer au mannequin dans un défilé de mode et ne refuser aucune des sollicitations auxquelles l'exposait sa jeune gloire, que Marie-Josée Pérec saurait se préparer à temps pour Barcelone ? La Guadeloupéenne a appris à compartimenter

sa vie. Sa classe naturelle lui permet de compenser les mois passés à bien vivre. Après les plaisirs de cigale de l'après-Tokyo, la motivation de fournir pour préparer les Jeux olympiques. «À partir du jour où elle a recommencé à s'entraîner, explique Jacques Piansenta, elle a su tirer un trait sur tout le reste. Après cette médaille d'or je sais que je ne vais pas la voir pendant quelques mois. Ce n'est pas à moi de gêner cela. Je lui ai simplement dit de m'appeler le jour où elle voudra revenir. Et où elle voudra à nouveau s'entraîner pour de nouvelles compétitions.»

A vingt-quatre ans, la jeune femme, qui a déjà annoncé qu'elle continuerait jusqu'à Atlanta, a l'embaras du choix des exploits à accomplir. Elle détient les records de France des 100, 200 et 400 mètres. Et si son entraîneur aimait la voir revenir au sprint, elle penche désormais pour le 800 mètres.

Quelle que soit la distance, l'athlète française attendra de Marie-Josée Pérec qu'elle soit à la hauteur de son nouveau statut de vedette internationale. La discipline a trop besoin de cette grande jeune qui parvient, à elle seule, à camoufler une partie de ses déficiences.

JÉRÔME FENOGLIO

### Les 10 médailles d'or des Français

En gagnant mercredi 5 août le 400 m des Jeux de Barcelone, Marie-Josée Pérec a donné à la France sa dixième médaille d'or en athlétisme.

1900 (Paris)	Michel Théo	Marathon
1920 (Anvers)	Joseph Guillemot	5000 m
1928 (Amsterdam)	Bouhours EJ Quaif	Marathon
1948 (Londres)	Micheline Ostermeyer	Poids
1948 (Londres)	Micheline Ostermeyer	Disque
1956 (Melbourne)	Alain Mimoun	Marathon
1968 (Mexico)	Colette Besson	400 m
1976 (Montréal)	Guy Druet	110 m haies
1984 (Los Angeles)	Pierre Quinon	Perche
1992 (Barcelone)	Marie-Josée Pérec	400 m



## OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Double kenyan sur 800 mètres

## Les enfants des Nandi Hills

Les Kenyans William Tanui et Nixon Kiprotich ont pris les deux premières places du 800 mètres, mercredi soir 5 août en devantant sur le fil l'Américain Johnny Gray qui avait fait la course en tête. Ce double constitue une revanche pour le Kenya après la polémique du 10 000 mètres dont la médaille d'or a finalement été attribuée au Marocain Khalid Skah, disqualifié pendant une demi-journée au profit de Richard Chelimo.

*« Je ne peux y croire. »* C'est tout ce que William Tanui a trouvé à dire après avoir franchi la ligne d'arrivée. A vingt-sept ans, ce militaire des forces armées du Kenya vient de gagner son premier grand titre international. Privé de la victoire au championnat du monde en salle de Séville (1991) pour avoir emprunté le couloir intérieur, cet athlète longiligne de 1,83 m a pris une belle revanche.

Après être resté sur la réserve jusqu'à la dernière virage, William Tanui a débordé l'Américain Johnny Gray, qui avait fait la course en tête, et son compatriote Nixon Kiprotich. La ligne franchie, un éclair de joie métamorphosa le visage aux pommettes saillantes de ce grand échalon originaire de la tribu Nandi. Il embrassa alors son compatriote et tous deux s'en allèrent pour le deuxième classique tour de stade enveloppés du drapeau national. Le Kenya tenait sa revanche après la pénible soirée de lundi où, dans le 10 000 mètres, Richard Chelimo avait été battu par le Marocain Khalid Skah sous les huées de la foule.

Aujourd'hui, le stade tout entier est avec les coureurs des hauts plateaux de l'Est africain. Oubliée la menace de retrait de la délégation kenyenne. Oubliée les querelles entre finalistes. Tanui et Kiprotich vantent les qualités des deux coureurs qu'ils ont précédés. Johnny Gray et José Luis Barbosa leur rendent la pareille. William Tanui constate que finalement « la course a été plutôt confortable ». Il a l'air surpris d'être devenu champion olympique comme cela. « *It's great, it's great* », répète-il, ses chaussures dans une main, en se dandinant sur ses longues jambes minces affublées de petits motifs haut placés ridiculement menus.

Ces jambes qui ont l'air de baguettes de tambour ont gardé très longtemps leur secret. C'est lors de son incorporation dans l'ar-

mée à vingt-deux ans qu'on s'est rendu compte qu'il était un bon coureur de cross-country. Pur produit des fameuses Nandi Hills, ces collines que, tout gamin, il gravissait allégrement comme tous ses petits camarades, cet héritier de Kip Keino, la révélation de Mexico, va rejoindre le formidable vivier de ces coureurs des pistes rouges qui ont révolutionné le fond et le demi-fond.

## « Beaucoup d'entraînement »

Les sélections de Nairobi, le 1<sup>er</sup> juillet, avaient d'ailleurs illustré le foisonnement d'athlètes de haut niveau dans ce pays. Un nombre impressionnant de coureurs réputés n'avaient pas franchi les épreuves éliminatoires. Si William Tanui s'était facilement qualifié, le champion olympique de Séoul, Paul Ereng, avait dû être repêché. Ces sélections avaient été une véritable hécatombe pour les valeurs considérées comme sûres, au profit de nouvelles recrues. Cela avait permis à Mike Kosgei, entraîneur national, de dire que les autres concurrents n'avaient qu'une seule chose à faire : « *bien se tenir* ».

Tout a été dit sur ces locomotives de la brousse, ces dérouleurs de kilomètres, sans que l'on explique véritablement les raisons de leur exceptionnelle réussite, de Keino en passant par Peter Rono : altitude, climat, régime alimentaire, distances énormes parcourues très jeunes, dons naturels, longueur des fémurs. Pour William Tanui, tout tient en une phrase : « *Beaucoup d'entraînement* ». C'est probablement une bonne partie du secret mais pas tout à fait la seule. Ces athlètes très performants paraissent s'user rapidement, ainsi que l'ont démontré les sélections nationales. Les noms de Séoul n'ont pas tous disparu mais beaucoup d'entre eux. Encore un mystère à percer !

Les Kenyans courent plus vite que les autres mais ils courent trop souvent pour disputer des meetings rémunérateurs. De ce fait, ils s'installent à l'étranger pour être plus rapidement sur place et réduire la fatigue des voyages. Mais ils se retrouvent quelquefois entre les mains de managers pas toujours très scrupuleux. La relève est pour le moment assurée, ainsi que le démontre le résultat de ce soir. Jusqu'à quand cela durera-t-il ? Tant qu'il y aura des enfants escaladant en courant les Nandi Hills ?

MICHEL BOLE-RICHARD

Troisième cas de dopage

## Un lanceur de disque américain disqualifié

Après une semaine de compétitions, le Comité d'organisation des Jeux de Barcelone s'était fâché qu'aucun cas de dopage n'ait été décelé à l'occasion du millier d'analyses qui avaient été effectuées. Manifestement son souhait le plus vif était de pouvoir conclure la quinzaine sur des Jeux « propres » comme à Albertville. Il comptait pour cela sur les contrôles préalables aux sélections faits par la plupart des délégations. Le retrait par la délégation britannique de trois concurrents testés avant leur départ pour Barcelone allait dans ce sens.

Toutefois, dès le 4 août les organisateurs des Jeux durent déchanter. Ce fut d'abord la voléuse chinoise Wu Dan qui a été convaincue d'avoir utilisé l'un des plus anciens stimulants, la strychnine qui, en 1904, avait permis à l'Américain Thomas Hicks de remporter le marathon de Saint-Louis. Le lendemain, c'était la marathonnienne biélorusse Madina Biktagirova qui était disqualifiée pour avoir utilisé un autre stimulant, la néphrédine.

En annonçant la nouvelle, le prince Alexandre de Grèce, président de la commission médicale du CIO, avait encore révélé que des femmes de ménage du village des athlètes s'étaient plaintes d'avoir été piquées par des aiguilles de seringues en vidant les poubelles des chambres. Et le soir il devait ajouter qu'un troisième athlète avait été convaincu de dopage. D'importantes traces de clenbutérol (un stéroïde anabolisant) auraient été retrouvées dans les urines du lanceur de marteau américain Jud Logan,

trente-trois ans, quatrième de la finale du concours à Barcelone.

Jud Logan est le premier athlète américain à être reconnu coupable de dopage aux Jeux olympiques depuis vingt ans. En 1972 à Munich, le nageur Rick DeMont avait été déposé de sa médaille d'or sur 400 m nage libre pour s'être dopé à l'éphédrine. Ironiquement, cet athlète américain, mesurant 1,90 m et pesant 120 kilos, avait déclaré au début de semaine que les grandes performances réalisées par les athlètes suscitaient toujours des interrogations.

Le clenbutérol est également en cause dans la nouvelle affaire Krabbe en Allemagne. Championne du monde des 100 m et 200 m en 1990, elle avait renoncé à participer aux Jeux de Barcelone à la suite d'une polémique sur l'origine des urines prélevées lors d'un contrôle inopiné en Afrique du Sud. De nouvelles analyses ont été faites lors d'un stage en Allemagne. Kristin Krabbe a reconnu avoir utilisé la molécule incriminée sur le conseil d'un médecin sportif en ignorant qu'elle était sur la liste des produits interdits.

Enfin l'Américaine Gail Devers, championne olympique du 100 m et candidate au titre du 100 m haies, a demandé au Comité international olympique (CIO) d'intervenir au sujet des accusations de dopage lancées par sa compatriote Gwen Torrence, à l'issue de la finale. Atteinte de la maladie de Graves, Gail Devers a reconnu utiliser quotidiennement certains médicaments mais seulement comme traitement pour soigner sa glande thyroïde.

## TENNIS DE TABLE : la victoire de la Chinoise Yaping Deng en simple dames

## Casse-tête

En plaçant deux de ses représentantes sur les deux plus hautes marches du podium - Yaping Deng, médaille d'or, et Hong Qiao, médaille d'argent, - la Chine a confirmé, mercredi 5 août, son incontestable domination sur le tennis de table féminin. Finale européenne chez les messieurs, où Jean-Philippe Gattien, vainqueur du Chinois Wenge Ma, devait rencontrer jeudi le Suédois Jan Waldner, qui a battu le Sud-Coréen Taek Kim.

Ce sport est un mystère. Un casse-tête chinois oserait-on dire. Il emmêle depuis toujours l'esprit des entraîneurs et des spécialistes les plus chevronnés. Jean-François Kahn s'en arracherait presque les cheveux. Médécine de la Fédération internationale de tennis de table et de la Fédération française, il tente de percer depuis une dizaine d'années les énigmes de cette discipline : « *Quand certains sports sont faciles à cerner, nous sommes actuellement incapables de trouver un seul filable pour repérer un futur bon pongiste* ». Ce type d'athlète est insaisissable.

Il se fait à la fois marathonien, sprinteur, joueur de go et danseur pour protéger son territoire, la moitié d'une table large de 1,52 mètre et longue de 2,74 mètres ; il est doué d'une acuité et de réflexes quasi-surnaturels pour rattraper avec une raquette grande comme une main ouverte une balle de 2,5 grammes qui fuse si vite qu'elle en est parfois invisible, et assez fou de confiance pour l'écraser, victorieux, si possible, dans le camp de l'autre. A sport mystérieux, athlète miraculeux. Yaping Deng avait

échappé à l'attention des responsables de la Fédération chinoise de tennis de table. Trop petite avaient-ils rétorqué à cette adolescente de 149 centimètres qui leur demandait une place dans l'équipe nationale. Ils ont vite compris leur méprise lorsque, en 1988, cette minuscule fille de quinze ans rapporta la Coupe d'Asie au pays et enleva aux internationaux de Hongkong en 1989 le premier d'une impressionnante collection de titres. Aujourd'hui, la petite est numéro 1 mondiale, championne du monde et championne olympique.

## Le bon tempo

Cette fille est une teigne, un ressort qui n'a pas cessé de sautiller durant les quatre sets de la finale, dans les pauses ou les échanges, toujours à l'affût dans la défense comme dans l'attaque. Trop petite, lui avait-on dit, pour appréhender un jeu qui se dispute à 76 centimètres du sol. C'était oublier que son centre de gravité était plus proche de la terre que celui des autres. Bien plantée sur ses deux pieds et donc moins occupée à garder un équilibre que les grands ont parfois tendance à perdre, Yaping Deng a travaillé la vélocité de ses jambes, des paquets de muscles et celle de son bras droit, capable de développer une puissance inouïe en un rien de temps.

Le tennis de table est un sport fulgurant dont les échanges les plus longs ne durent pas plus de huit à dix secondes. Yaping Deng s'est montrée la meilleure dans son rôle, régulière comme un métronome dans son déplacement latéral ou dans le foudroyé de la balle, une fois, cinq fois, dix fois si néces-

saire, pour marquer le point gagnant. Petit boxeur ou rockeuse, qu'importe, elle a trouvé le bon tempo, toujours dans le rythme, partout sur la balle quelquefois dixième de seconde après son dernier coup. Les pongistes devraient jouer en musique.

« Dans les autres sports de filer, le tennis ou le badminton, le joueur a quelques dixièmes de seconde de plus devant lui pour régler son jeu. Dans le tennis de table, le temps de pensée est fugitif », explique Jean-François Kahn. Mystère, encore, le tennis de table n'est pas un sport de coups réflexes. Incapables d'analyser les retours de leur adversaire en temps réel, les pongistes réussissent à penser leur jeu grâce à deux parades. L'anticipation, tout d'abord. Yaping Deng en a fait une spécialité. Elle prend son adversaire à la gorge dès le début de la rencontre, l'étouffe et distribue le jeu de façon à savoir ce qu'elle recevra en retour. Lorsqu'elle brosse une amortie sur le côté gauche de la table, par exemple, elle se place pour attendre un smash sur son coup droit.

## Le mystère de la volonté

La championne olympique a parfaitement assimilé la deuxième parade du tennis de table, la plus impressionnante car elle fait appel à l'inconscient. Il s'agit, à force d'entraînement, de métamorphoser les mouvements artificiels du tennis de table en gestes innés. C'est la boîte secrète de l'école chinoise féminine dont la domination est insolente, loin devant les Européennes, Roumaines ou Hongroises. Le procédé est élémentaire. A l'exemple de Yaping Deng, qui était encore un bébé lorsque son

père lui mit une raquette dans les mains, les pongistes chinois commencent très tôt.

A dix-neuf ans, Yaping Deng a déjà quatorze années d'entraînement quotidien derrière elle, à raison de cinq heures par jour au minimum. Pendant le plus clair de ce temps, elle s'infirme l'exercice du panier de balles, une interminable partie de gammes orchestrée par l'entraîneur, qui bombarde des dizaines de balles sur le même impact. Le joueur lui renvoie ses coups de mitrailleuse en répétant le même geste jusqu'à la perfection.

Soumises à ce régime, les Chinoises pourraient jouer les yeux fermés. Elles sont plus que jamais des joueuses universelles qui, comme la plupart des Asiatiques, messieurs ou dames, ont troqué la prise « porte-plume » - le manche de la raquette est agrippé entre le pouce et l'index comme un stylo - pour la prise de raquette européenne - la prise marteau - afin de s'adapter aux adversaires du monde entier.

Pourquoi, alors, la finale entre les deux meilleures joueuses du monde s'est-elle résuée à un solo de Yaping Deng ? Depuis deux jours, son adversaire Hong Qiao jouait sur une jambe. Lundi, lors de la finale de double qu'elle disputait avec Yaping, Hong a raté la marche qui sépare le terrain des tribunes. Sans broncher, elle a poursuivi le tournoi, souffrant d'une sérieuse entorse à la cheville. Le pied bandé, la Chinoise est montée sur la première marche du podium du double et sur la deuxième du simple. Elle aura tenu le coup presque jusqu'au bout grâce au mystère de sa volonté.

BÉNÉDICTE MATHIEU

En finale du simple messieurs

## Waldner bat Gattien

Nettement battu jeudi 6 août par le Suédois Jan Waldner en trois manches (21-10, 21-18, 25-23) lors de la finale du simple messieurs, Jean-Philippe Gattien ne réalisera donc pas son rêve olympique. En quête d'or à Barcelone, le pongiste français récolte l'argent au terme d'une dernière performance décevante. Piètre match, si plat, après l'émotion des deux superbes victoires arrachées en quart de finale contre Yi Ding et, mercredi, en demi-finale sur le Chinois Wenge Ma. Jeudi matin, Jean-Philippe Gattien ne semblait pas vouloir se réveiller et entrer dans la rencontre malgré la présence sonore de centaines de

Français venus en voisins soutenir l'embarras d'Alès.

Embarrassé par le service malicieux et traître de son adversaire, Jean-Philippe Gattien a joué un ton en dessous, face à ce Suédois réputé pour son grand talent et ses nerfs d'acier. Jan Waldner a tout réussi jeudi. Il a multiplié les balles puissantes ou amorties et a défendu son terrain avec un dynamisme qui tenait de l'ubiquité. Premier médaillé d'or suédois des Jeux, il a repris la place de numéro un que lui avait prise Gattien au début de juillet.

B.M.

## RÉSULTATS

ATHLÉTISME	ESCRIME
<b>DAMES</b>	<b>MESSEURS</b>
400 mètres. - 1. Pérez (Fra.) 48 s 83 (nouveau record de France ; ancien record : 49 s 13) ; 2. Brygnia (CEI) 49 s 05 ; 3. Restrepo (Col.) 49 s 64.	Fleuret par équipes. - 1. Allemagne ; 2. Cuba ; 3. Pologne ; 7. France.
400 mètres haies. - 1. Gunnell (G-B) 53 s 23 ; 2. Farmer-Patrick (E-U) 53 s 69 ; 3. Vickers (E-U) et Ledovskaia (CEI) 54 s 31.	<b>FOOTBALL</b>
<b>MESSEURS</b>	Demi-finales. - Espagne b. Ghana 2-0 ; Pologne b. Australie 5-1.
400 mètres. - 1. Watts (E-U) 43 s 50 ; 2. Lewis (E-U) 44 s 21 ; 3. Khur (Ken.) 44 s 24.	<b>HOCKEY SUR GAZON</b>
800 mètres. - 1. Tanui (Ken.) 1 mn 43 s 66 ; 2. Kiprotich (Ken.) 1 mn 43 s 70 ; 3. Gray (E-U) 1 mn 43 s 87.	<b>MESSEURS</b>
Disque. - 1. Uhartas (Lit.) 65,12 m ; 2. Schult (All.) 64,94 m ; 3. Moys Sandoval (Cub.) 64,12 m.	Demi-finales. - Australie b. Pays-Bas 3-2 ; Allemagne b. Pakistan 2-1.
En demi-finale du 400 mètres haies, Stéphane Diagana a battu son propre record de France pour le deuxième fois en deux jours (nouveau record : 48 s 28 ; ancien record 48 s 41).	<b>LUTTE LIBRE</b>
<b>BASEBALL</b>	Catégorie 52 kg. - 1. Hak-Son U (Sud-Corée) ; 2. Jones (E-U) ; 3. Jordanov (Bul.).
Finale : Cuba b. Taiwan 11-1.	Catégorie 68 kg. - 1. Pazdauv (CEI) ; 2. Datchev Gatzov (Bul.) ; 3. Akashi (Jap.).
Match pour la troisième place : Japon b. États-Unis 8-3.	Catégorie 100 kg. - 1. Khablov (CEI) ; 2. Batz (All.) ; 3. Kayali (Tur.).
Podium : 1. Cuba ; 2. Taiwan ; 3. Japon.	<b>TENNIS</b>
<b>BASKET</b>	<b>DAMES</b>
<b>DAMES</b>	Simple (demi-finales). - Graf b. M. J. Fernandez (E-U) 6-4, 6-2 ; Capriati (E-U) b. Sanchez (Esp.) 6-3 ; 3-6 ; 6-1.
Demi-finales. - CEI b. États-Unis 79-73 ; Chine b. Cuba 109-70.	<b>TENNIS DE TABLE</b>
<b>ÉQUITATION</b>	<b>DAMES</b>
Dressage individuel. - 1. Uphoff (All.) 1 628 pts ; 2. Wierth (All.) 1 551 pts ; 3. Balkenhof (All.) 1 515 pts.	Simple (demi-finales). - Gattien (Fra.) b. Wenge (Chine) 20-22, 22-20, 21-18, 12-21, 21-13 ; Waldner (Sud) b. Kim (Sud-Corée) 21-9, 21-18, 21-19.
	<b>VOLLEY</b>
	<b>MESSEURS</b>
	Quarts de finale. - Pays-Bas b. Italie 3-2 ; Cuba b. Espagne 3-0 ; Brésil b. Japon 3-0 ; États-Unis b. CEI 3-1.

CORINE LESNES



## SOCIÉTÉ

### Contre-indications renforcées en France pour trois médicaments

Le Taldane, médicament anti-allergique à base de terféndine qui était en vente libre en pharmacie, sera désormais délivré sur ordonnance. Ses contre-indications sont renforcées, l'attention étant attirée sur les risques d'accidents cardiaques sévères lorsque cet antihistaminique est associé à certaines substances.

Le ministère de la santé en a décidé ainsi après avis de la Commission nationale de pharmacovigilance, réunie lundi 20 juillet, et après audition du laboratoire américain Marion Merrell-Dow. Ce dernier, après avoir observé de « rares incidents cardio-vasculaires possibles », avait récemment annoncé la mesure aux Etats-Unis (le Monde du 10 juillet).

Selon la même procédure, les prescriptions d'emploi des fameux timbres antitabac à la nicotine destinés à faciliter la désintoxication des fumeurs seront modifiées (le Monde du 26 juin). Les patients ne doivent en aucun cas continuer à fumer, ne pas utiliser d'autres médicaments contenant de la nicotine (gomme à mâcher), et leur sevrage doit s'effectuer sous contrôle médical.

Par ailleurs, la notice des médicaments à base de trétiinoïne, employés contre l'acné et les troubles de la kératinisation et souvent détournés comme anti-rides, sera ressortie, dans l'attente d'une enquête plus approfondie, la contre-indication d'emploi chez la femme enceinte.

### Le secrétaire d'Etat à la ville dans les quartiers difficiles

#### M. François Loncle propose un « grand projet urbain » à Argenteuil

M. François Loncle, secrétaire d'Etat à la ville, s'est rendu, mercredi 5 août, au quartier du Val-d'Argent à Argenteuil (Val-d'Oise) pour rencontrer la population, les associations, les élus et l'administration.

La visite de ce quartier réputé difficile a été suivie d'une séance de travail avec la municipalité et les représentants de l'Etat, à l'issue de laquelle M. Loncle a annoncé que le quartier du Val-d'Argent deviendrait le quatrième site retenu pour la mise en œuvre de « grands projets urbains » après les Minguettes (Vénissieux), Clichy-Montfermeil et Val-Fourré (Mantes-la-Jolie).

Le secrétaire d'Etat à la ville a demandé qu'un comité de pilotage « ville-Etat » se mette rapidement en place pour harmoniser les approches du projet et pour que le dossier puisse être présenté dès le mois de septembre au Comité interministériel de la ville. Une mission d'études doit être créée afin d'établir les modalités de financement de ce projet auquel doivent participer, sous forme de partenariat, les services publics, les habitants et des groupes industriels.

Le Val-d'Argent, classé parmi les quartiers les plus sensibles depuis dix ans, a connu ces derniers mois plusieurs vagues de

violences. Le plan « Ete Jeunes » et des projets locaux de sécurité semblent pour l'instant y maintenir le calme.

Cet apparent succès devrait être renforcé, ces prochains jours, par une transformation en profondeur du quartier avec, pour objectif final, la restructuration d'Argenteuil en un ensemble urbain unifié. M. Loncle ne se lasse pas de répéter qu'« une ville unie est une ville apaisée ».

Manifestation de familles expulsées devant la mairie de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Dix-neuf familles, sur les vingt-cinq expulsées le 28 juillet d'un hôtel meublé de Montreuil (Seine-Saint-Denis), se sont rassemblées devant leur mairie, le 5 août au matin, pour protester contre les conditions précaires de leur logement. Ces expulsés, au total soixante-six personnes dont trente-deux enfants, ont trouvé refuge depuis lundi soir à la paroisse Saint-Pierre-Saint-Paul de Montreuil, pour une durée de cinq jours. Ces familles, maliennes, cap-verdiennes et françaises, menacées de s'installer sur le parvis de l'hôtel de ville si aucune solution de logement n'est trouvée avant la fin de la semaine.

### Les 80 hivers de l'abbé Pierre

Même si l'abbé Pierre est né en plein été — le 5 août 1912 à Lyon — c'est l'hiver, la plus redoutable saison pour les sans-logis, qui est indissolublement lié à la vie et à l'œuvre du fondateur des communautés Emmaüs. Quatre-vingts hivers dont une bonne quarantaine consacrée par l'abbé Pierre, qui avait été un grand assistant sous l'Occupation, à soulager bien des dénuements, en France comme à l'étranger, où Emmaüs, créé en 1949, a essaimé.

Comme ce presque trop fameux hiver 1953-1954 qui vit, selon l'expression de son inspirateur, animé par une foi intense, « l'insurrection de la bonté » : un historique élan de générosité après deux drames (une femme et un bébé morts de froid) survenus en Ile-de-France. Un bouleversant appel à la solidarité, qui a fait de l'abbé Pierre la figure

charismatique et médiatique que l'on connaît.

Forcé de réduire ses activités depuis l'accident cardiaque dont il a été victime en novembre dernier, il vient de lancer, de sa retraite monastique de Saint-Wandrille (Seine-Maritime), un nouveau cri d'indignation au faveur des sans-abri de l'esplanade de Vincennes. Refusant, tant que leur situation ne serait pas réglée, d'arborer l'insigne de grand officier de la Légion d'honneur — dignité à laquelle il a été promu le 14 juillet — il a eu, à la télévision, cette parole simple et forte : « C'est la France qui manque à son honneur, en ne servant pas, au premier des plus souffrants. » Question d'honneur, en effet, que la mairie de Paris a négligé dans cette affaire. Le gouvernement, lui, a réagi... après deux mois d'indifférence, trouvant une première solution

en réquisitionnant deux immeubles inoccupés.

Mais il a fallu que l'abbé Pierre se manifeste une fois de plus à son corps défendant, par un geste hautement symbolique. Combien de cas individuels ou collectifs n'a-t-il pas ainsi résolus ? Combien de gouvernements de tous bords n'a-t-il pas interpellés et placés face à leurs consciences ? En posant sur les épaules et les épaulettes un lucide regard humanitaire.

Même si cela peut avoir quelque chose d'un peu décevant pour les plus jeunes, ce n'est pas un hasard si deux octogénaires — le commandant Cousteau et l'abbé Pierre — sont les personnalités nationales qui comptent le plus lorsque l'on sonde le cœur des différentes générations.

MICHEL CASTAING

## CARNET DU Monde

### Décès

M. André BOURDET, 67 ans, docteur en droit, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Isaac Fix, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Isaac FIX, ingénieur ENSEIHT, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Gaston GIRAUD, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

Paris, Lamorlaye.

M. et M<sup>me</sup> Alain Laloum, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

M. Jean LALLOUM, 67 ans, est décédé le 4 août 1992.

Les obsèques auront lieu le 7 août, à 16 h 30, à la mairie de Chailou-Montreuil, Pussay (Essonne).

45, rue des Aniles, Moulineux, 91742 Pussay.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

« La première chambre du tribunal de grande instance de Paris a, par jugement du 18 décembre 1991 condamné Anas SINNO, directeur de la publication du journal « Al Watan Al Arabi » à payer au cheik Nasser Sabah Al Ahmad Al Sabah la somme de 200 000 F à titre de dommages-intérêts pour avoir dans le numéro dudit journal, daté du 26 avril 1991, publié un article portant atteinte à l'honneur et à la considération de celui-ci. »

**PHILATÉLISTES**

LES TRÉSORS DU MUSÉE DE LA POSTE

Juillet-Août. En vente en kiosque

**BON DE COMMANDE DU N° 465 DU « MONDE DES PHILATÉLISTES »**

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 30 F = \_\_\_\_\_ F

(les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à

**LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75001 PARIS CEDEX 15**

Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements :  
40-65-29-94

**Pompes Funèbres Marbrerie**

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11



# DES LIVRES

## Le passé du Portugal est-il à venir ?

Les azulejos du palais Fronteira, les chants de Camoens, la nostalgie de Pessoa : la même perte dans le rêve, le même désir de se projeter au-delà de l'horizon

**LA FRONTIÈRE**  
Azulejos du palais Fronteira de Pascal Quignard. Photographies de Nicolas Sapieha et Paulo Cintra, note historique de José Mezo, album relié, Éditions Chandeigne, 146 p., 295 F.

**LES LUSIADAS**  
(Os Lusíadas) de Luis de Camoens. Traduit du portugais par Roger Bismuth, Ed. bilingue. Présenté par José V. de Pina Martins, Éditions Chandeigne (Paris), 1991. Librairie Jean Touzet, 724 p. (en livraison à partir de la fin septembre).

**LE VIOLON ENCHANTE**  
(The Mad Fiddler) Écrits anglais (vers et prose) de Fernando Pessoa. Traduits par Olivier Amiel, Dominique Goy-Blanquet et Patrick Quillier, avec la collaboration d'Anne Ter Linden, présentés par P. Quillier et Robert Bréchon, bilingue pour les poèmes, Bourgois, 470 p., 160 F.



Un bestiaire fabuleux, inquiétant, baroque...

L'art portugais de la céramique (azulejos) est éminemment littéraire et théâtral. Placé sur des murs extérieurs ou intérieurs des maisons, le décor azulejé, inscrit dans les chapitres successifs d'une œuvre, où l'image se fait poème, épopée, roman... Les figures du songe ou de l'histoire, du mythe à l'histoire, se déploient sur une scène de pierre, nourrissent l'imagination du spectateur après avoir surgi de celle de l'artiste : art du rêve propice au rêve.

Dans l'extraordinaire foisonnement de cet art qui s'est très vite affranchi de ses origines arabes et andalouses pour devenir spécifiquement, superlativement portugais, la demeure des marquis de Fronteira, édifiée dans la deuxième moitié du dix-septième siècle sur la colline de Monsanto près de Lisbonne, occupe une place particulière, unique. Là, dans l'admirable ensemble architectural, décoratif, dans la fraîcheur et l'agrément des jardins de la Fronteira, une fois souveraine, aux mystérieux motifs, semble avoir, seule, guidé la main des artistes.

Les photographies superbement agencées du livre publié par les Éditions Chandeigne montrent les

principaux chapitres de ce bestiaire fabuleux, inquiétant, baroque - chats à l'œil scrutateur, singes savants et trop humains, enfants à corps d'oiseau, figures allégoriques d'une secrète et impénétrable mythologie. Partout le regard domine, paraît interroger le spectateur, ou plutôt s'étonner de sa curiosité...

### Les « mondes nouveaux »

Pascal Quignard, dont on connaît la capacité d'inventer, par l'imagination et l'écriture, des autres temporels ou géographiques lointains et cachés, ne s'est pas approprié les motifs des azulejos du palais Fronteira. Il a simplement saisi, dès le titre de son livre - la Fronteira - quelques noms et dates de l'histoire portugaise pour les inscrire dans une fiction, une « fantaisie », aussi libre que le décor de céramique. Aussi inquiétante. Eras y prend le masque violent de la vengeance. La passion et ses instruments sont sacrifiés dans un fatal combat d'amour et de mort. Métaphore du thème du regard, la castration devient la sanction du désir viril, voué au « néant » et à l'« air ».

Insensiblement, sous les dehors d'un style glacé, impeccable, où le classicisme de l'écriture équilibre le caractère débridé et saignant de la fable, Pascal Quignard met en

images littéraires, prolonge la superbe et mûre narration dessinée sur les murs du palais. A la fin de son récit, il fait dire au régent et futur roi D. Pedro II qui fait les honneurs de la demeure au prince toscan Cosme de Médicis (visite historiquement attestée au février 1669) : « L'homme est perdu dans ses désirs comme nos caravelles dans les mondes nouveaux. Comme celui qui rêve est perdu dans son rêve ».

De cette perte dans le rêve, de ce désir qui se projette et cherche son objet au-delà de l'horizon, dans les « mondes nouveaux », la Fronteira portugaise, miroir où l'homme du pays se reflète et s'exalte, est l'illustration. Deux noms fondent et incarnent cette Fronteira : l'explorateur, l'explorateur dans sa nature paradoxale et complexe : Camoens l'origine ; Pessoa l'aboutissement.

C'est le lieu, ici, de s'interroger : les motifs et les justifications de cette élection. Il faut simplement constater : un pays, le Portugal, a choisi, pour commémorer sa fête nationale, le jour - le 10 juin - de la mort de Luis de Camoens ; ce même pays a transféré, en 1985, les restes d'un autre de ses poètes, Fernando Pessoa, dans le monastère des Jerónimos, où se trouve le tombeau de Vasco de Gama et de... Camoens, qui avait fait du grand navigateur de la route des

Indes le héros de son poème les Lusíadas. Publié en 1572, trois quarts de siècle après la découverte de Vasco de Gama, et à la gloire de celle-ci, les dix chants des Lusíadas expriment tout à la fois la première affirmation de l'identité portugaise et l'ouverture de l'ancien continent au monde nouveau, à l'universalité. Monument épopée de la culture européenne, l'œuvre de Camoens amorce l'Histoire et l'aventure humaine au mythe des origines, à la cosmogonie, aux symboles issus de la vision chrétienne du monde. « Camoens a compris que l'important ce n'était pas un « fait divers » de l'Histoire, même exceptionnelle comme celui incarné par Vasco de Gama au service d'un petit peuple de l'Europe, mais l'aventure symbolique de la communication humaine à l'échelle universelle, la vérification pour ainsi dire expérimentale que l'humanité est une seule, partout semblable et différente », écrit Eduardo Lourenço (1).

Par son aspect, le beau volume édité par la Fondation Gulbenkian, avec l'aide de la commission portugaise pour la célébration des découvertes, et qui sera commercialisé en France à la rentrée, est à la mesure du monument littéraire de Camoens. Son histoire cependant, pour cette œuvre du patrimoine universel, et pour le lecteur français, qu'une présentation plus

modeste et maniable soit bientôt proposée. Rigoureuse et érudite, la traduction de Roger Bismuth - publiée en 1980 aux Belles-Lettres, épuisée, et ici restituée hélas ! (mais possible ?) musicalité et rythme de l'œuvre originale.

« Le passé du Portugal est à venir », affirmait Pessoa en 1923, estimant, avec cet art de la provocation et du paradoxe dans lequel il était passé maître, que Camoens était trop proche des « demi-dieux de notre gloire » pour pouvoir les rêver (2). Pour l'auteur du Livre de l'Intranquillité, la poésie a pris les couleurs du désenchantement existentiel, face d'ombre et de mélancolie du rêve portugais.

### L'impossible retour

Le huitième et dernier (3) volume des œuvres de Pessoa à l'édition Bourgois rassemble les écrits - poèmes et proses - en anglais. On sait qu'à l'exception des poèmes portugais de Mensagem, les livres publiés du vivant du poète furent, en 1918 et 1921, quatre recueils anglais. Ce n'est donc nullement la part mineure de l'œuvre. Comme le souligne Robert Bréchon, Pessoa « a Shakespeare avant Camoens ». Extension linguistique du jeu des masques ontologiques des hétéronymes, les poèmes anglais - aussi l'essai sur la gloire intitulé Erostrate qui figure dans le volume (4) - constituent une variation des grands thèmes de l'œuvre. L'érotisme, par rapport auquel les portugais restent pudiques, donne cependant à l'œuvre une tonalité particulière et inédite.

C'est encore l'exil intérieur, l'impossible retour, une ingratissable nostalgie que chante Pessoa : « Une langue inconnue parle en nous, dont nous / Sommes les mots, tournés contre le réel ».

Patrick Kéchichian

(1) Critique, Septembre 1988 : « L'épopée ». (2) Œuvres complètes de Pessoa, t. 1, la Différence, 1981, p. 270. (3) Un deuxième volume des Œuvres de l'Intranquillité complétant les fragments déjà publiés, et non prévu initialement, sera publié par Bourgois pour la rentrée. (4) Une traduction de ce texte, due à François Rosso, avec une postface de Claude Michel Cluny, avait paru à La Différence en 1987.

### BUREAUX D'ÉCRIVAINS

Marie Nimier

Après Dominique Rolin, Pierre Mertens, Nicolas Guilbert a rencontré la romancière Marie Nimier pour dessiner son « bureau d'écrivain ».

Page 12

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

Les flèches perdues

de Jean Genet

Les Éditions Solin publient, sous le titre Genet à Chateaubriand, l'ouvrage de l'auteur de Le sang d'un poète. L'un d'entre eux, retrouvé dans ses archives, relate en anglais et inédit en français, met à nouveau en lumière la passion qu'avait inspirée au poète la révolution palestinienne.

Page 12

### RENCONTRES IMAGINAIRES

Le vertige de Virginia Woolf

Après Schopenhauer interrogé par Roland Jaccard et Paul Valéry par Hector Bléniot, nous poursuivons notre série de rencontres imaginaires par un entretien avec Geneviève Brisac et Virginia Woolf parfois gagnée par la mélancolie : « Pour quel la vie est-elle si semblable à une bordure du trottoir ? Je regarde en l'air et le vertige me gagne ».

Page 14

### LETTRES ÉTRANGÈRES

Retour au Japon

Treize ans après, notre collaborateur Hiroshi Caccatry a retrouvé Tokyo, Kyoto, Kamakura, Onomichi, Hiroshima... Un vagabondage à travers le Japon ponctué de rencontres.

Page 10

## Barcelone est un roman

Avec Francisco Gonzalez Ledesma, la métropole catalane pleure sur son passé

**LA DAME DE CACHEMIRE**  
(La Dama de Cachemira) de Francisco Gonzalez Ledesma. Traduit de l'espagnol par Jean-Baptiste Grasset, Gallimard, 1991, 190 p., 120 F.

Montalban, Mendoza et Porcel nous ont appris que Barcelone est un immense roman, une fiction de toutes les extravagances, un territoire pour tous les désirs, lieu de la beauté et de la mesquinerie, théâtre des obsessions les plus invraisemblables. Avec Chronique sentimentale en rouge (1), les Rues de Barcelone (lire notre encadré page 15) et La Dame de Cachemire, Francisco Gonzalez Ledesma, journaliste de la Vanguardia et écrivain de romans policiers, vient lui aussi d'introduire dans ce roman inachevé quelques personnages où Barcelone pleure sur son passé

et s'attache à des personnages qui inspirent de la pitié et de la tendresse.

Aujourd'hui que la ville est un grand chantier, qu'elle est en train de devenir moderne et européenne, c'est-à-dire comme n'importe quelle capitale d'Europe, moins d'âme et plus de paraître, avec ce qu'il faut comme valeurs marchandes et le vulgaire inévitable, le romancier se laisse aller à la nostalgie. Il se moque du fait qu'elle ne tourne plus le dos à la mer, qu'elle élargisse ses avenues et qu'elle se pare de beautés sophistiquées. Il écrit : « Les grands temples de la convivialité ont été remplacés par des magasins de meubles à crédit », et constate que « Barcelone ne s'est pas développée au nom d'un grand rêve collectif, mais de mille rêves individuels et mesquins ».

Ses personnages sont d'un autre âge, d'une époque où le Barrio

chino était un repaire de malfaiteurs et de paumés petits dans leurs désirs, où les bars étaient des lieux de tragédies ou de drames pitoyables. Le héros de ces aventures apparemment policières, l'inspecteur Mendez, homme maladroit, sans ambition, qui a souvent ce qu'il entreprend, à l'intelligence très moyenne et à l'esprit lent. Il souffre de rhumatismes, est pauvre, a une logeuse, se définit comme « veilleur de nuit », laisse son pistolet chez lui de peur qu'on le lui vole dans le métro. C'est un policier mélancolique qui déteste les matins et arrive toujours trop tard sur les lieux du crime. Quand il se fait psychologue, il fait fuir ses interlocuteurs.

La Dame de Cachemire commence comme un film noir américain des années 50 : dans un passage obscur, Paquito se fait tuer par un faux handicapé qui lui avait demandé de l'aider à pousser

sa chaise roulante. L'enquête de Mendez ne sera pas rapide. Bien au contraire, elle va piétiner, embayer pour le romancier, qui va nous mener vers des personnages pittoresques et étranges comme Esther, la veuve de Paquito et Abel, l'ami de la victime, car entre les deux hommes existe un amour que bénit Esther, décrite comme « une femme immobile ; le monde un peu massif, pouvant accueillir tous les mensonges ; une femme-couverture », mais qui vit de rêves lointains, rêves que lui raconte Lali, une amie entretenue par un mystérieux Ricardo Mora qui lui fait voyager dans le monde. Lali parle de New-York, d'Inde, de Chine, de Singapour.

Tahar Ben Jelloun

Lire la suite page 15

(1) Ed. l'Atalante (voir « Le Monde des livres » du 27 septembre 1991).

VIENT DE PARAÎTRE

Jacques Darcanges

Contre le chômage : l'écologie au pouvoir

L'alternative : Redéploiement mondial d'industries nouvelles et d'Agricultures propres

Les Éditions de l'Écologie

Prix 94 F TTC  
DIFF : DISTRIQUE - BP 65 - LUCE Cedex























# ÉCONOMIE

## BILLET

### « Guerre » des docks

La promulgation, le 10 juin, de la loi - votée à une écrasante majorité - modifiant profondément le statut des dockers n'a pas, loin s'en faut, parfaitement éclairci l'horizon des ports. Gravement défaits par la volonté parlementaire, la CGT n'entend pas en rester là. Et, à l'occasion de l'application réglementaire et conventionnelle de la réforme, la Fédération nationale des ports et docks va chercher à reprendre ce que la loi a été à une corporation qu'elle contrôlait de A à Z depuis des décennies.

Si des accords paritaires sur la mensualisation des dockers ont été signés et commencent à être appliqués dans quelque 25 ports (par exemple à Cherbourg ou à Nantes), la « résistance » s'organise à Saint-Malo, Marseille ou Dunkerque. Les ouvriers de la cité corse sont menés par un leader particulièrement doctrinaire et veulent faire de leur port - qui jouxte la circonscription du secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin - un exemple dur. L'ensemble phocéen - où il faut bien distinguer Marseille de Fos, avec deux secrétaires des docks différents - sort d'une nouvelle grève désastreuse pour son image, tandis que certains dirigeants syndicaux ont tendance à reprocher à la Fédération nationale d'avoir eu, ces derniers mois, une attitude trop « résignée ». Quant à la « guerre » dans le port des Flandres, elle est quasiment insurrectionnelle. Deux syndicats de dockers et deux « chefs de guerre » se livrent une bataille sans merci. Des incidents graves (voitures endommagées, incendies, wagons de céréales vidés, bagarres) ont eu lieu le 5 août. Les dockers qui veulent travailler doivent le faire sous la protection des CRS. Le tribunal d'instance prononce des amendes et des sursis et chacun n'a qu'un mot à la bouche : « Exaspération ».

Les plans sociaux qui ont été adoptés dans la plupart des ports ne sont pourtant pas inintéressants : les dockers qui acceptent de quitter la profession peuvent recevoir entre 400 000 et 500 000 francs... d'indemnités. On attend maintenant (et l'on s'étonne) que M. Josselin publie l'important décret fixant par voie réglementaire le nombre maximum de dockers qui resteront intermittents (et continuant donc à bénéficier d'un statut proche de l'ancien régime de 1947) dans les six plus grands ports français. Un autre texte devra indiquer le taux plafond de chômage toléré dans chaque port. Quant à la négociation de la future convention collective, le patronat ne veut à aucun prix qu'elle réinvente le défunt statut des dockers, ce qui permettrait à la CGT, majoritaire, de faire triompher ses vues. Il devra donc trouver des « alliés » parmi les autres syndicats et au ministère du travail.

FRANÇOIS GROSRICHARD

Signature d'une convention-cadre sur les préretraites progressives dans le BTP. - Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et M. Martine Aubry, ministre du travail, ont signé, mercredi 5 août, une convention-cadre avec les organisations professionnelles et les syndicats du bâtiment et des travaux publics (BTP). Ce texte prévoit que 1 500 à 2 500 travailleurs de plus de cinquante-cinq ans partiront en préretraite progressive d'ici à la fin de 1993 et seront chargés, comme tuteurs, d'accueillir 750 à 1 250 jeunes recrutés de moins de vingt-cinq ans. Aux termes de cette convention, qui complète l'accord signé le 12 juin entre les organisations professionnelles et les syndicats (le Monde daté 14-15 juin), les tuteurs percevront 80 % de leur salaire - 30 % versés par le Fonds national de l'emploi et 50 % par les entreprises.

## Les dangereuses solutions de l'assurance-chômage

Les formules imaginées pour résoudre les difficultés financières de l'UNEDIC risquent de pénaliser les plus démunis

Combien seront-ils à être pénalisés par les nouvelles dispositions de l'accord signé par les partenaires sociaux, le 18 juillet, pour le régime d'assurance-chômage ? FO, qui demande toujours une « dérogation », évoque le chiffre de 71 000 exclus de toute indemnisation. La CGT parle de 113 000 victimes potentielles. En réalité, nul ne le sait avec précision. Aucune évaluation sérieuse n'a été faite des conséquences sociales que pourront avoir les décisions économiques prises.

Les négociateurs de l'accord sur l'assurance-chômage ont été instruits par l'expérience, puisque une situation analogue a fait des dégâts qui risquent de se reproduire. C'était en novembre 1982. M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des affaires sociales, intervint par décret pour « décaler » - sauver l'UNEDIC du gouffre. Résultat : 200 000 chômeurs ont été privés d'indemnisation et 200 000 autres, dont les préretraités, voient leurs allocations diminuer. En janvier 1984, la nouvelle convention se traduit par de nouvelles coupes chairs. Les conditions d'accès à l'assurance-chômage deviennent plus sévères, écartant certaines catégories, dont les jeunes et les femmes. Le niveau des prestations est revu à la baisse. Quelques mois plus tard, à l'automne, le système de chômage non indemnisé se gonfle dangereusement. L'opinion, stupéfaite, découvre l'ampleur du phénomène : on parle des « nouveaux pauvres ». Très vite, l'Etat, puis les partenaires sociaux, arrêteront de nouvelles dispositions pour endiguer le flux montant et corriger les injustices les plus flagrantes. Plus tard, il faudra inventer le revenu minimum d'insertion.

L'histoire va-t-elle se répéter ? Il est certain que les nouvelles dispositions en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> août vont modifier les conditions d'indemnisation de nombreuses catégories, diminuer les prestations de la plupart des chômeurs - sauf des cadres - et, comme on le dit pudiquement, produire d'autres comportements. Progressivement, à mesure de l'entrée

dans le chômage de nouvelles personnes, on verra se définir un nouveau paysage dont on ne tirera pas à savoir s'il est explosif ou non. En tout état de cause, la date du 1<sup>er</sup> avril 1993 sera déterminante puisque, à ce terme, tous les allocataires - y compris ceux convertis par l'ancien régime - se verront appliquer les nouvelles règles.

C'est clair, les plus pénalisés seront les salariés qui ont effectué les durées de travail les plus courtes, et donc ont peu cotisé. Parmi eux se trouvent beaucoup de jeunes et de femmes que le développement du travail précaire condamne à des allers et retours entre l'emploi et le chômage. Dans le pire des cas, ils seront exclus de toute indemnisation. Au mieux, ils seront pris en charge pendant des périodes plus courtes. Alors que 3 mois de travail au cours des 12 derniers mois ouvrent droit à 3 mois d'allocations, ils devront justifier de 4 mois de travail au cours des 8 derniers mois pour être indemnisés. De même, à 6 mois de travail au cours des 12 derniers mois correspondant, pour les moins de 30 ans, 15 mois d'indemnisation au maximum (avec les prolongations éventuelles, dont 7 mois en cas de fin de droits), et pour plus de 30 ans, 21 mois (dont 12 mois d'allocation de fin de droits). Maintenant, ils auront l'allocation unique dégressive pendant 7 mois, dont 4 au taux plein.

### Les cadres avantagés

Pour les autres, anciens salariés « normaux », en fait, il faudra avoir travaillé 6 mois dans l'année pour obtenir les droits qui étaient accordés après 6 mois, il faudra avoir travaillé 14 mois, au cours des 24 derniers mois, pour avoir une couverture sensiblement égale à celle qui était offerte avant le 1<sup>er</sup> avril 1993. Pour les moins de 30 ans, au cours des 12 mois, le salaire a cotisé pendant 10 ans au

cours des 15 années. Ainsi, par glissement, les conditions d'accès sont rendues plus contraignantes, il y a un moment où l'emploi de longue durée se fait plus rare, même si les signataires de l'accord soulignent, à juste titre, que les périodes d'indemnisation demeurent inchangées pour la majorité des chômeurs. Encore faut-il noter que les chômeurs âgés de moins de 25 ans sont moins bien protégés que les 25 à 49 ans, lesquels le sont également moins que les 50 ans et plus, là où l'ancien régime n'opérait une distinction qu'entre les moins et les plus de 50 ans.

Dans une hypothèse désagréable - et si leur attitude ne s'en trouve pas modifiée ou, comme c'est malheureusement probable, si la possibilité de trouver plus vite un emploi se restreint - toutes ces catégories éprouveront des difficultés croissantes. Privés d'indemnité, définitivement ou temporairement, elles viendront grossir les rangs de ceux qui se tournent vers l'Etat, soit pour obtenir l'allocation spécifique, au titre du régime de solidarité, soit pour réclamer le bénéfice du RMI. Cette éventualité inquiète au sein du gouvernement, alors que, pour faire admettre une augmentation temporaire de la cotisation au CNPF, les pouvoirs publics ont accepté une baisse provisoire des cotisations pour les accidents du travail, le temps de récupérer le surplus de 1,6 milliard de francs, trop perçu.

Mais - et à supposer que le scénario n'aille pas jusqu'à la catastrophe - beaucoup de chômeurs, indemnisés, le seront à des niveaux moins élevés que par le passé. Le décompte global des sommes à percevoir, effectué par la CFDT pour un salarié « moyen » et pour un salarié, tend certes à prouver que le chômeur sortira gagnant de l'application de l'allocation unique dégressive. Il existe pourtant des situations moins favorables, qui correspondent aux cas litigieux, une fois encore, des très nombreux précaires. Quand bien même, le raisonnement - en raison de la dégressivité, il suppose que le chômeur aille

jusqu'au bout de ses droits pour tirer profit du système. Ce qui le conduirait au chômage de longue durée et l'éloignerait de l'emploi.

En revanche, le mécanisme de la dégressivité apporte un avantage indéniable aux cadres et aux salariés les plus élevés. Hypocritement, la CFDT estime que ce profit, reconnu, n'est que la reconnaissance d'un état de fait, lui-même... Et comme un avatar du régime précédent. En effet, proportionnellement, les cadres obtenaient plus souvent des prolongations d'indemnité, parce qu'ils savaient mieux préparer leurs dossiers que les chômeurs « normaux ». Si cela rejoint la CFE-CGC, heureuse de l'aboutir quand le chômage des cadres s'accroît, FO ne déçoit pas, à bon droit, et crie à l'injustice. Pour tenter un correctif, M. Marc Blondel aurait voulu que la cotisation supplémentaire de 0,50 %, appliquée depuis... sur la partie des salaires supérieurs au plafond de la Sécurité sociale, soit portée à 1 %. Mais personne n'a entendu cette proposition.

### Inaptitude médicale

Avec le recul, aussi, des dispositions semblaient logiquement favorables aux chômeurs âgés - ou, plutôt, aux salariés âgés. L'objectif était de freiner leur licenciement - pourraient être moins qu'on s'imaginait. Modulées de 1 mois à 12 mois de salaire à partir de 50 ans, la contribution « Delalande » ne sera pas versée, précise le texte, par les entreprises de moins de vingt salariés qui procéderaient à une rupture de contrat de travail dans l'année. En réalité, cette mesure pourra donner lieu à des abus, car l'UNEDIC et l'INSEE ne peuvent pas distinguer les établissements de petite taille, parties intégrantes d'un groupe, des entreprises proprement dites. En outre, une brèche a été ouverte avec la dérogation au paiement accordée

quand la... justifiée par l'inaptitude au travail constatée par le médecin... travail et non par une instance extérieure, comme les commissions de reclassement professionnel des handicapés. On risque d'assister, ici ou là, à des licenciements de plus de 50 ans accompagnés de certificats médicaux...

A tous ces problèmes techniques posés par l'accord UNEDIC, s'ajoutent des questions de fond. En renouant la pénalisation de 1 500 francs par licenciement, introduite dans le protocole de décembre 1991, et qui avait certes... rendement, les partenaires sociaux tournent le dos à la logique esquissée depuis 1987. Des congés de conversion en passant par l'allocation de formation-reclassement, ils avaient, peu à peu, pris leur part dans les politiques de l'emploi et... chômeurs à... rapidement à l'emploi. Appellés à la responsabilité, ils avaient ensuite voulu sanctionner les chefs d'entreprise utilisant trop facilement le régime d'assurance-chômage pour leurs seuls soucis de gestion.

Aujourd'hui, tout se passe comme si les employeurs ne devaient pas être obligés de tirer les conséquences financières de leurs actes, alors que les plans sociaux se multiplient dans... usement, comme l'a rappelé M. Martine Aubry. Pis, on aggrave le... travailleurs précaires quand ces formes d'emploi se répandent et sont devenues un mode de fonctionnement naturel. Et les restrictions apportées à l'indemnisation sont conçues comme des aiguillons pour accélérer la recherche d'un poste de travail, au moment où les créations d'emplois supplémentaires... et où les embauches se font... Dans six mois, lors de la discussion de la prochaine convention, ou dans un an, on regrettera sûrement d'avoir ainsi amorcé une machine infernale. M. Blondel le dit. Il n'est pas le seul à le penser.

ALAIN LEBEAUBE

## Le développement du travail à temps partiel. Le patronat et les syndicats n'attendent pas de nouvelles créations d'emplois

Le plan sur la relance du travail à temps partiel, annoncé mercredi 5 août, en conseil des ministres, par M. Martine Aubry, ministre du travail (le Monde du 6 août) a suscité des réactions mitigées de la part des partenaires sociaux.

Si la CGC-CFE a accueilli « le plus grand intérêt » le dispositif annoncé, estimant que le gouvernement a pris enfin de « bonnes mesures », la CFDT n'attend « pas pour autant de grandes retombées sur le plan de l'emploi » et s'interroge sur le coût et les modalités de financement par l'Etat des exonérations de charges sociales envisagées. Scepticisme partagé par Force ouvrière qui estime que « le partage du travail n'a pas été et n'est pas une réponse appropriée au problème du chômage ». Selon M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, la réduction des charges sociales accordée aux employeurs risque de « pénaliser la Sécurité

sociale, et son efficacité en terme de création d'emplois... à démontrer ».

La CGT souligne également que le plan de M. Aubry n'aura « pas la moindre portée positive sur l'emploi » et juge « préjudiciable » l'abattement de 30 % des charges patronales. Sécurité... En revanche, la CFDT félicite que le gouvernement ait « pas cédé à la facilité d'un abattement généralisé (des charges sociales patronales) » garanties préalables ni contrôle... elle déplore que « seule l'entreprise bénéficie d'un avantage financier ». Enfin, le CNPF juge « positives » l'exonération de charges sociales en faveur des entreprises qui développent le temps partiel, mais estime qu'il ne faut pas en attendre « d'effet spectaculaire et immédiat sur l'emploi ».

O. P.

## Annouçant des négociations en septembre M. Delebarre souhaite étendre le « partage du travail » dans la fonction publique

Alors que M. Martine Aubry, ministre du travail, présentait, mercredi 5 août, le plan du gouvernement destiné à relancer le travail à temps partiel (le Monde du 6 août), M. Michel Delebarre, ministre de la fonction publique, a également annoncé, au cours du conseil des ministres, un ensemble de mesures destinées à développer le travail à temps partiel dans les trois... publiques de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux.

« Que la fonction publique joue « son rôle » dans « la bataille de l'emploi » engagée par le « partage du travail », précise-t-on au ministère de la fonction publique, chaque ministère devra définir, pour le 1<sup>er</sup> octobre, son propre programme de développement du travail à temps partiel, avec pour priorité « l'organisation du remplacement des personnes absentes » et « l'amélioration de la

gestion prévisionnelle... effectifs ». Pour... immédiates, « à règle selon laquelle les emplois... ne sont qu'en partie pour... sera plus appliqué aux emplois dégragés par le... au... parti », a précisé M. Delebarre.

Le ministre a également annoncé que des négociations s'engageront en septembre avec les organisations syndicales - à partir d'un rapport du commissaire au Plan, M. Jean-Baptiste Foucault, récemment nommé - pour le premier ministre - afin d'aménager le régime juridique du temps partiel « dans... plus large... celui de la semaine » et d'encourager la cessation progressive d'activité... dispositif... permis, en 1991, à... fonctionnaires titulaires de plus de 55 ans de travailler à mi-temps jusqu'à la... en touchant... de... traitement.

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Tous... bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## OUI

### AUX OPCVM DU CREDIT LYONNAIS

SLIVARENTE  
SLIVAFRANCE  
INVESTILION FRANCE I  
pour bénéficier des avantages du prochain PEA

Trois OPCVM de la gamme des produits de placement collectifs distribués par le CREDIT LYONNAIS peuvent d'ores et déjà permettre aux investisseurs de bénéficier des avantages du prochain « Plan d'Epargne en Actions ».

Il s'agit de deux SICAV - SICAV MIXTE SLIVAFRANCE - et d'un Fonds Commun de Placement - INVESTILION FRANCE I -, ces trois organismes ayant pris l'engagement de détenir au minimum le pourcentage d'actions françaises prévu par la loi.

INVESTILION FRANCE I a opté pour la capitalisation de ses dividendes en 1990, alors que SICAV 5000 et SLIVAFRANCE distribuent un revenu annuel.

Il convient d'observer que, pour ces deux OPCVM de distribution, la performance, calculée sur une période de huit ans (fin juillet 1984 - fin juillet 1992) en supposant que les coupons bruts (dividendes et crédits d'impôt) ont été réinvestis chaque année, ressort respectivement à :

190,78 % pour SICAV 5000  
186,02 % pour SLIVAFRANCE

Enfin, à compter du 3 août 1992 jusqu'au 30 octobre 1992, le CREDIT LYONNAIS offrira aux investisseurs la possibilité de souscrire à chacun de ces trois OPCVM en franchise de tout droit d'entrée (lequel est en temps normal de 2,75 %).

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS

CREDIT LYONNAIS  
FONDS COMMUNS DE PLACEMENT









## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 6 AOUT

**Cours relevés à 14 h 00**[illegible]

**COMPTANT** (selection)

**SICAV** (selection)

## 5/8

[illegible]

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

**Renseignements**  
**46-62-72-67**

**Hors-cote**

Beta Hydro Energy	284
Caloptex	86 10
C.G.H. Cogener.	3 96
Cypress	615
Danco Associates	339
Electro-Sungar	311
Europ. Comm.	81
Europ. Securis Ind.	20
Gasco S.A.	36
Gay Daguerre	402
Lectures du Monde	186
Nicolet	1200
Paradi. Perso.	250
Quindici	46
Riviera N.V.	220 10
St. John-Eberhard	1802
S.E.P.R.	1648
S.M.T. Group	0 40
S.P.R. sec. B.	235
Wentworth	1200

### Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 5/8	COURS DES achet
Eaux Usés (1 m3)	4 897		4 7
Eau (1 m3)	8 981		
Alginate (100 dm)	387 800		328
Berges (100 dm)	46 432		15 8
Papier (100 g)	239 870		225
Indes (1000 kg)	4 468		45
Indes (100 kg)	97 780		82
Gde Embrasse (1 U)	3 553		9 2
Géce (100 dm)	2 748		2 4
Subide (100 dm)	374 880		368
Subide (100 dm)	53 040		
Norvège (100 g)	85 820		82
Autriche (100 g)	48 100		66 6
Europe (100 g)	5 294		5
Portugal (100 g)	4 580		4 3
Canada (1 S 2nd)	2 718		2 6
Spain (100 g)	3 622		3 6

## Marché libre de l'o

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS d'aujourd'hui
5.2		
3/4	56500	57000
1/8	57500	57800
308	328	3
7	401	4
10	328	3
3	328	3
385	1875	17
17	945	9
48.5	580	5
5.8	540	5
4.4	2140	2100
4.4	242	
4		

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché comin



## AGENDA

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 5 août, au Palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. A l'issue des travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux points.

- **Référendum du 20 septembre 1992** (Nos dernières éditions du 6 août et lire page 6.)
- **Le travail à temps partiel dans la fonction publique** (Nos dernières éditions du 6 août et lire page 17.)
- **Le développement du travail à temps partiel et des préretraites progressives** (Le Monde du 6 août et lire page 17.)

### Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, réuni mercredi 5 août, a procédé, sur proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, au mouvement préfectoral suivant :

**OISE : M. Michel Mathieu**  
M. Michel Mathieu, préfet de l'Eure, est nommé préfet de l'Oise, en remplacement de M. Philippe Masson, nommé le 22 juillet préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme.

[Né le 25 juillet 1944 à Montpellier (Hérault), ancien élève de l'ENSA, M. Mathieu a été chargé de mission auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie en 1974 puis, l'année suivante, chef de la subdivision administrative de la côte est de la Nouvelle-Calédonie.

Il est sous-préfet de Briançon (Hautes-Alpes) en 1977, puis de Cognac (Charente) en 1979, avant d'être nommé, en 1981, secrétaire général de la Corse-du-Sud. En 1983, il devient directeur du cabinet du directeur général de la police nationale, puis secrétaire général de la préfecture de l'Eure, l'actuel préfet en 1985, il est nommé secrétaire général pour l'administration de la police de l'Eure. Il était préfet de l'Eure depuis le 30 juillet 1989.]

### PARIS EN VISITES

#### VENDREDI 7 AOUT

« Du passage du Grand-Cerf restauré au passage Brady à restaurer (deuxième parcours) », 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autotour).

« L'île Saint-Louis pas à pas. De l'hôtel de Lauzun à l'hôtel Lambert en passant par l'hôtel Chenizot », 11 heures, 16 heures et 17 h 15, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtels, auberges et palais du Marais », 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste.

« Visite et concert en l'hôtel de Soubise », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (P.-Y. Jaslet).

« Le parc Georges-Brassens », 14 h 30, 2, rue Croixdela (Tourisme culturel).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, platanes et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (H. Houlier).

« Le faubourg Saint-Antoine », 14 h 30, au pied des marches de l'Opéra Bastille (Europ expo).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le parc de Bagatelle et les sculptures de Moore », 14 h 45, entrée du parc (Regards).

« Approche de l'art et de la religion orthodoxes à la cathédrale russe » (limité à 30 personnes), 16 heures, 12, rue Daru.

« L'un des plus longs chemins de l'histoire parisienne : Saint-Sulpice et ses cryptes », 16 heures, façade principale de l'église (Monuments historiques).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autotour).

« Exposition : Du Tago à la Mer de Chine, au musée Guimet », 15 heures, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

« Jardins secrets et chemins inconnus de la butte Montmartre », 15 heures, métro Place-Clichy, sortie Caidincourt (C. A. Messier).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais sud », 15 heures, métro Saint-Paul-le-Marais.

« Les hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul-le-Marais (Lutheo-visites).

« Le parc de la Villette, l'eau, les sons et les lumières, une promenade nocturne », 21 heures, métro Porte-de-Pantin, devant la fontaine aux Lions (Regards).

### La protection des consommateurs pendant les vacances

Le secrétaire d'État aux droits des femmes et à la consommation a présenté une communication sur la protection des consommateurs pendant les vacances.

Dans les régions touristiques, l'augmentation brutale de la demande au cours de l'été est souvent à l'origine de difficultés préjudiciables aux consommateurs. Certaines activités de loisir créent aussi des risques particuliers en matière de santé et de sécurité.

Comme les années précédentes, une opération associant onze ministères a été organisée pour protéger les consommateurs. Elle s'étend à l'ensemble du territoire mais ses moyens sont surtout concentrés dans trente-huit départements touristiques.

1. Les services extérieurs de l'État s'assurent du respect des règles destinées à protéger les consommateurs, notamment celles relatives à la publicité et à l'affichage des prix. Une attention particulière est portée aux locations saisonnières, notamment au moment de la réservation.

2. Comme en 1990 et 1991, un numéro vert permet aux vacanciers d'être orientés et aidés dans leurs démarches.

3. Depuis le début de la saison touristique, huit mille deux cents établissements ont été contrôlés : six cent quatre-vingt-six infractions ont été relevées ; 3 400 lieux de dangers avérés ont été éliminés ; seize établissements, dont douze restaurants, ont été fermés pour hygiène insuffisante.

### Au ministère de l'Intérieur

#### M. Georges Query est nommé chef du service des voyages officiels

M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, a récemment nommé, par arrêté, M. Georges Query chef du service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités. Conseiller pour les affaires de police auprès de M. Pierre Joxe, puis de M. Philippe Marchand, M. Query avait quitté le cabinet du ministre de l'Intérieur depuis l'arrivée de M. Quilès place Beauvau.

[Né en 1946, nommé commissaire de police en 1973 à sa sortie de l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), M. Query fut d'abord affecté à la Brigade de la voie publique de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris. Successivement chef de section à la Brigade des stupéfiants, chef adjoint de la Brigade de recherches et d'interventions (BRI), directeur adjoint de la Brigade de la Brigade de répression du banditisme (BRB) et enfin chef de l'antiterrorisme, il fut nommé, en 1983, conseiller au cabinet de Joseph Francheschini, secrétaire d'État à la sécurité publique. Un an plus tard, il devint chef adjoint de l'Unité de coordination et de lutte antiterroriste (ULAT) au ministère de l'Intérieur, dont il prit la direction en 1989. Cette même année, M. Joxe, alors ministre de l'Intérieur, le nomma, à son cabinet, conseiller pour les affaires de police, poste qu'il conserva auprès de son successeur, M. Marchand. Commissaire principal en 1979, puis divisionnaire en 1984, Georges Query est contrôleur général depuis 1989.]

### DÉCLARATION D'ABSENCE

M. C. PAULMIER, avocat, 184, avenue Victor-Hugo, 75016 Paris. Par jugement non définitif, le chambre du conseil du tribunal de grande instance de NANTERRE a, le 30 juin 1992, déclaré en état d'absence M. Bernard Gabriel Charles DUFRÈRE, né à Paris le 3 juillet 1930, de nationalité française, de profession inconnue, et ayant demeuré en dernier lieu 10, rue Édouard-Detaille à BOULOGNE-BILLANCOURT et qui n'a pas reparu à son domicile ni donné de ses nouvelles depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1991.

Le tribunal a dit que des examens du jugement seront publiés dans deux journaux dans le délai de deux mois à compter de son prononcé.

Le Monde sans visa

### Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. sf mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

**LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD**. Galerie de la BPI. Jusqu'au 28 septembre.

**LA DATON PIERRE MATISSE**. Sala d'art graphique MNAM. Jusqu'au 13 septembre.

**ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE**. Cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage. Jusqu'au 28 septembre.

**MANIFESTE**. Trente ans de création en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

### Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-46-14). Mer, ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAVÉ**. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.

**CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HÉBERT (1817-1898)**. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

**MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA**. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

**PHOTOGRAPHIE : ACQUISITIONS RÉCENTES (1990-1992)**. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

### Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.J. sf mar. de 9 h à 18 h. Nocturne un lun. sur deux et le mar. jusqu'à 22 h.

**L'IL DU CONNAISSEUR : HOMMAGE A PHILIP POUNCEY**. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

**Musée d'Art moderne de la Ville de Paris**

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 30.

**HOMMAGE A ANDRÉ CADÈRE**. Exposition-dossier. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

**BRICE MARDEN**. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

**OPALKA**. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

**MICHEL VERLUX**. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

### Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU 1902-1912**. Films, (44-13-17-17). T.J. sf mar. et mer. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

**Galerie nationale du Jeu de paume**

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. sf lun. de 12 h à 19 h, sam. dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Visites-conf. jeu. à 12 h, sam. à 16 h, dim. à 11 h.

**HELIO OTTICIA (1837-1980)**. Rétrospective. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 août.

### MUSÉES

**ALCHINSKY**. Musée de la Marine, palais national de la Marine, 19, quai de la Marne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.

**L'ARCHITECTE FOU DE SUCRE**. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 août.

**ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES : LES CINÉMAS DE PICASSO**. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-26-21). T.J. sf mar. de 9 h à 18 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 14 septembre.

**AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA**. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (42-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

**LES COULEURS DE LA SEINE**. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

**DENISE COLOMB**. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (42-23-36-53). T.J. sf mar. de 9 h à 18 h 15, mar. jusqu'à 22 h.

**DE BONNARD A BASILEZ**. Bibliothèque nationale, galerie Marmottan et Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

**DESIGN 1950-1980**. Cinquante acquisitions du Fonds national d'art contemporain. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 septembre.

**LE DESSIN ET L'ARCHITECTE**. Encadrement dans les collections de l'Académie d'architecture. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-78-28-63). T.J. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 8 septembre.

**DU TAGE À LA MER DE CHINE**. Une épopée portugaise. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 32 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 5 septembre.

**GLOIRE AUX VIGNERONS**. Musée Bou-

chard, 25, rue de l'Yvette (45-47-63-46). Mer, et sam. de 14 h à 18 h. Fermé les 15 derniers jours de chaque trimestre. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 novembre.

**LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES**. Muséum national d'histoire naturelle, galerie de botanique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h. Groupes scolaires sur rendez-vous au 43-36-64-28. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 septembre.

**GUERIN ET DELACROIX**. Musée national Eugène-Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). T.J. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 septembre.

**LES HERBES DE LA SAINT-JEAN, GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE**. Jardin des Plantes, pavillon d'essai, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

**IMAGES D'AMÉRIQUE 1980-1990, LES MAGAZINES À L'AFFICHE**. Et les aventures publicitaires d'un dromadaire. Musée de la publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf lun. et mer. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 septembre.

**SHERRIE LEVINE**. Fondation nationale des arts. Hôtel des Arts, 11, rue Beryer (42-56-71-71). T.J. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 août.

**MARY ELLEN MARK : 25 ANS DE PHOTOGRAPHIE**. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 13 octobre.

**LA MÉNAGÈRE DU PALAIS**. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octobre.

**MODE ET LIBERTÉS**. Musée des arts et de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. sf mar. de 10 h à 18 h, nocturne le mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 octobre.

**GUSTAV-ADOLF MOSSA**. L'œuvre symboliste : 1903-1918. Pavillon des arts, 101, rue Bonaparte (42-33-62-30). T.J. sf lun. et jours fériés de 12 h à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

**PATRIMOINE MONDIAL**. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.J. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

**PIER LUIGI PIZZALI**. Bibliothèque du palais Garnier, Opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

**SPECTACLES DE CHINE**. Bibliothèque Nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 2, rue de la Harpe (42-33-62-30). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h. Jusqu'au 31 août.

**TINGATINGA**. Peintures de Tanzanie. Musée national des arts africains et océaniques, 283, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h. Jusqu'au 31 août.

**TOUS PARENTS, TOUS DIFFÉRENTS**. Musée de l'Homme - galerie d'anthropologie, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-63-70-90). T.J. sf mar. et fêtes de 9 h à 17 h 15. Entrée : 20 F. 25 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 30 novembre.

**TRADITION ET MODERNITÉ**. Musée Cernuschi, 7, av. Vélazquez (45-63-50-75). T.J. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

**UN VOYAGE GOURMAND. 80 AFFICHES DE GASTRONOMIE DE 1980 À 1990**. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-55-30-17). T.J. sf mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

**VAN CLEFF & ARPELS**. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Sicile (47-20-85-23). T.J. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences le jeu. et sam. à 14 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 octobre.

**PIERRE ANTONIUCI**. Carré des Arts, parc floral de Paris, esplanade du Château (45-65-73-92). T.J. sf lun. et mer. de 10 h à 18 h 15 et de 14 h à 16 h 45. Jusqu'au 27 septembre.

**BELLEUIL - BELLEVILLE**. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.J. sf lun. de 13 h à 18 h. Projections de films du mar. au dim. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

**BLUUX DE RÊVE, RÊVE DE BLUUX**. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-25-19). T.J. sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 octobre.

**COLLECTION CAISSE DES DÉPÔTS**. Nouvelles acquisitions. Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-48-94-63). T.J. sf mar., dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Exposition fermée du 1<sup>er</sup> au 31 août. Jusqu'au 17 octobre.

**LES COLLECTIONS PERMANENTES DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS**. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, rue de la Harpe (47-02-50-03). T.J. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 septembre.

**CUISINES ET TABLES MEXICAINES**. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-48-18-28). T.J. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Répertoire de l'exposition du 1<sup>er</sup> au 10 septembre. Jusqu'au 31 août.

**LE GRAND HÉRITAGE**. Sculptures de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 60, av. Victor-Hugo (46-00-01-50). T.J. de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

### LES JARDINS DU BARON HAUSS-

MAIRIE. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-67-27-00). T.J. sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Réserv. groupes : 42-97-27-20. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

**MOHAMMAD OMER KHALIL**. Institut du monde arabe, galerie d'art et d'essai, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-30-38). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

**MOORE A BAGATELLE**. Parc de Bagatelle, bois de Boulogne (40-67-67-00). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 8 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

**BRIGITTE NAHON, LEO DELARUE, BASSERODE, FREDERIC FENOLAR-BATE, BRUNO**. Carboneat, Oleg Kornev, Franck Péquignat, Brigitte Ziegler. Hôtel Esplanade, 2-4, rue Carpeaux (45-27-52-62). T.J. sf lun. et mer. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

**DOMINIQUE PERRAULT, ARCHITECTE**. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (45-33-60-36). T.J. sf lun., mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 septembre.

**LJUBOMIR RAJCEVIC**. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin (42-72-50-50). T.J. sf dim. de 11 h à 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

**SEVILLE : LE PARI ANDALOU**. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillet (42-57-61-64). T.J. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 18 septembre.

**MOON SHIN**. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.J. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

**TERRES SECRÈTES DE SAMARCANDE**. Céramiques du VIII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècles. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-30-38). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

**ZADKINE**. Couvert des cordeliers, 15, rue de l'École-de-Médecine (43-28-45-73). T.J. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 septembre.

### GALERIES

**JOSEPH CORNELL**. Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debilly (42-77-15-37). Jusqu'au 20 septembre.

**MIRO**. Galerie Maeght, hôtel Le Rebour, 12, rue Saint-Martin (42-78-43-44). Jusqu'au 20 août.

**POUR UN MILLION TROIS CENT VINGT SIX MILLE CINQ CENTES**. PESAINTS D'OR. Installation de Arlequin, Popp et Todor Harizan. Gallery Inter Art Gallery, 8, passage Thiers (48-07-20-17). Jusqu'au 30 août.

**CY TWOMBLY**. Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debilly (42-77-15-37). Jusqu'au 31 août.

**VIVE LA FRANCE**. Galerie Gérard Pitar, 78, avenue des Champs-Élysées (43-69-90-07). Jusqu'au 12 septembre.

**VERSAILLES**. Les Jardins de Versailles et de Trianon. D'André Le Nôtre à Richard Mique. Musée national du château de Versailles (80-64-70-00). T.J. sf lun. de 9 h à 18 h 30. Entrée : 31 F (donnant l'accès au château). Jusqu'au 27 septembre.

**SAINT-DENIS**. Lucien Laurin, rétrospective. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 septembre.

**SAINT-DENIS**. Lucien Laurin, rétrospective. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). T.J. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 septembre.







L'appréciation annuelle du CSA

Le bilan 1991 de M6 est jugé positif mais perfectible

Le Conseil supérieur de l'audio-visuel (CSA), qui, comme chaque année, se livre à une analyse globale de l'activité des chaînes de télévision vient de rendre publiques ses conclusions sur le bilan de M6. Le chiffre d'affaires et l'audience sont en hausse, et les résultats financiers en nette amélioration.

La hausse du chiffre d'affaires (743 millions de francs, 23,7 % d'augmentation) et la « diminution » des pertes (1,3 milliard de pertes cumulées depuis le lancement de la chaîne) amènent le CSA à penser que l'équilibre « devrait être atteint » en 1992.

En matière de programmation, le bilan 1991 révèle quelques « manques ». Les fictions américaines représentent 85,7 % des programmes en prime time, bien que la chaîne ait « développé » ses magazines documentaires et « réajusté » la part des vidéoclips « au profit de magazines musicaux plus élaborés ».

Les quotas de diffusion d'œuvres communautaires et francophones sont atteints sur l'ensemble de la grille, mais ils sont encore « inférieurs aux minima prescrits » entre 14 heures et 1 heure. La chaîne devra donc modifier sensiblement sa programmation pour être conforme, sur ce point, à la loi.

Le quota annuel de production d'œuvres audiovisuelles françaises est « respecté » pour 1991 (21,55 % du chiffre d'affaires contre 20 % requis), mais M6 doit s'engager à des investissements supplémentaires : 5 millions de francs pour le dessin animé, 52,7 millions de francs pour la fiction, en raison d'engagements antérieurs non respectés, et 3,2 millions de francs pour le cinéma.

Enfin, une procédure de sanction est toujours en cours au Conseil d'Etat pour « non-respect » d'engagements dans la diffusion de programmes francophones et d'émissions musicales pour jeunes.

Le contentieux territorial entre la Russie et le Japon

Moscou souhaite que les Etats-Unis participent aux négociations sur les îles Kouriles

TOKYO

de notre correspondant

A la suite des entretiens qu'ont eus, mercredi 5 août, à Tokyo, le premier ministre Kiichi Miyazawa et le vice-premier ministre russe, M. Mikhail Poutine, on semble avoir bon espoir d'un accord sur le contentieux territorial entre les deux pays lors de la visite à Tokyo de M. Eltsine, le 13 septembre. Ce litige, qui porte sur quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, a jusqu'à présent empêché une normalisation complète des relations nippo-soviétiques, et en particulier la signature d'un traité de paix. M. Poutine a écarté l'hypothèse d'un report de la visite de M. Eltsine.

Bien qu'il n'ait pas donné de précision sur les propositions de M. Eltsine, M. Poutine a déclaré au quotidien *Asahi* publié jeudi que « la normalisation totale des relations entre le Japon et la Russie implique la solution de la question territoriale », et que le seul texte pouvant servir de base aux négociations était la déclaration conjointe de 1956 préconisant la restitution de deux des quatre îles, Habomai et Shikotan. Il a ajouté que les deux autres îles devaient être également l'objet de négociations. Une déclaration interprétée par *l'Asahi* comme indiquant que la Russie est prête à discuter de l'ensemble du contentieux territorial, comme l'ont toujours exigé les Japonais. Ces derniers ont rappelé qu'ils ne demandaient pas une

solution immédiate du problème mais souhaitaient que la visite de M. Eltsine constitue un « tournant historique », selon l'expression de M. Miyazawa, dans les relations entre les deux pays. Une indication que Tokyo subordonne le développement de ses liens avec Moscou — et en particulier l'octroi d'une aide accrue — à la restitution des Kouriles.

M. Poutine s'est montré très intéressé par la manière dont avait été résolue la restitution au Japon de l'archipel d'Okinawa, occupé par les Américains entre 1945 et 1972. « Le cas d'Okinawa constitue un précédent important en matière de garantie des droits des habitants et de réforme de la législation », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Les deux plus grandes des quatre îles contestées, Etorofu et Kunashiri, posent des problèmes d'un autre ordre que les deux petites, dont l'une n'est pas habitée et la seconde l'est peu. Etorofu notamment a une importance stratégique, contrôlant les principaux détroits d'un chapelet d'îles qui forment une défense naturelle du continent russe dans le Pacifique.

Moscou, qui compte retirer d'ici un à deux ans ses troupes d'Etorofu, entend éviter que ce départ se traduise par une menace contre la Sibirie orientale. C'est pourquoi les Russes proposent que les Etats-Unis prennent part aux négociations sur la restitution des Kouriles du sud, qui « ne créent dans la région un vide que nous ne souhaitons pas voir combler, par exemple par les Etats-Unis », avait déclaré M. Poutine lors de sa visite à la veille de son départ pour Tokyo. Il est souhaitable que les Etats-Unis participent aux négociations sur la délimitation du bassin Pacifique. « Mais nous ne savons pas encore si Washington acceptera », a-t-il précisé à Tokyo. Le ministre nippon des affaires étrangères a accueilli cette proposition avec beaucoup de réticence.

LUCIEN GEORGE

PHILIPPE PONS

A moins d'un mois des élections

La plupart des personnalités chrétiennes du Liban demandent un report du scrutin

BEYROUTH

de notre correspondant

A l'issue d'une réunion sous l'égide du patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, plusieurs personnalités chrétiennes libanaises, dont vingt-quatre députés et quatre ministres, ont demandé, mercredi 5 août, le report des élections législatives libanaises, prévues à partir du 23 août, « dans l'intérêt supérieur de la nation et pour sauvegarder l'unité du peuple libanais ». Cette assemblée représentait l'essentiel des dirigeants de la communauté chrétienne, particulièrement maronite, mais elle ne représentait pas pour autant le point de vue de l'ensemble des chrétiens du Liban. Les maronites des régions autres que le mont Liban et Beyrouth et la communauté grecque orthodoxe étaient en particulier sous-représentés.

Pour bon nombre de participants au demeurant, la demande d'ajournement du scrutin semblait davan-

lage avoir pour but de prendre date, chacun étant prêt à « reprendre sa liberté » et à faire acte de candidature aux élections à venir. L'objectif de démontrer que chacun participe aux élections à contre-courant aurait ainsi été atteint. Il est significatif qu'à ce jour la campagne contre les élections se compose pas de mot d'ordre de boycott.

Tous les signaux en provenance de Damas indiquent que les autorités syriennes sont toujours aussi déterminées à voir les élections se dérouler aux dates prévues. Dans leur sillage, les trois présidents libanais — de la République, du conseil, du Parlement — tiennent le même langage. Une délégation des assises chrétiennes, comprenant les députés Albert Moukheiber et Boutros Harb, était chargée de les convaincre de soumettre à l'ajournement demandé. Elle ne disposait, pour ce faire, que de la journée de jeudi.

Trois mois après les émeutes aux Etats-Unis

Les quatre policiers de Los Angeles sont de nouveaux inculpés

LOS ANGELES

correspondance

Un peu plus de trois mois après les émeutes de Los Angeles, un tribunal fédéral de la ville a annoncé, mercredi 5 août, l'inculpation pour « violation des droits civiques » des quatre policiers blancs qui avaient passé à tabac l'automobiliste noir Rodney King, le 3 mars 1991.

Le sergent Stacey Koon et ses trois subordonnés, M.M. Wind, Powell et Briseno, avaient déjà été jugés par un tribunal de Californie. Ils avaient été reconnus non coupables le 29 avril dernier pour tous les chefs d'accusation retenus contre eux, sauf un.

Ce verdict pour le moins clément avait suscité la fureur des Noirs de South Central, un quartier de Los Angeles, et provoqué des émeutes qui avaient fait une quarantaine de morts et 850 millions de dollars de dégâts.

C'est maintenant la justice fédérale qui prend le relais au nom de la protection des droits civiques. Le droit américain considère comme un « crime » toute intention de « blesser, opprimer, menacer ou intimider tout citoyen dans l'exercice de ses droits ».

Parmi ces droits figurent en particulier celui d'être exempté de toute fouille et saisie injustifiée, et celui de ne pas être brutalisé en cas

d'arrestation. Les quatre policiers sont précisément inculpés pour « utilisation irraisonnée de la force », au moment de l'arrestation de M. King.

Ce dernier avait été frappé « à 56 reprises », selon le calcul des enquêteurs, avec des matras métalliques après avoir été arrêté pour excès de vitesse au volant de sa voiture. Les procureurs devaient, de plus, convaincre un jury sélectionné parmi sept comités du sud de la Californie de la culpabilité du policier le plus gradé au moment de l'arrestation, le sergent Koon, qui n'aurait pas agi assez vite pour calmer ses hommes.

Les policiers — dont la devise à Los Angeles est « Protéger et servir » — encourrent une peine de dix ans de prison et une amende de 250 000 dollars. L'inculpation pour motif racial n'a pas été retenue par manque de preuve.

Le procureur fédéral, M. Lourdes Baird, a précisé que la justice fédérale n'avait subi aucune pression, ni de son ministre de tutelle, ni de la Maison Blanche, pour que ce procès ait lieu en cette période électorale sensible. Le président Bush s'était dit « content » par le verdict d'avril, « difficile à comprendre après avoir vu le film vidéo de l'arrestation », réalisé par un amateur.

RÉGIS NAVARRE

En raison du mauvais fonctionnement d'un treuil

Le « satellite à fil » italien n'a pu être déployé par la navette Atlantis

Après vingt-quatre heures d'essais infructueux pour tenter de déployer le « satellite à fil » italien TSS au bout d'un câble de 20 kilomètres de longueur, l'équipage d'Atlantis a finalement abandonné l'expérience. Au cours de la nuit du mercredi 5 au jeudi 6 août, le TSS a été ramené dans la soute de la navette qui devait atterrir samedi à 13 h 39 (heure française) sur le piste de Cap Canaveral (Floride).

Les ingénieurs ayant imaginé le TSS (Tethered satellite system) prévoyant de le déployer, pour des applications futures, au bout d'un câble de cent kilomètres. Ils s'étaient limités cependant à vingt kilomètres pour ce premier essai, conscients des difficultés que présentait l'expérience. Les faits ont prouvé qu'ils étaient encore beaucoup trop optimistes : malgré tous les efforts de l'équipage, vingt-quatre heures durant, le « satellite à fil » n'a jamais pu s'élever de plus de 260 mètres de la navette (le Monde du 6 août).

L'échec de cette « partie de pêche au gros » spatiale est à imputer au « moniteur », fabriqué par la firme américaine Martin Marietta, d'essayer de le ramener à la base d'une tour métallique de 12 mètres, qui est garni du câble de 2,5 millimètres de diamètre retenant le satellite. Il sem-

ble qu'un moteur électrique défilant ne permettrait pas de dérouler correctement le filin sur lequel le satellite tirait, grâce à l'action des petits moteurs-fusées fixés à sa base.

Comme cela arrive parfois sur le moulinet des pêcheurs, les astronautes ont eu des problèmes avec les bouches du fil qui ont tendances à s'emboîter par superposition sur le tambour du treuil, ont expliqué en substance les responsables de la NASA. Mercredi 5, en fin de matinée, le filin de retenue ne pouvait plus ni s'enrouler ni se dérouler, et les responsables de la NASA envisageaient la sortie d'astronautes dans l'espace pour le débloquent. Cela ne fut, cependant, pas nécessaire, l'équipage ayant réussi à résoudre le problème en abaissant la tour faisant office de « moulinet à pêche ».

L'expérience visait à prouver qu'il était possible de produire du courant électrique par déplacement du filin conducteur dans le champ magnétique terrestre (le Monde du 4 août). A 20 kilomètres de distance entre la navette et le satellite, les spécialistes espéraient obtenir 5 000 volts dans le câble. Malgré l'échec du déploiement, ils se sont déclarés satisfaits des premiers résultats. « Nous avons en la preuve que le concept fonctionne. Nous avons même pu obtenir déjà 36,1 volts », a déclaré Maurizio Candidi, chercheur italien qui a participé à la mise au point du projet. (AFP)

M. Jean-Claude Gaudin est « scandalisé » par son inculpation

GRASSE

de notre correspondant régional

M. Jean-Claude Gaudin, président (PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et sénateur des Bouches-du-Rhône, a été inculpé, jeudi 6 août, d'escroquerie pour création d'un emploi fictif, par le juge Jean-Pierre Murciano, qui instruit l'affaire Saincène, du nom d'un employé vacataire du conseil régional (le Monde du 6 août). M. Murciano avait accédé à la demande de M. Gaudin, d'avancer la date de sa convocation de vingt-quatre heures, en raison des informations parues dans la presse.

Il est reproché à M. Gaudin d'avoir ouvert l'embauche de M. Saincène, en octobre 1986, par son directeur de cabinet, M. Claude Bertrand, inculpé depuis le 18 décembre 1991, d'escroquerie et complicité d'escroque-

rie. M. Saincène n'occupait pas les fonctions pour lesquelles il était rémunéré, mais se livrait à une action de renseignements. Il avait confiné des fichiers, notamment sur M. Bernard Tapie et des joueurs de FOM.

A sa sortie du tribunal de Grasse, après avoir passé environ une heure dans le cabinet du magistrat instructeur, M. Gaudin a déclaré que son inculpation « était le dernier épisode de la campagne électorale régionale ». Je reviens cela, au fond de mon cœur, a-t-il ajouté, avec un sentiment d'indignation et de colère. Je suis scandalisé de cette inculpation, a-t-il poursuivi, mais je ne suis pas surpris. Depuis six mois, les journaux m'annoncent, régulièrement, qu'elle allait avoir lieu. En quelque sorte, j'ai été pré-inculpé durant toute la campagne électorale.

GUY PORTE

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a annoncé son intention de briguer le poste de directeur général lors de l'expiration du mandat de M. Nakajima, à la fin de l'année. A la tête de l'OMS depuis 1988, le Japonais est très critiqué par plusieurs gouvernements. (AFP, Reuters)

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

16. - A Mexico, les tambours se sont tus... 2

ÉTRANGER

Bosnie-Herzégovine : la publication d'une liste de 105 camps de détention... 3  
Les Etats-Unis multiplient les appels en faveur d'une intervention en Bosnie-Herzégovine... 3  
Afrique du Sud : les manifestations populaires à Pretoria... 4  
Zaire : la suite de la polémique sur le changement de nom du pays... 4  
Israël : le gouvernement suspend la colonisation privée des territoires occupés... 5

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre... 6  
Les Verts du Nord-Pas-de-Calais répondent à M. Lalonde à propos de l'euroscout A 16... 6  
M. Rocard juge que l'application des accords de Matignon en Nouvelle-Calédonie « va dans le bon sens »... 6

SOCIÉTÉ

Un entretien avec M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat aux personnes âgées... 7  
La fin du procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris... 7  
Les représentants des victimes de la catastrophe de Furlan réclament une « vraie justice »... 7  
Les 80 hivers de l'abbé Pierre... 10

JEUX OLYMPIQUES

400 m messieurs : Quincy Watts, le fils prodige ; tennis de table : la victoire de la Chinoise Yaping Dang en simple dames ; abandon de Christian Plaziat dans le décathlon ; un troisième cas de dopage... 8 et 9

CULTURE

Démission de M. Philippe Bédal, directeur général de l'Opéra de Paris... 16  
A Antibes, Cécile Bartoli chante Rossini... 16  
Cinéma : Histoires de fantômes chinois II... 16

LIVRES • IDÉES

Les azulejos du palais Fronteira, les chants de Camões, le nostalgie de Pessoa : le passé du Portugal est-il à venir ? • Barcelone est un roman • Bureaux d'écrivains : Marie Nimier • Rencontres imaginaires : Genevieve Brisac s'entretient avec Virginia Woolf • Le retour au Japon de René de Coccaty... 11 à 15

ÉCONOMIE

Les dangereuses solutions de l'assurance-chômage... 17  
Le développement du travail à temps partiel... 17  
Plus de trois millions de chômeurs en Allemagne... 18

Services

Abonnements... 6  
Agenda... 10  
Cartes... 10  
Expositions... 20  
Loto... 21  
Marchés financiers... 18  
Météorologie... 21  
Mots croisés... 21  
Radio-télévision... 21

La télématique du Monde : 36 15 LE MONDE 36 15 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 août 1992 a été tiré à 452 031 exemplaires

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Montfreid, le bon monsieur d'Ingrandes

Le plus fameux aventurier des lettres françaises du vingtième siècle, Henry de Montfreid, mort presque centenaire en 1874 à Ingrandes, au fond du Berry, y attire maintenant des admirateurs du monde entier.

La dégradation de la conjoncture nipponne

Fujitsu devrait annoncer ses premières pertes semestrielles

Les géants japonais de l'électronique vont-ils rentrer dans le rang ? Adossés à un marché intérieur pratiquement captif (ils y réalisent les trois quarts de leur chiffre d'affaires et l'essentiel de leurs résultats), ils pouvaient encore récemment faire plier le reste de l'industrie à coups de guerre des prix et de surenchères d'investissement. Le ralentissement de la croissance japonaise risque d'infléchir temporairement cette stratégie offensive. Fujitsu, l'un des prin-

cipaux producteurs mondiaux de puces et le deuxième constructeur d'ordinateurs derrière l'américain IBM, a ainsi annoncé, mercredi 5 août, qu'il s'attendait à essayer pour le premier semestre de son exercice 1992 une perte nette consolidée de 10 milliards de yens (395 millions de francs), la première depuis sa cotation à la Bourse de Tokyo en 1949. Tout comme son compatriote NEC, Fujitsu a bouclé son exercice 1991-1992, clos le 31 mars dernier, sur un affaiblissement de 60 % de son bénéfice net. Décidés à restaurer sa rentabilité, la firme japonaise va procéder à certains désinvestissements et gels de programme. Fujitsu a décidé, au début de cette semaine, de fermer son unité de semi-conducteurs de San-Diego (Californie) et de licencier ses 260 salariés. Des mesures similaires pourraient être rendues publiques chez NEC, Hitachi et Toshiba.

C. M.

REVÊTEMENTS PLASTIQUES

Les sols plastiques ont beaucoup gagné en qualités techniques (jusqu'à l'épaisseur et au confort d'une moquette). Des styles, des dessins très mode. Artrec, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements des sols et murs A PRIX DÉGRIPPÉS, a, au Kremlin-Bicêtre, un dépôt exclusivement réservé aux revêtements plastiques (sols et murs). Le plus grand choix de Paris : plus de 700 références, 80 000 m² de stock, et toujours des prix imbattables. Ex : plastique en 4 m de large, ultra-résistant, traité antistatique Scotchgard 39,50 F le m². Attention : lot à saisir, stock limité, 5 % de remise sur présentation de cette annonce. Artrec, 5 dépôts en région parisienne, Kremlin-Bicêtre, 8, rue Roger-Salengro (à 150 m porte d'Italie). Tél. : 46-58-81-12.

OUVERT EN AOÛT

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

ADIEU LES PRIX, BONJOUR LES SOLDES !

► Pas de respect pour les prix, on les écrase, on les démantibule sans pitié. Les étiquettes hurlent, mais la qualité domine tout et la Mode triomphe. Les femmes en profitent. Car « tout » leur est permis quand les prix capitulent. C'est ça les soldes, depuis 15 F le mètre.

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS